KLAUS CROISSANT

À PROPOS DU PROCÈS BAADER-MEINHOF FRACTION ARMÉE ROUGE

La torture dans les prisons en R.F.A.

CHRISTIAN BOURGOIS ÉDITEUR

PRÉFACE

« De qui dépend que l'oppression demeure ? De nous !

« De qui dépend qu'elle soit brisée ? De nous également ! »

En reprenant ce passage de Brecht, Ulrike Meinhof parlant au nom des prisonniers de la Fraction Armée Rouge, à l'occasion de l'un de ces procès, en septembre 1974, *résumait par là l'enjeu de la lutte menée par ceux-ci. Partout, que ce soit dans le cadre de la « guérilla métropolitaine » ou dans les conditions particulières à la détention spéciale qu'ils subissent.*

Montrer que la lutte est possible, malgré toutes les formes de domination du système, malgré toutes les chaînes réelles, matérielles, celle de la sécurité, de la bonne conscience, celle de l'idéologie, de la «culture», malgré la peur. Prendre conscience de cette force matérielle qu'est la faiblesse transformée en force. Les grèves de la faim des prisonniers de la R.A.F., même si ceux-ci n'ont pas réussi à obtenir ce qu'ils demandaient : le même traitement que les autres prisonniers et la suppression des traitements spéciaux en sont la démonstration pratique. Ne pas cesser de résister malgré les lavages de cerveau, malgré la volonté du système de transformer des combattants

révolutionnaires en loques incapables de lutter, faisant même le jeu du système, utiliser l'arme ultime dont ils disposent — leur corps, leur identité politique — mener collectivement *des mois durant cette lutte sans se laisser abattre par l'assassinat de l'un d'entre eux, Holger Meins.*

Le système met tout en œuvre pour briser dans l'œuf cette lutte qui le menace directement et qui risque de faire exemple en Europe. Refusant de se laisser piéger par le carcan de la légalité comme la plupart des organisations dites d'extrême-gauche, refusant d'attendre que les « masses » prennent l'initiative de la lutte ; mais se donnant les moyens d'ébranler dès maintenant le pouvoir politico-militaire en créant les conditions de la guérilla, là même où l'ennemi a concentré ses postes de commande, l'organisation de guérilla urbaine métropolitaine est le complément des organisations de libération des territoires occupés par l'impérialisme dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie. La guérilla urbaine métropolitaine ouvre un second front, un front intérieur. C'est ainsi qu'en 1972 *lors des bombardements du port de Haiphong par l'aviation U.S., au moment où l'ensemble des organisations dites révolutionnaires parisiennes essayaient vainement, au cours d'une manifestation « de masse », d'approcher l'ambassade U.S. place de la Concorde, un commando de la Fraction Armée Rouge faisait sauter l'ordinateur central du quartier général des forces américaines en Europe à Heidelberg. Par là le front de l'intérieur n'était plus seulement celui de la guerre que mène quotidiennement le pouvoir contre le peuple. Un groupe de révolutionnaires refusait de se laisser enfermer dans le jeu de la protestation classique, soupape de sûreté permise par le système, finis les pièges du marginalisme, du radicalisme verbal, car cette action et l'organisation qui la menait se situaient dans le cadre de la lutte des peuples contre l'impérialisme, dans un pays où l'idéologie essaie même, par l'intermédiaire de certaines organisations*

dites révolutionnaires, de qualifier la notion d'impérialisme de « rétro ». Comme ils qualifient de rétro la lutte pour le communisme, la théorie révolutionnaire, au nom d'une soi-disant théorie du « désir », oubliant ou voulant faire oublier que « besoins et désirs » ne sont pas « nature » à l'état pur mais objet de la domination du capital.

Le procès qui s'ouvre à Stuttgart se déroulera sans doute en l'absence des défenseurs écartés par des lois sans précédent dans les systèmes dits « démocratiques ». Il fait partie de la guerre que mène le système pour écraser ce foyer de guérilla.

Les conditions de détention spéciale issues des recherches scientifiques menées en Allemagne et des expériences de répression passées et en cours, en particulier celles utilisées en Irlande du Nord contre les combattants de l'I.R.A. sont destinées à briser les combattants révolutionnaires de la R.A.F. A les empêcher d'expliquer leur lutte au cours de procès publics, à empêcher le peuple allemand de comprendre pleinement que la lutte de la Fraction Armée Rouge est sa lutte, la lutte des peuples vers le communisme. A ces conditions de détention spéciales s'ajoutent l'utilisation massive des médias, l'utilisation de la provocation policière, les menaces de bombes attribuées par les services secrets à la R.A.F., cela aussi est une science militaire, la « conduite psychologique de la guerre » ayant ses racines dans la lutte contre les partisans menée par le Troisième Reich, dans la répression des guerres de libération nationale comme celle du peuple algérien et dans les bureaux d'études du Pentagone, et des services spécialisés de l'armée française se préparant à des offensives contre l'ennemi intérieur. Les combattants de la R.A.F. ne doivent pas être perçus comme ce qu'ils sont : des militants révolutionnaires, mais comme des « fanatiques, des desperados, des psychopathes ». C'est pourquoi il importe pour tous ceux qui ont compris que cette lutte est aussi la nôtre de dénoncer la peur *des autorités*

allemandes et de ses alliés, une peur dont la manifestation n'est rien d'autre que « contre-révolution ». Parler de « défaites » de la Fraction Armée Rouge c'est faire le jeu du système, de la contre-révolution, ne voir qu'un aspect des choses, se placer en attentiste, juge sur la touche, c'est oublier que l'existence même de ce groupe est une plaie réelle, une brèche dans l'appareil mondial de l'impérialisme. Dans la répression des militants de la R.A.F., le système se démasque, le « libéral » se révèle être un « nouveau fasciste », le pseudo-révolutionnaire un collaborateur, prêt à être solidaire contre la répression mais à se désolidariser de la lutte, mettant l'accent sur la critique, sans essayer de comprendre la dialectique lutte-répression.

Toute notre action de solidarité visera d'abord à permettre aux prisonniers et à ceux qui les défendent de s'exprimer, d'expliquer leur lutte. Nous ne tomberons pas dans le piège de cette détention spéciale qu'ils subissent car, ne nous y trompons pas, le système aimerait bien ne pas les tuer mais en faire des « êtres » reniant leur luttes, l'oubliant, ou proclamant leur erreur. Le procureur fédéral Buback ne proposait-il pas à Andreas Baader plusieurs millions de marks après son arrestation s'il déclarait à l'opinion publique que la lutte de la R.A.F. était un échec. Pourtant les révolutionnaires vietnamiens ne s'y trompaient pas, eux : quelques jours après la destruction d'une partie du grand quartier général américain en 1972 par la R.A.F., les photos de celui-ci et de militants de la R.A.F. se trouvaient affichées sur les murs de Hanoï. Cette image, le système aimerait bien la faire disparaître une fois pour toutes. Cette image, c'est celle de la « critique des armes », ce procès celui de la « République de Stuttgart ».

Me Klaus Croissant

LE PROCÈS DE STUTTGART

En République Fédérale d'Allemagne, après des consultations précipitées, une loi vient d'être décrétée, quelques semaines seulement après la mort de Holger Meins ; elle restreint très gravement les droits des défenseurs. Cette loi est en vigueur depuis le 1er janvier. Elle est de caractère ouvertement fasciste. C'est une loi d'exception dont le but est de rendre impossible une défense politique dans une affaire très particulière : le procès contre la Fraction Armée Rouge (R.A.F.).

Aujourd'hui, l'appareil exécutif et l'appareil judiciaire de l'Etat ont peur des procès contre la R.A.F. : en effet, à l'occasion de ces procès, dans l'hypothèse d'une procédure fondée sur les principes d'un état de droite, la défense devrait expliquer au cours de l'audience les motifs et les buts de la Fraction Armée Rouge. Et ceci face à l'opinion publique internationale. Cela signifie qu'en utilisant tous les moyens scientifiques à sa disposition, la défense serait amenée à présenter l'objet des actions révolutionnaires, leur aspect international, ainsi que le contexte social de celles-ci, leur fonctionnement, en un mot, la légitimation historique et morale de l'action révolutionnaire.

Un tel procès, qui ne pouvait être qu'un procès loyal, reposant sur les principes traditionnels de l'Etat constitutionnel, ne doit plus avoir lieu en République Fédérale. *Les services de sécurité de l'Etat craignent qu'un grand nombre de personnes puisse se rendre compte, au cours de ce procès, que les actions révolutionnaires ne sont jamais dirigées contre le peuple, mais contre ceux qui, quotidiennement et des millions de fois, utilisent la violence contre lui.* Les services de sécurité de l'Etat craignent d'être démasqués au cours du procès à venir : ce sont eux qui mènent la lutte contre le peuple, qui le manipulent et qui le trompent. Eux qui en juin 72 ont utilisé la menace d'attentat à la bombe, montée de toutes pièces, contre la population de Stuttgart, afin de discipliner et d'intimider toute la population d'une grande ville. Ce sont eux qui, en mars 1974, ont mis en scène une menace d'attaque aux roquettes contre les millions de spectateurs de la Coupe du Monde de football, et ce sont eux qui, durant l'été 1974, ont voulu faire croire à la population que la Fraction Armée Rouge empoisonnait l'eau potable. Comme ce sont eux aussi qui ont voulu rendre la R.A.F. responsable de l'attentat à la bombe contre la gare de Brême, le 7 décembre 1974.

Afin d'empêcher le déroulement d'un procès au cours duquel leurs pratiques illégales seraient démasquées, les services de sûreté de l'Etat essaient depuis plusieurs années d'écarter les défenseurs et de les « criminaliser ». Dans ce but, ils utilisent une campagne de persécutions sans mesure contre les avocats, et publient une partie des dossiers du procès, dans une soi-disant « documentation » du ministère de l'Intérieur : une intervention monstrueuse dans le cadre d'une procédure en cours, méprisant délibérément les ordonnances de la loi sur la presse.

Depuis le 1er janvier, un avocat ne peut plus défendre qu'un seul accusé dans le cadre d'une même procédure. Ainsi une défense collective est

exclue, alors que précisément l'accusation porte sur l'appartenance à un collectif.

Le droit des défenseurs et des accusés à faire des déclarations au contenu politique pendant chaque phase du procès a été supprimé. A l'avenir, le procès peut même avoir lieu contre des accusés incapables de comparaître pour des raisons de santé. En complément une loi va être promulguée, permettant à un juge, dans le cadre de procédures politiques, de surveiller les conversations entre avocat et accusé.

Un avocat peut être exclu de la défense, avant même qu'un jugement ait été prononcé dans le cadre d'une procédure pénale, s'il est soupçonné d'avoir participé aux faits faisant l'objet de l'instruction. Ainsi une décision du président du tribunal de Stuttgart du 30 décembre 1974 :

« Le docteur K. Croissant se révèle être l'un des principaux responsables d'une campagne dirigée contre la justice, qui doit permettre de maintenir la solidarité et de soutenir un groupe inculpé selon le paragraphe 129 S.G.T.B. (association de malfaiteurs). Pendant la grève de la faim de nombreux détenus appartenant à ce groupe et après la mort du prévenu Holger Meins, il (Croissant) s'est fait porte-parole du groupe, en particulier au cours de prises de position publiques à Stuttgart et à Munich en novembre 1974. Les doutes exprimés le 16 octobre 1974 par le tribunal concernant un soutien qui ne serait pas seulement terminologique mais un soutien dans les faits sont écartés; néanmoins l'avocat du docteur Croissant fait partie du groupe de défenseurs contre lesquels des indices importants font penser à une participation aux faits incriminés. »

Ce vocabulaire fait apparaître des parallèles frappants avec les déclarations du juge le plus important de l'Allemagne nazie, le président du Volksgerichtshof de Berlin, Roland Freisler. Celui-ci, dans son traité de droit pénal nazi, déclarait :

« Les conflits les plus aigus qui sont apparus dans les tribunaux avant la prise du pouvoir, au cours de

soi-disant procès politiques, et dus à l'idéologie politique spécifique du défenseur, portaient sur des problèmes de procédure durant les procès. Ces conflits ont toujours fait partie du déchirement politique du peuple allemand. Ils ne se produisent plus aujourd'hui. Ces conflits indignes étaient dus aux efforts de démagogues revêtus de la robe d'avocat, ennemis du peuple allemand qui désirent détruire toute autorité. Ces « défenseurs » ont été exterminés ou n'osent plus abuser de leur charge, sachant qu'aujourd'hui ils n'auront plus de chances d'être écoutés, auprès de leurs collègues les plus proches et devant les tribunaux. »

Les services de sûreté de l'Etat et la justice de la République Fédérale qui leur est soumise font partie des nations industrielles les plus avancées sur la voie du nouveau fascisme, compagnon de route des rapports de domination capitaliste.

Il s'agit de la même justice depuis la chute de l'empire de mille ans, depuis le fascisme nazi dans lequel elle s'est parfaitement intégrée, contre lequel elle n'a pas protesté, et qui depuis n'a rien appris de nouveau. La justice allemande aujourd'hui se plie sans aucune résistance aux intérêts exterminateurs de l'appareil de sûreté de l'Etat. C'est cette justice qui décide des mesures de détention par isolement, mesures exterminatoires pour des êtres humains, sur proposition du procureur fédéral et des administrations responsables de la contre-insurrection.

La loi d'exception sur les restrictions des droits de la défense et sur son exclusion des procès politiques a été préparée par une action policière. Fin novembre 1974, à 6 heures du matin, quatre-vingt appartements et deux bureaux d'avocats, en République Fédérale et à Berlin-Ouest, ont été encerclés par des unités de police armées jusqu'aux dents, et ont été perquisitionnés. 94 personnes furent appréhendées, 18 arrêtées, 8 d'entre elles sont aujourd'hui encore en détention préventive. Cette action policière était dirigée et centralisée par le F.B.I.

allemand : le Bundeskriminalant. Selon les termes du Procureur Fédéral, l'action était dirigée contre ce qu'ils appellent « la sphère des sympathisants » : c'est-à-dire contre les parents des prisonniers, contre leurs avocats, contre les membres du Secours Rouge, contre des écrivains qui avaient publiquement dénoncé la torture par isolement ; les lavages de cerveau et la détention-extermination.

Par cette action policière fut créé le climat dans l'opinion publique qui permettait de faire passer la loi d'exception dans un délai de quinze jours, un peu avant Noël.

Quelques jours après l'enlèvement du politicien C.D.U. Lorenz, le Procureur Fédéral a utilisé le climat de pogrom créé par les responsables des pouvoirs publics afin de demander, pour la première fois, l'exclusion d'un défenseur quelques semaines avant le début des procès contre la Fraction Armée Rouge. Huit jours plus tard la seconde demande d'exclusion était formulée, cette fois contre mon collègue Groenewold, de Hambourg.

La requête du Procureur fédéral de Karlsruhe demandant mon exclusion de la défense d'Andreas Baader est datée du 3 mars 1975. Elle a été communiquée le jour même par courrier au Tribunal du procès de Stuttgart. Le Procureur fédéral était particulièrement pressé de voir suspendre mes droits de défenseur à visiter le prisonnier et à lui écrire sans surveillance. Un délai d'un jour seulement était accordé pour répondre à cette requête.

Bien que j'ai demandé une prolongation du délai le tribunal a décidé le 11 mars 1975 de suspendre mes droits à la défense. Depuis, toute visite au prisonnier m'est interdite, tout échange de correspondance entre défenseur et accusé défendu.

Le tribunal fondait sa décision de suspension des droits à la défense en affirmant que dès maintenant il s'avère que j'ai : «pris part à l'élaboration de l'interview au magazine *Spiegel*, interview qui fait clairement partie de la lutte révolutionnaire que les

accusés continuent de mener de leur détention ». On peut lire plus loin dans la même décision : « Croissant a non seulement mené les négociations décisives avec le *Spiegel*, mais il a également transporté les questions et les réponses dans les cellules, et à l'extérieur, ignorant par là les règlements sur la censure. Il s'agit là d'un cas exemplaire du système d'information rendu possible avec l'aide des avocats entre les prisonniers et le monde extérieur : condition nécessaire à la continuation d'une association de criminels à partir de la prison. »

En réalité, les réponses données par les prisonniers et publiées par le magazine *Spiegel* le 20 janvier 1975 traduisent la définition politique que la R.A.F. (Fraction Armée Rouge) s'est donnée.

Présenter cette définition à l'opinion publique avant le début du procès est l'un des devoirs de la défense et un droit des accusés. Le tribunal n'avait donc aucune compétence pour censurer les questions posées par le Spiegel *et les réponses données par les prisonniers.* Les accusés avaient la possibilité pour la première fois et par cet interview, de riposter à une guerre conduite psychologiquement par les responsables des pouvoirs publics, et ce jusqu'au niveau gouvernemental, pendant plusieurs années. Ceux qui veulent interpréter cet acte de légitime défense, consistant à permettre par la publication l'exercice de la fonction de défense, comme la continuation des activités d'une association de criminels, acte de soutien punissable d'après le paragraphe 129 du Code pénal, ceux-là déclarent donc que les lois générales et les principes de la constitution sont sans effets pour un certain groupe d'accusés.

Par cette décision du Tribunal (Oberlandesgericht) Andreas Baader est privé, quelques semaines avant l'ouverture du procès, d'un avocat qui a préparé, depuis plusieurs années, la défense dans les procès contre la Fraction Armée Rouge.

Le Procureur fédéral et le tribunal (Oberlandesgericht) étaient au courant de la publication de l'interview dans le *Spiegel* depuis le 20 janvier 1975. La précipitation inhabituelle avec laquelle l'exclusion et la suspension des droits du défenseur est menée, permet à chacun de constater sans équivoque que des considérations étrangères à la procédure en cours jouent un rôle non négligeable : la procédure d'exclusion doit être menée dans un climat fasciste de persécutions, où même la peine de mort n'effraie pas, et si rapidement que l'opinion publique critique internationale n'aie pas le temps d'élever la voix.

La justice politique en République Fédérale a été soutenue, dans ses tentatives d'exclure les défenseurs gênants des procès de la R.A.F., et encouragée à en exclure d'autres, par les plus hautes sphères gouvernementales ; le 13 mars 1975, devant des millions de téléspectateurs, à l'occasion du débat sur la sécurité, le Chancelier fédéral Schmidt déclarait ce qui suit :

« *... le gouvernement fédéral attend que la campagne des avocats soit réfutée avec netteté mais aussi avec fermeté ; par exemple, la campagne lancée par les terroristes et leurs avocats à propos d'une prétendue et soi-disant "torture par isolement", ainsi que la grève de la faim, ont été traitées avec beaucoup trop d'indulgence. Cette impuissance et cette indulgence ne doivent plus se reproduire.*

« *Il existe des liens internationaux des terroristes et des liens internationaux des défenseurs sympathisants. Les procès du groupe Baader-Meinhof qui vont commencer ne manqueront pas de déclencher d'importantes campagnes organisées par les sympathisants. De soi-disants avocats du droit venus de toutes les parties du monde viendront en R.F.A. afin d'y proclamer leur philosophie. Ils viendront afin de dénigrer notre Etat constitutionnel devant notre opinion publique, comme cela s'est déjà fait et comme cela se dessine actuellement à propos du procès à Bückeburg* (1). *Le gouvernement fédéral attend que*

de telles campagnes soient contrées avec toute la clarté et la fermeté nécessaire, comme cela a été récemment le cas à Stuttgart, où un tribunal a refusé d'autoriser l'admission de certains de ces avocats-là. »

Cette déclaration exprime l'esprit du nazisme. Des avocats étrangers qui observent les procès contre la R.A.F. (Fraction Armée Rouge) sont diffamés comme « soi-disants avocats du droit ». Les tortures exercées en République Fédérale par l'isolement de longue durée contre les prisonniers politiques sont contestées avec obstination, bien que cette contestation, compte tenu de la réalité, est plus que pénible.

L'exclusion de défenseurs, quelques semaines avant l'ouverture du procès, le plus complexe de l'après-guerre, est en fait la réaction à l'accusation portée publiquement contre le Procureur fédéral et le Président du tribunal pour la responsabilité qu'ils se partagent dans le meurtre de Holger Meins, commis sous la direction des services de sécurité de l'Etat.

Cette accusation, je la maintiens ; je l'ai formulée pour la première fois le 10 novembre 1974, au cours d'une conférence de presse, un jour après la mort de Holger Meins. Depuis, cette accusation s'est renforcée.

Le pouvoir de décision suprême quant à la vie ou mort d'un prisonnier de la R.A.F. n'est pas entre les mains des personnes capables de porter directement leur aide. C'est ce que prouve une disposition interne de la prison de Cologne, datée du 2 août 1973. *On peut y lire, sous la rubrique transferts hors des prisons . « la mise en application dans les cas les plus urgents, par exemple danger de mort, est seulement à effectuer si le Sicherungsgruppe Bonn tel.* 02221.35001. (*F.B.I. allemand*) *a donné son consentement* ».

Ce document révèle qui détient en dernier ressort le pouvoir de décision sur la vie ou la mort d'un prisonnier de la R.A.F. : le Sicherungsgruppe, F.B.I. allemand, ou sous sa nouvelle appellation : « Service de Sûreté de l'Etat de l'Office Fédéral de

Police Criminelle ». Ce passage cynique trahit le fait que les intérêts de la sûreté ont chez certains prisonniers priorité sur leur survie : il est vrai qu'un prisonnier mort est celui qui correspond le mieux aux impératifs de sûreté de l'Etat.

Holger Meins a été victime de cette même ordonnance : à l'intérieur de la prison de Wittlich : ce n'était pas le directeur de la prison ou le Président du tribunal qui avaient à garantir la vie du prisonnier, c'est plutôt le F.B.I. allemand.

Pourquoi Holger Meins n'a-t-il pas été transféré dans les délais ordonnés par le Tribunal par décret du 21 *octobre* 1974 *à la prison de Stuttgart ?*

Le Sicherungsgruppe Bonn ignorait-il par exemple que la nutrition forcée, à la prison de Stuttgart, se faisait selon les règles de l'art médical, avec des quantités suffisantes de nourriture, alors qu'à la prison de Wittlich ces règles étaient gravement transgressées, et la procédure effectuée avec des quantités de nourriture insuffisantes et appliquée irrégulièrement ?

Pourquoi le Procureur fédéral a-t-il déclaré, contrairement à la vérité, en ce qui concernait la décision du jour de transfert, que cette date ne pourrait être respectée du fait de « nombreuses et importantes dispositions préparatoires et mesures de sécurité » ?

Le Procureur fédéral ignorait-il que le Sicherungsgruppe Bonn disposait de tous les moyens en personnel et en matériel pour effectuer le transfert dans les délais prévus ?

Pour quelles raisons, par la suite, la prolongation du délai de transfert autorisée par le tribunal — au plus tard le 4 *novembre — n'a-t-elle pas non plus été respectée ?*

Pour quelles raisons la nutrition forcée a-t-elle été arrêtée, chez Andreas Baader, le 4 *novembre* 1974 *?*

Quelles sont les « raisons techniques » que le Procureur fédéral donnait à la presse pour la non-

observation de la date prévue pour le transfert, « raisons » qui se sont opposées au transfert prévu dans les délais fixés par la décision du Tribunal ?

Le Sicherungsgruppe Bonn n'était-il peut-être pas informé de l'état de santé de Holger Meins ?

Le Procureur fédéral et le Président du tribunal n'étaient-ils pas en possession des rapports sur la santé de Holger Meins et des autres prisonniers après plus de 50 jours de grève de la faim ?

Le Procureur fédéral et le Président n'ignorent pas que le rôle lamentable qu'ils ont joué dans ce meurtre, dirigé par les services de sûreté de l'Etat, sera révélé par les avocats au cours du procès.

L'exclusion des défenseurs, et par là-même l'anéantissement de toute la stratégie de la défense, est une tentative fasciste de la justice politique, consistant à continuer de voiler la mort de Holger Meins, et à faire taire tous les défenseurs qui ont le courage de décrire, de prouver et de dénoncer devant l'opinion publique internationale la stratégie d'extermination des révolutionnaires emprisonnés par les services de sûreté de l'Etat.

C'est pour cette raison que les services de sûreté de l'Etat, ainsi que la justice politique, et jusqu'à la sphère gouvernementale, projettent un procès sans accusés et sans avocats, un procès fantôme où le tribunal ne verra en face de lui ni accusés ni avocats. Les avocats commis d'office par le tribunal, non seulement ne bénéficieraient pas du tout de la confiance des accusés, mais de plus ne les auraient pas vu et n'auraient pas pu parler avec eux.

Le tribunal, l'accusation fédérale et les avocats commis d'office par la raison d'Etat seraient entre eux : une mise en scène macabre qu'on ne se représente que dans les dictatures et les Etats ouvertement fascistes.

VIKTOR KLEINKRIEG

LES COMBATTANTS ANTI-IMPÉRIALISTES FACE A LA TORTURE

Il faut reconnaître que la torture est pratiquée afin de permettre aux rapports de propriété de se perpétuer. Bien sûr, en disant cela nous perdons beaucoup d'amis. Ceux-ci s'opposent à la torture, mais aussi ils pensent que l'on peut maintenir les rapports de propriété sans faire usage de la torture. Ce qui n'est pas vrai.

Bertolt BRECHT.

« *Travailler :* du latin populaire, torturer avec le tripalium (vers 1080) ;
travail : l'état de celui qui souffre, qui est tourmenté. »
(Tiré du dictionnaire *Le petit Robert.*)

Les textes qui suivent, s'ils constituent une dénonciation des tortures exercées légalement par les autorités judiciaires de la République fédérale d'Allemagne, se veulent surtout un témoignage sur la résistance de ceux qui sont victimes de ces pratiques : les prisonniers politiques. C'est pourquoi le document politique essentiel de ce dossier est constitué par la « Déclaration faite à l'occasion de la

grève de la faim », en mai 1973, par plus de 80 prisonniers politiques. Cette grève de la fin, commencée le 8 mai (jour anniversaire de la victoire sur le fascisme nazi) a duré jusqu'à la fin du mois de juin. Les autorités ont tout fait pour briser cette grève, la seconde, menée en même temps et collectivement par des prisonniers politiques. Elles n'ont pas hésité à mettre en jeu la vie des prisonniers en essayant de briser leur grève de la faim, en les privant pendant plusieurs jours de toute nourriture liquide. (Si le corps humain peut résister plusieurs semaines, sans que cela ait des répercussions profondes pour la santé, au manque de nourriture solide, il ne peut, au-delà de quelques jours, résister à la privation de liquide : la mort est alors fatale — *cf.* l'article de K. Croissant dans ce dossier, sur la grève de la faim de B. Braun.) La grève de la faim, bien que menée dans beaucoup de prisons de R.F.A., a été tout d'abord systématiquement passée sous silence par la presse allemande, à de très rares exceptions près, et cela malgré les grèves de la faim de soutien entreprises dans plusieurs villes par les membres des « Comités contre la torture des prisonniers politiques », malgré aussi les nombreuses déclarations faites à la presse par les avocats, et malgré la grève de la faim à laquelle participèrent les avocats des prisonniers. Cet acte collectif de résistance des prisonniers politiques soumis à la torture par l'isolement, s'il a été soutenu par de rares groupes de l'extrême gauche, a surtout placé ceux-ci dans l'embarras. Beaucoup ont essayé de parler à cette époque des mauvais traitements dans les prisons mais ils ont souvent nié qu'il existait un traitement spécial, réservé aux seuls prisonniers politiques. Ils ont été les premiers à souligner que l'isolement est également pratiqué contre des prisonniers dits de « droit commun » ; toutefois ils n'ont pas voulu voir ou pas cru nécessaire de dire que ces traitements envers les prisonniers « de droit commun » sont occasionnels, la plupart du temps conçus comme « punition »

par l'administration d'une prison. Ils n'ont pas été capables de reconnaître que, pour les prisonniers politiques, ces traitements sont la règle, qu'ils sont pratiqués systématiquement, qu'ils font l'objet de recherches scientifiques destinées à les perfectionner et surtout que des traitements spéciaux, dénoncés par beaucoup pour ce qu'ils sont vraiment : des tortures, s'insèrent dans une stratégie globale des pays impérialistes pour combattre — en détruisant l'identité politique des militants ou en les exterminant physiquement — les mouvements de libération. L'attitude de groupes se disant « spontanéistes » et qui ont refusé de publier dans leur organe (1) la déclaration des prisonniers politiques, montre bien la difficulté qu'éprouve une certaine gauche à admettre dans son pays un type de lutte remettant en question leur « attentisme ». Nous y reviendrons plus loin. Malgré ce boycott par la droite et par la gauche, la grève de la faim a été menée collectivement environ un mois et demi, elle s'est achevée par une conférence de presse donnée à Paris dans les locaux de l'A.P.L. (2) par les avocats des prisonniers politiques, et par une manifestation devant l'ambassade d'Allemagne avec la participation des membres des groupes suivants : A.R.M. (Association contre la répression médico-policière), Cahiers pour la folie, G.I.A. (Groupe d'information sur les asiles), Comités contre la torture envers les prisonniers politiques en R.F.A., I.Z.R.U. (Informationszentrum Rote Volksuniversi-

1. *Wir Wollen Alles.*

2. A l'occasion de cette conférence de presse, un certain nombre de personnalités ont signé un appel demandant qu'il soit mis fin à l'isolement des détenus politiques et que ceux-ci soient traités comme des détenus de droit commun. Parmi les premiers signataires figurent Me Leclerc, MM. Michel Foucault, Jean-Paul Sartre, Philippe Sollers, Marcellin Pleynet, Me Jean-Jacques de Felice et le C.A.P. (Comité d'action des prisonniers). *Cf. Le Monde* du 1/7/1973.

tät - Heidelberg — Centre d'information université populaire rouge), The Mental Patient Union (Grande-Bretagne).

L'initiative de dénoncer les tortures vient donc d'abord des prisonniers politiques eux-mêmes. C'est pourquoi elle est indissociable de leur résistance, qu'elle soit individuelle face à l'armée de bourreaux en vert ou en blanc, ou qu'elle s'exprime collectivement dans des grèves de la faim ou d'autres actions. Nous avons donc non seulement voulu dénoncer, en les décrivant, les conditions de détention, démasquer la « collaboration » de savants et donner la parole aux avocats diffamés, poursuivis dans leur travail de défenseurs ; mais surtout laisser s'exprimer les prisonniers politiques en publiant certaines de leurs lettres.

Il n'est toutefois guère possible de situer la lutte de ceux qui aujourd'hui sont emprisonnés et torturés sans évoquer leur praxis avant leur emprisonnement, et leur conception de l'action révolutionnaire. Par ailleurs, nous serons amené à nous demander pourquoi la dénonciation de la praxis de ces groupes a pu pénétrer jusque dans les rangs d'organisations gauchistes.

Les prisonniers politiques en R.F.A. appartiennent presque tous à la R.A.F. (Fraction Armée Rouge) ou au S.P.K. (Collectif Socialiste de Patients de l'Université de Heidelberg).

La R.A.F., que la presse de Springer (ministre officieux de la propagande de la R.F.A., diffusant un quotidien de masse du niveau de *Minute*, c'est-à-dire fasciste (*Bild-Zeitung*) à des millions d'exemplaires) a appelée la « bande à Baader » (du nom d'Andreas Baader, l'un des premiers membres du groupe connu), que la presse « réformiste » a appelée groupe Baader-Meinhof, se définit elle-même dans un de ses premiers écrits, *Sur la conception de la guérilla urbaine :*

« S'il est vrai que l'impérialisme américain est un tigre en papier, cela signifie qu'il peut être finalement

vaincu. Si la victoire sur lui est devenue possible, si on le combat dans chaque coin de la terre de façon à le forcer à diviser ses forces et s'il est possible de l'abattre à cause de cette division, si la thèse des communistes chinois est juste, il n'existe alors aucune raison pour tenir quelque pays ou quelque région que ce soit hors de la lutte anti-impérialiste sous prétexte que les forces de la révolution sont faibles alors que celles de la réaction y sont fortes (3). »

La R.A.F. se situe donc bien en tant que « fraction » dans la ligne anti-impérialiste du mouvement étudiant allemand. Le S.D.S. avait mobilisé et organisé ses étudiants sur des thèmes anti-impérialistes comme la manifestation contre le chah d'Iran à Berlin, le 2 juin 1967, au cours de laquelle l'étudiant Benno Ohnesorg a été assassiné par un membre de la police politique, du nom de Kuras (celui-ci a d'ailleurs eu de l'avancement depuis).

Les actions entreprises contre le quartier général des forces américaines installé à Heidelberg et Francfort se situent directement dans la ligne de la campagne du S.D.S. contre l'impérialisme américain, et de ses campagnes de soutien au F.N.L. La méthode de lutte employée est, elle, différente, plus directe ; elle constitue, du fait des dégâts en matériel et en hommes, un coup direct porté contre les bases de l'impérialisme dans les métropoles. Ici ce ne sont plus des révolutionnaires désarmés qui sont les victimes d'une répression plus forte, mieux organisée et légale : on passe d'une situation de dénonciation

3. Tiré de *La « bande à Baader »* (éditions Champ Libre). Malgré les guillemets, encore une fois « bande » : le marché et l'échange des marchandises ont leurs lois, tant pis donc si l'on contribue à diffamer un groupe révolutionnaire en le qualifiant de bande et en évoquant à son propos sur la couverture la « bande à Bonnot ». Rappelons en passant que la bourgeoisie, par la bouche de toutes sortes de collabos, a parlé il n'y a pas longtemps de « bande de rebelles » à propos des combattants vietnamiens.

verbale, ou l'on se plaçait sur la défensive, à une situation de réponse à la violence, en attaquant les centres de commandement de l'occupant américain. Le pouvoir de décision est renversé. Ces actions de la R.A.F. ont montré qu'il était possible de porter des coups sensibles à l'ennemi là où il se croit le plus fort et le plus en sécurité, dans les métropoles qu'il domine pour l'instant. Ce n'est plus seulement le camp révolutionnaire qui pleure ses victimes et condamne les bourreaux protégés par ce qui ose s'appeler justice ; à partir de ces actions de la R.A.F., l'ennemi est amené à compter lui aussi ses « victimes ». Pour les combattants de la R.A.F., l'anti-impérialisme n'est pas seulement une activité de colloques et de séminaires ou de « comités de soutien aux luttes du peuple x », mais d'abord la prise de conscience de la nécessité de remettre en question le monopole des armes de la bourgeoisie.

Ces actions de la R.A.F. contre les installations américaines en 1972, posent à la gauche extra-parlementaire un certain nombre de problèmes. Le S.D.S. s'est dissous et les organisations d'extrême gauche se trouvent dans une phase nouvelle : certains veulent construire le parti marxiste-léniniste ou trotskyste de demain, d'autres se lancent pour des années dans des programmes de recherches théoriques à partir des œuvres économiques de Marx, en se déclarant incapables de toute praxis politique, d'autres encore envoient leurs militants se rapprocher des masses en travaillant dans les usines et en y créant des groupes d'entreprise, d'autres encore se spécialisent dans un secteur donné des luttes : luttes pour le logement et luttes contre la spéculation comme à Francfort, avec occupation de maisons, soutien aux émigrés en lutte contre les conditions de travail et de logement plus dures que des ouvriers allemands, etc.

Le décalage entre ces groupes et le niveau de conscience des masses est encore très grand ; l'impact de la propagande bourgeoise est fort : s'il existe

dans beaucoup de cas, chez l'ouvrier allemand, une conscience d'être exploité, c'est d'abord la résignation qui domine. Le nazisme, l'après-guerre, l'interdiction du K.P.D., la chasse aux sorcières communistes, les fautes du K.P.D. aussi, les erreurs évidentes de la R.D.A., créent encore aujourd'hui un climat favorable à l'anticommunisme. Toutefois l'euphorie du miracle économique est bien terminée. Ce miracle avait été rendu possible grâce à l'apport de main-d'œuvre qualifiée et de techniciens réfugiés et aussi grâce à l'apport énorme en capitaux provenant de la surexploitation d'une armée de réserve de plusieurs millions de travailleurs étrangers maintenus dans des conditions de vie dégradantes, et grâce enfin à la solidarité capitaliste qui s'exprima par le plan Marshall en vue d'établir un bastion de l'impérialisme américain en Europe.

Dès l'automne 1968, les premières grèves sauvages ont lieu dans l'industrie métallurgique, la représentativité unique des syndicats est remise en question. La canalisation de la lutte des classes par le moyen des accords de salaires renouvelables seulement dans le cadre de discussions bilatérales — où siègent d'un côté les représentants de syndicats corrompus, liés directement au pouvoir et n'ayant plus rien de commun avec leurs camarades en usine, de l'autre côté les représentants du patronat des grands trusts Siemens, A.E.G. Krupp, Mercedes, Volkswagen — commence à être refusée. Ce sont les mêmes qui ont mis au pouvoir le fascisme nazi.

Le représentant du patronat de la métallurgie au cours des négociations en 1973 dans le cadre des accords de salaires pour l'industrie métallurgique de Bade-Wurttemberg était d'ailleurs un ancien S.S., chargé de la politique économique dans les territoires occupés à l'Est, aujourd'hui président de la Fédération du patronat de la métallurgie. Le trait d'union entre le nouveau fascisme et le fascisme nazi passe par la table de négociation syndicale. Hier

on parlait d'extermination et de colonisation de pays conquis, aujourd'hui on parle de réforme.

A partir de 1968, on assiste effectivement à une prise de conscience de certaines parties de la classe ouvrière ; les thèmes de lutte rappellent ceux des autres pays européens, en particulier dans l'industrie automobile : refus des cadences, du travail à la chaîne, lutte contre les petits chefs, totalisation des luttes : maison, transport, fabrique, critique de la division du travail, discussion sur la multinationalité, sexualité. L'influence de la Gauche Prolétarienne en France, de Lotta Continua et de Potero Operaio en Italie, est évidente sur les groupes spontanéistes allemands. Les limites de ces groupes, leurs difficultés par rapport au problème de leur origine intellectuelle et de classe, sont les mêmes que celles des groupes français. Leurs actions de soutien ou exemplaires se situent toujours à la limite de la légalité et de l'illégalité bourgeoise. Ils n'arrivent pas à vaincre la résignation des avant-gardes ouvrières qui ont du mal à se reconnaître en ces groupes, finalement sans identité politique propre, antidogmatiques souvent par réaction contre l'organisation, vaguement antirévisionnistes et ayant rompu avec la tradition anti-impérialiste du mouvement étudiant dont ils sont issus, du fait que cela n'intéresse pas ou peu les travailleurs.

Les actions anti-impérialistes de la R.A.F. sont donc peu soutenues par ces groupes « spontanés » qui souvent préfèrent de manière plus subtile ou directe s'associer à la propagande bourgeoise. Certes, ils ne parleront pas de terrorisme mais ils souligneront la différence au lieu de souligner le coup porté à l'adversaire commun. C'est ainsi que le groupe « Revolutionärer Kampf » de Francfort, intervenant à l'époque surtout à l'usine automobile Opel à Francfort-Rüsselsheim, déclarait dans un tract distribué aux travailleurs de cette usine et que je cite de mémoire :

« Nous ne verserons aucune larme sur le colonel américain tué, sans doute responsable de la mort de beaucoup de Vietnamiens, mais nous pensons que beaucoup plus que les quelques bombes la lutte organisée des masses peut porter un coup au système. »

Pourtant cette critique était la moins directe, en apparence la plus solidaire, en réalité la plus subtile, car au lieu de pleurer sur le fait que la R.A.F. a opéré en dehors du « mouvement » — comme le groupe l'a fait dans une critique de la R.A.F. prononcée au cours d'un teach-in du Secours rouge à Francfort — il avait la possibilité d'être cette charnière entre luttes d'entreprise et luttes directes contre les bases du pouvoir. Au lieu de se faire propagandiste de la lutte anti-impérialiste, ce groupe « révolutionnaire » contribua à isoler davantage la R.A.F. des « masses ».

La résignation de la classe ouvrière, le fait qu'elle n'entrevoit aucune possibilité de libération réelle du fait de la disproportion entre l'énormité de l'appareil répressif à tous les niveaux et la faiblesse des forces révolutionnaires, ne peuvent être dépassés par la dénonciation subtile, venant de « gauchistes », du seul groupe essayant de montrer par la pratique qu'il est possible de porter à l'adversaire des coups qui n'aient pas seulement une valeur symbolique ou verbale mais celle d'exemples à suivre.

Les « marxistes-léninistes » et « trotskystes » constructeurs de parti, de même que les « spontanéistes » attendant la grande prise de conscience des masses, ont adopté l'opportunisme des sociaux-démocrates que Lénine dénonçait déjà dans *L'Etat et la Révolution :*

« La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de *toute* la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un

relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres de *cette* propagande, de cette agitation.

« Sans révolution violente il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. »

A l'origine de cette différence entre la R.A.F. et la plupart des groupes gauchistes allemands et européens, on trouve une différence de réponse au problème du sujet révolutionnaire. La R.A.F. déclarait en 1972, dans une brochure intitulée : *Mener la lutte anti-impérialiste — construire l'armée rouge,* dans un chapitre consacré au sujet révolutionnaire, que nous citerons entièrement :

« Le problème de l'opportunisme n'est pas résolu du fait que Negt (4) se soit démasqué. La définition du sujet révolutionnaire n'est pas terminée du fait que l'analyse du système conduit à la constatation que les peuples du tiers-monde sont l'avant-garde et par la transposition de la notion léniniste de l'aristocratie ouvrière surs les masses dans les métropoles. Au contraire elle commence là !

« La notion de travailleurs salariés de Marx, ne caractérise plus seulement la situation d'exploitation des masses dans les métropoles. Il faut constater que l'exploitation dans le domaine de la production crée un degré jamais atteint de fatigue physique et d'usure psychique et les progrès de la division du travail ont amené une augmentation énorme de l'intensité du travail qui va en s'accroissant. Il faut constater que l'instauration de la journée de travail de huit heures a été la condition de base de l'augmentation de l'intensité du travail et que, de ce fait, le système a accaparé la totalité du temps libre de l'être humain. A l'exploitation physique en fabrique vient s'ajouter l'exploitation de la pensée et des sentiments, des aspirations et des utopies — au despotisme des capitalistes en usine s'ajoute le despotisme des capitalistes dans tous les domaines de la vie, par les *mass media* et par la consommation massive.

« Avec l'introduction de la journée de huit heures, correspondant à la domination de vingt-quatre heures du système sur le travailleur — par la création du pouvoir d'achat des masses, des échelles mobiles — le système a remporté une victoire sur les projets, les besoins, les alternatives, la fantaisie, la spontanéité en un mot sur l'être humain dans sa totalité.

« Le système a réussi dans les métropoles à plonger les masses si profondément dans sa propre merde, qu'elles ont apparemment perdu leur vision d'elles-mêmes en tant qu'opprimées et exploitées ; de sorte que pour elles l'auto, une assurance-vie, un contrat d'épargne-logement leur font accepter tous les crimes du système et que, mis à part l'auto, les vacances, la salle de bains, elles ne peuvent rien se représenter et espérer.

« *Nous concluons à partir de cela que le sujet révolutionnaire est tout un chacun qui se libère de ces contraintes et refuse sa participation aux crimes du système. Que chacun de ceux qui trouvent leur identité politique dans les luttes de libération des peuples du tiers-monde, chacun de ceux qui se refusent, qui ne marchent plus, chacun de ceux-là est : sujet révolutionnaire, camarade.*

« Cela signifie que nous devons analyser la journée de vingt-quatre heures du système impérialiste. Nous devons démontrer dans tous les domaines du travail et de la vie de cette société comment s'effectue en eux l'accaparement de la plus-value, à propos de l'exploitation en usine comme partout ailleurs. Trouver la clef.

« En postulant : le sujet révolutionnaire sous la domination de l'impérialisme dans les métropoles est l'être humain dont la journée de vingt-quatre heures correspond à vingt-quatre heures de domination par le système, nous ne faisons que définir les

4. Oskar Negt, professeur de sociologie à Hanovre, a traité les membres de la R.A.F. de « desperados » lors d'un meeting en faveur d'Angela Davis.

limites à l'intérieur desquelles l'analyse de classe peut être effectuée, nous n'affirmons pas que le postulat est déjà l'analyse elle-même.

« Il est vrai que ni Marx, ni Lénine, ni Rosa Luxemburg, ni Mao n'ont eu à faire aux lecteurs de *Bild*, au téléspectateur, à l'automobiliste, à l'élève conditionné psychiquement, à la réforme universitaire, à la publicité, à la radio, à la vente par correspondance, à l'épargne-logement, à « la qualité de la vie » (5), etc., c'est un fait que le système se reproduit dans les métropoles par ses offensives répétées sur la psyché de l'être humain, de manière non pas ouvertement fasciste mais par le biais des rapports marchands.

« Déclarer que des couches entières de la population sont perdues pour la lutte contre l'impérialisme du fait qu'elles ne pouvaient encore être prises en considération dans l'analyse du capitalisme par K. Marx, est à la fois sectaire, absurde et pas marxiste pour un sou.

« C'est seulement si nous réussissons à concevoir notre journée de vingt-quatre heures dans la relation impérialiste-anti-impérialiste que nous serons en mesure de formuler nos problèmes et de les présenter de telle manière que notre formulation puisse être comprise par chacun, que nos actions seront perçues non seulement comme celles de la R.A.F. mais également notre propagande, notre langage, nos mots. Servir le peuple !

« Si les peuples du tiers-monde sont l'avant-garde de la révolution anti-impérialiste, ce qui signifie la grande espérance, objective, d'une libération des êtres humains par eux-mêmes, notre devoir est d'établir la relation entre la lutte de libération des peuples du tiers-monde et les aspirations de libération partout où elles apparaissent dans les métropoles : dans les écoles, les universités, les usines, les familles, les

5. Thème électoral de Willy Brandt.

prisons, les bureaux, les hôpitaux, les administrations, les partis, les syndicats, partout. Contre tout ce qui, dans ce rapport nie, opprime, détruit : la consommation, les *mass media*, la cogestion, l'opportunisme, le dogmatisme, la domination, le paternalisme, la brutalité, l'isolement de l'individu.

« Il s'agit de nous ! Nous sommes les "sujets révolutionnaires". Celui qui commence à lutter et à résister est l'un d'entre nous.

« La question de savoir quelle est la partie du système la plus facile à combattre, la plus faible, ne peut être résolue que par nous-mêmes, non pas selon le principe : l'un après l'autre, mais dans la dialectique de la théorie et de la praxis. »

Voilà ce qui différencie la praxis de la R.A.F. de celle d'autres organisations ; le sujet révolutionnaire n'est plus projeté, espéré, éduqué, forcé, attendu, agité, missionarisé ; le sujet révolutionnaire est l'étudiant de Francfort ou de Paris, le travailleur de B.M.W. ou de Renault. Celui qui ne peut plus vivre sous la domination destructrice de ce système et qui se pose le problème de savoir comment écarter l'oppresseur définitivement, sûrement. Non pas celui qui attend et continue à collaborer, non pas celui qui verse des larmes sur les révolutionnaires chiliens sans se demander en quoi l'échec de l'Unité Populaire le concerne aujourd'hui. Non pas celui qui, avec la gauche opportuniste, se contentera de voir un succès dans un échec (comment une action collective de réappropriation peut être « récupérée » par la restitution du « trésor de guerre » afin d'avoir à nouveau SON « outil de travail »), mais celui qui a compris, comme George Jackson, que le fascisme aujourd'hui se cache sous le masque du réformisme.

Le système de domination actuel peut se permettre le luxe d'une gauche, d'une extrême-gauche qui se contentent de dénoncer la répression, le nouveau fascisme, le racisme, tous les crimes du système. Tant que la résistance sera verbale, tant qu'elle continuera à raffermir la bonne conscience gauchiste, tant qu'il

sera possible de se compromettre avec le système tout en écrivant, tout en lisant un hebdomadaire ou des quotidiens gauchistes, en militant dans telle ou telle organisation sans se poser le seul problème qu'un révolutionnaire a à se poser : comment s'organiser pour la libération du joug impérialiste ? tant que toute trahison ne sera pas conçue comme une trahison à soi-même (parce que « soi-même », cela ne peut signifier que « soi-même » libéré de toutes dominations), il sera possible au système de se perpétuer par nous, à l'aide de nos contradictions, à l'aide de notre militantisme de salon, de notre radicalisme verbal. Ce qui différencie la R.A.F. de la plupart des groupes gauchistes, c'est cette absence d'attentisme béat malgré tant d'avertissements : le coup d'Etat du Chili, celui de Grèce, les bruits répétés de coup d'Etat militaire en Italie, le formidable déploiement de forces en France contre l' « adversaire intérieur », l'organisation militaire de la bourgeoisie anglaise devant les difficultés de reproduction du capital anglais. La gauche vit toujours dans l'illusion que la bourgeoisie abdiquera un jour volontairement, du fait de la poussée des masses. Pourtant en mai 1968, d'un côté il y avait plus de dix millions de grévistes, de l'autre côté tout au plus quelques centaines de milliers de mercenaires, paras, gendarmes, légionnaires, C.R.S. et autres bandes fascistes armées. Et pourtant la révolution ne se fit pas, les dix millions cédèrent devant les mercenaires armés et les promesses de réforme. Cela paraît banal mais aujourd'hui encore l'on parle beaucoup d'acquis, réel certes, de Mai 1968 mais très peu de l'échec réel lui aussi. On en a fait un mythe, presque un alibi, « j'en étais... ».

La presse gauchiste parle souvent de nouveau Mai 1968, jamais ou presque jamais on ne parle de dépasser Mai 1968. Il suffit de refaire mieux. Pourtant on ne fait ainsi que reproduire l'illusion qu'entretiennent depuis plus de cent ans tous les opportunistes : la prise du pouvoir par une grève

insurectionnelle. Illusion, illusion à la peau dure. Mais les illusions font vivre et ce sont les mêmes qui en deviennent gras et les mêmes qui en crèvent.

Il importe d'ailleurs de se demander pourquoi non seulement la presse bourgeoise française n'a pas beaucoup parlé de la R.A.F., ce qui va de soi, mais pourquoi les gauchistes ont déformé la réalité ou carrément diffamé. Citons quelques exemples :

— Krivine, dans son ouvrage récent *Questions à la Révolution,* se contente de parler de « pratique nihiliste ».

— *La Cause du Peuple,* dans un numéro de début 1973, parlait de « la bande à Baader, groupe petit-bourgeois isolé des masses », en disant, en passant, la même chose de « Septembre Noir ».

— L'organe de l'O.R.A. (Organisation Révolutionnaire Anarchiste) publiait également un article reprenant les thèses de la provocation dirigée par l'Etat.

— Un certain Sandoz, sans doute pour ne pas perdre la bonne « étoile » protectrice de ses amis sociaux-démocrates allemands, n'hésitait pas à parler dans un article paru dans le *Nouvel Observateur* d'actions à la « Bonnie and Clyde » (6).

Ces réactions ne s'expliquent que par le fait que ces groupes, du moins les moins compromis d'entre eux, se sont trouvés remis en question par la praxis de la R.A.F., du fait justement de sa définition du sujet révolutionnaire. Fini la fonction alibi des gauchistes-attentistes se parant du titre de nouveaux-résistants mais attendant que les masses viennent leur donner le signal pour passer à l'action. Ces groupes en réalité se cachent derrière les masses, par peur de la lutte, de la vraie, celle où l'on se trouve dans un camp ou dans un autre et où il n'est plus possible

6. Seul Jean-Paul Sartre déclarait, dans une interview accordée au *Spiegel* en 1972, « que l'un des seuls groupes allemands qu'il considérait comme vraiment révolutionnaire était la fraction armée rouge ».

de rester avec un pied dans l'autre camp. Leurs diffamations ne viennent que s'ajouter à celle des idéologues bourgeois, elles ont pourtant une autre résonance, parce que destinée à un public de gens qui en ont marre et qui ne demandent souvent qu'à lutter. Les Ebert et Scheidemann d'aujourd'hui ne sont plus seulement dans le camp social-démocrate, ils sont dans le camp gauchiste, car dire aujourd'hui d'un groupe qu'il est isolé des masses, c'est contribuer à créer les conditions nécessaires à cet isolement.

En guise de réponse, nous leur citerons la lettre de Jonathan à George Jackson, de juin 1969 :

« Une chose est bien claire, c'est que nous nous trouvons devant un besoin d'organiser certaines défenses à petite échelle, *maintenant,* contre les abus les plus flagrants du système. J'entends cela dans un sens militaire. La période de l'activité désordonnée, des émeutes et des marches de protestation, de l'agitation/éducation purement politique, tire à sa fin. La violence de l'opposition l'a menée à sa fin. Nous ne pouvons plus hausser le niveau de conscience d'un seul millimètre sans une nouvelle orientation tactique. A eux seuls, les passe-temps politiques à long terme n'ont pour nous aucun intérêt pratique.

« A mon avis, cette idée revient à supposer qu'un jour, dans un avenir lointain, nous produirons une puce de trois cents kilos pour lutter contre le Tigre de Papier. Il ne faudrait pas trop y compter. Nous sommes là à attendre le moment où toutes les victimes du capitalisme se dresseront indignées pour détruire le système, et pendant ce temps nous nous faisons croquer par familles entières quand l'envie en prend à cet animal-là. Il n'y aura pas de super-esclaves. Il va falloir que, parmi nous, certains prennent leur courage à deux mains et fassent un plan révolutionnaire très dur pour mener des représailles violentes et sélectives. Nous avons le nombre pour nous si les Blancs qui sont en faveur d'un changement révolutionnaire peuvent empêcher cette affaire de dégénérer en guerre de races. L'image des Etats-Unis

en Tigre de Papier est exacte mais il y a fort à faire pour détruire ce Tigre et je suis d'avis que s'il y a fort à faire pour croître, le plus tôt on commencera mieux ça vaudra. » (Cité d'après *Devant mes yeux la mort,* Gallimard.)

Ne pas se poser le problème de l'organisation militaire, celui du contre-terrorisme (dans le sens de réponse au terrorisme quotidien du nouveau fascisme dans les métropoles) après l'assassinat de Pierre Overney en France, celui de Georg von Rauch, Petra Schelm, Thomas Weissbecker par la police du nouveau fasciste Genscher, ministre de l'Intérieur de la R.F.A., membre du parti « libéral », après le coup d'Etat du Chili et tant d'autres exemples devant nos yeux, c'est préparer la défaite, permettre à l'ennemi d'établir plus solidement sa domination meurtrière sur des millions d'êtres humains. Aller sans armes au massacre ou prendre le « risque » d'organiser notre libération ? Telle est l'alternative.

La bourgeoisie a toujours essayé et essaie encore de discréditer, de déclarer fou, de psychiatriser celui qui se prépare à l'affronter militairement. Elle agit là de manière conséquente. Le propre du système capitaliste est d'inverser la réalité, de présenter la réalité exactement sous l'apparence de son contraire. C'est ainsi qu'Engels remarquait déjà que, dans plusieurs langues, le patron s'appelle « donneur de travail » alors qu'il prend le travail du salarié, et l'ouvrier « preneur de travail », alors qu'il donne son travail et par là permet au patron de devenir plus riche (en allemand Arbeitgeber et Arbeitnehmer). De tout temps terroristes et terrorisme ont été des termes employés pour désigner ceux qui combattaient contre des systèmes de terreur ; les résistants au nazisme étaient désignés par la Gestapo comme « terroristes », les combattants algériens étaient qualifiés de « terroristes », les tortionnaires comme Massu, Bigeard et autres étaient les « pacificateurs ». Celui qui remet les choses en place est fou, il est en tout cas dangereux, il faut le détruire ou le neutraliser

en détruisant son identité politique, en en faisant un collaborateur passif (collaborateur quand même, comme tous ceux qui se contentent d'attendre des lendemains qui chantent). Parler aujourd'hui de la nécessité de s'organiser face aux « bandes armées du capital » relève de la folie, aller droit au massacre c'est être normal. Entre les deux l'opportunisme gauchiste qui *sait* mais qui attend les conditions objectives. C'est ainsi que le pouvoir veut éviter à tout prix qu'en Europe se propage la guérilla urbaine. Le meurtre de l'éditeur italien Giangiacomo Feltrinelli, en 1972, montre que les terroristes des services secrets ne reculent devant rien. La disproportion entre les forces dites « anti-terroristes » des différents pays impérialistes et la réalité encore en développement des mouvements de libération, pratiquant la guérilla urbaine, est énorme. Elle montre bien que l'adversaire a peur de voir se développer sur « son » terrain des « foyers » de guérilla. L'adversaire fera tout pour gagner du temps, la lutte idéologique, l'infiltration dans la gauche (cf. à ce sujet le livre du général anglais Kitson, l'un des responsables de la contre-guérilla en Irlande, paru à Londres aux éditions Faber and Faber, en 1972, sur l'infiltration de groupes gauchistes et de syndicats).

La violence ouverte, la torture intensifiée, perfectionnée, l'appareil idéologique et l'appareil policier utilisés pour poursuivre les membres de la R.A.F., étaient sans rapport avec le nombre réel des membres du groupe. Ils témoignent aujourd'hui de la peur de la bourgeoisie de voir se développer une forme de lutte qu'elle ne mésestime point, justement du fait que quelques victoires, même symboliques, sur l'appareil militaire, policier ou idéologique, peuvent amener les masses à surmonter leur résignation et à se poser la question : comment nous organiser nous-mêmes face à l'appareil terroriste qui nous détruit chaque jour davantage ? Cela, le système ouest-allemand veut l'éviter à tout prix, comme tout Etat sous la domination de l'impérialisme.

En France, la préparation psychologique de l'opinion à la lutte contre l' « adversaire intérieur » n'est pas seulement idéologique, elle est le reflet d'une peur réelle de la clique au pouvoir de voir remis en question son monopole des armes et celui de la violence, au profit de groupes armés de libération, formés de gens organisés autour de problèmes qui les concernent directement : conditions de travail, situation d'émigration, lutte pour l'avortement, lutte contre la vie chère, lutte pour un logement décent, organisations de patients, insoumission, etc. L'intérêt idéologique du système est donc d'isoler par tous les moyens ceux qui, aujourd'hui, propagent la guérilla urbaine. Contre les groupes qui, en Italie, dans le Pays Basque, en Irlande, en Allemagne, etc., ont choisi cette voie, la bourgeoisie s'est toujours servi de la thèse de la provocation fasciste, très vite reprise en cœur par les révisionnistes et opportunistes de tout bord. Leur argumentation : « Les actions violentes font peur aux masses et détruisent le travail politique accompli depuis des années. » Ces organisations, ou plus exactement leurs dirigeants, démontrent surtout par là qu'ils peuvent faire bon ménage avec le système, qu'ils peuvent continuer à bien vivre alors que tout est destruction, ils ont oublié la façon dont Marx parlait du capitalisme (*Le Capital,* Livre I) « comme se nourrissant à la manière d'un vampire aspirant le travail vivant ». Le processus de reproduction du capital est, dans son essence : transformation de force de travail vivante (intelligence, muscles, cœur, nerfs, sens) en travail mort, figé, en capital. Les marchandises sont précieuses parce que tachées du sang de ceux qui les produisent. A ceux qui répondraient que cela est rhétorique, citons les millions de morts des guerres impérialistes, les exterminés de la Commune de Paris, la liquidation massive des communistes indonésiens, celle des résistants chiliens pour ne citer que ceux-là, les victimes d'« accidents » de la circulation, prévus, planifiés dans la construction des voitures faites pour la casse, les

victimes des « accidents » du travail parce que le respect de la « norme » de production est plus important que le respect de l'être humain, les morts à petit feu des prisons, l'assassinat régulier à petite dose par ces petits riens qui rendent la vie supportable, tout en rapprochant la mort, tabac, drogues, alcool, tranquillisants, excitants, etc. Toute l'économie impérialiste est économie de mort, sous tous ces aspects, même les plus innocents, les plus agréables. Pourtant, ceux qui se dressent contre ce système et refusent d'attendre d'être libérés, les plus opprimés, ceux-là sont fous qui refusent cette économie raisonnable de la mort calculée à l'ordinateur, prévue par les trusts multinationaux et cautionnés par les réformistes de tous bords.

Les membres de la R.A.F. sont poursuivis en tant que membres d'association de malfaiteurs alors qu'ils n'ont fait que répondre aux crimes de l'association de malfaiteurs la plus efficace et la plus puissante du monde impérialiste. Là où les conditions de vie deviennent chaque jour plus insupportables, là où ça bouge tous les jours, en France par exemple, le système a recours à des armes idéologiques très puissantes ; non seulement il produit des films où la collaboration avec les fascistes est excusée, expliquée, rendue sympathique (cf. *Lacombe Lucien* de Louis Malle), mais il imagine des situations, dessine une image des groupes armés comme bandes de desperados, de « débiles » en liberté (comme le fait Chabrol dans son dernier film-collaboration *Nada*) et surtout essaie parmi les groupes de gauche de multiplier les soupapes de sûreté. La colère sera toujours plus verbale, l'adversaire sera toujours sous-estimé, Marcellin est pour la plupart des publications gauchistes un maniaque de l'ordre, il n'apparaît jamais comme l'instrument remplaçable à tout moment d'un système de destruction, à la limite on en rit, l'humour aussi peut être un tampon de la haine, il résorbe. L'adversaire est minimisé ou présenté comme tout-puissant, inébranlable. Le ton oscille entre la complicité amusée de ceux qui « savent » et le défaitisme complice de ceux qui décrivent la machine sans chercher la faille. Résultat : on se sent ou très fort ou trop faible, jamais menacé et jamais capable de se défendre.

Autres aspects : la guerre à l'organisation. Une critique fondée du bureaucratisme, du stalinisme et d'autres déformations de la pensée révolutionnaire conduit à rejeter toute idée d'actions organisées dépassant un certain cadre. La force du peuple réside dans sa capacité à s'organiser autour des problèmes qui le touchent directement : logement, conditions de vie, insoumission et lutte contre l'armée bourgeoise, aliénation de la famille et de la sexualité, lutte d'atelier ; en luttant contre les formes que revêt la domination impérialiste sur sa vie, il refuse la collaboration, cela ne veut pourtant pas encore dire que, par là, il est capable de s'insérer dans la lutte directe contre le pouvoir à l'origine de son aliénation. A partir d'un certain niveau de conscience, à partir d'une certaine expérience d'organisation, il est nécessaire d'apprendre à analyser la nature de la domination impérialiste dans les métropoles : le nouveau fascisme. Cela veut dire que l'arme que constitue la rupture de l'isolement de l'individu sera émoussée s'il n'est fait un apprentissage de la lutte. Cela signifie :

a) Se donner les catégories permettant d'analyser la société dans laquelle on vit, c'est-à-dire la critique de l'économie politique selon les principes définis par Marx. Apprendre à les appliquer à la société qui est la nôtre, étudier à l'échelon mondial la domination impérialiste : le pillage des pays producteurs de matières premières, les mécanismes d'exploitation de la force travail, etc.

b) Etablir le lien entre sa lutte et sa vie personnelle, condition première pour être en mesure de *résister* même à la torture, trouver son identité politique, en groupe effectuer un contrôle réciproque et solidaire les uns par les autres, se débarrasser des

besoins artificiels créés par le système : besoin de posséder l'autre dans la sexualité, besoin d'évasions, alcool, drogues, passe-temps. Apprendre à se libérer dès maintenant collectivement dans la lutte, être en mesure de persuader sans être sectaire du fait de l'identité entre vie, rapports humains et lutte pour la libération.

c) Commencer à se poser le problème de groupes militaires autonomes de gens qui se connaissent bien, s'y préparer : armes, infrastructures, appropriation d'argent, etc.

L'ennemi utilise dans toutes les occasions l'isolement ; une des formes éprouvées est l'isolement groupusculaire, la stagnation.

Les groupes étant bloqués par le problème-clé, celui des conditions de la révolution, seule l'autoorganisation débouchant sur l'action armée de harcèlement peut porter des coups dangereux au système. Il ne s'agit pourtant pas d'un problème technique et il serait dangereux de vouloir commencer des actions armées sans créer les conditions d'efficacité des actions d'un groupe. La première condition est l'identité politique de ses membres, levier permettant d'agir sans crainte d'être repris dans les mécanismes récupérateurs de la machine à broyer impérialiste.

« Identité politique :

« Afin de maintenir le rapport entre les forces productives développées et les conditions de production systématiquement et violemment sous-développées au profit de la perpétuation de l'accumulation du capital, il est nécessaire de maintenir la soumission des besoins humains aux « lois naturelles » de la production et de la destruction capitaliste.

« Chez l'individu cette contradiction s'exprime par la séparation et l'opposition entre raison et émotion. La cohabitation, si possible sans heurt, de ces deux expressions de la vie artificiellement séparées, est la condition de l'apathie, l'ordre des ateliers de fabrique

dans lesquelles la force humaine de vie est transformée rationnellement en matière inorganique (en capital).

« La « raison » du capital s'exprime dans la rationalisation des entreprises, le développement des forces productives, l'intensification de l'exploitation et la perpétuation par la violence des rapports de production. L'individu isolé est déterminé dans sa rationalité par la rationalité du capital, qui l'affronte comme « force de la nature », et il est confronté quotidiennement avec elle et de ce fait elle lui apparaîtra comme étant « rationnelle ». Sa contestation de la violence destructrice de vie ne sera donc d'abord qu'une contestation ressentie, une contestation émotionnelle. La « raison » étant l'élément dominant, ces « faux pas » émotionnels seront rationalisés par l'individu et « disparaîtront » sous formes d'ulcères d'estomac, d'affections biliaires, de troubles de la circulation, de calculs rénaux, de crampes de toutes sortes, d'impuissance sexuelle, de rhume, de maux de dents, de maladies de la peau, de mal de dos, migraines, asthme, accidents du travail et d'automobile, insatisfaction, etc., ou alors les émotions se déchargent dans les relations humaines, dans le manque de passion (sérieux), dans la psychose, etc.

« Cette violence de la « raison » est la mort rampante sous la forme réactionnaire de la maladie. Les besoins de ce type de victimes du système deviennent le point central — le point de départ, le moteur du travail politique devenant agitation, organisation socialiste autonome de patients se définissant à partir de la maladie. (...) » (Traduit de *Aus der Krankheit eine Waffe machen,* Trikont Verlag, Munchen, par le collectif socialiste de patients de Heidelberg.) (7).

La guérilla urbaine et sa préparation passent par la prise de conscience de la domination du capital

7. *Faire de la maladie une arme,* éditions Champ Libre.

sur le « soi » qui n'est possible que sous la forme de collectifs où l'individu n'est plus livré à ce qu'il croit être lui-même. Elle ne peut être commandée d'en-haut par une organisation décidant du jour au lendemain de pratiquer la guérilla, elle ne peut qu'être l'expression de groupes autonomes qui lutlent en fonction d'un besoin concret et humain, elle ne peut donc être l'œuvre que de groupes de gens que réunit un besoin commun de changement lié directement à leur vie. Il ne s'agit donc pas de changer la stratégie de groupuscule mais de remettre en question l'organisation groupusculaire dans la mesure où celle-ci ne fait que reproduire les « besoins » de carrière, de prestige, d'individus qui croient être des révolutionnaires et qui ne sont en fait que la relève du pouvoir, lequel n'est pas mis en question. La lutte anti-impérialiste efficace, comme elle a été menée par la R.A.F. et le S.P.K., n'est donc envisageable qu'en se situant soi-même à l'intérieur de tous les conditionnements du capital sur l'être humain. Cela aussi la rend désagréable à certains de ceux qui se nomment gauchistes mais qui sont devenus des caricatures de révolutionnaires professionnels, des fonctionnaires travaillant pour leur organisation mais ne s'insérant pas dans le cadre d'une organisation où des individus apprennent ensemble à lutter contre l'impérialisme là où il se manifeste d'abord : sur chacun de nous pris isolément. Cette arme-là est la plus forte qui soit, l'individu unifié avec le seul besoin réel non produit par le capital, celui de se libérer, travaillant collectivement avec ses semblables.

Pour briser cette arme-là le capital fait appel à l'une des armes les plus anciennes du monde : la torture. Elle est utilisée partout où des êtres humains se sont dressés contre l'impérialisme. Elle est organisée, enseignée par les spécialistes de la contre-révolution ; c'est ainsi qu'aux Etats-Unis on enseigne la torture à tous les pays où la C.I.A. arrive à maintenir sa domination : Amérique du

Sud, Grèce, Turquie, Afrique du Sud, Israël, Asie, etc., etc. Sa fonction est à la foi destructrice (elle essaye d'obtenir du prisonnier politique des renseignements sur son organisation et le détruit humainement en essayant de détruire son identité politique) et d'intimidation. Dans certains pays elle est un mode de gouvernement par la terreur, par exemple au Brésil ou en Iran. Si elle est un mode de gouvernement, elle crée, de même que les conditions d'exploitation, sa propre destruction en tant qu'elle est génératrice de résistance de la part d'individus placés devant l'alternative fausse : mourir ou « vivre » en esclave, et qui choisissent de lutter pour pouvoir vivre. Les tortures pratiquées en R.F.A., par l'isolement, en laissant des prisonniers très gravement malades sans soins (cf. le cas de Katharina Hammerschmidt) (8), à l'aide de psychodrogues, de suppression de nourriture liquide, d'alimentation forcée, de psychiatrie, veulent être des tortures propres, moins spectaculaires, ne laissant que peu ou pas de traces ; elles n'en sont pas moins des tortures semblables par leurs effets à celles utilisées dans tous les pays sous la domination de l'impérialisme. Elles nous montrent que le système du nouveau fascisme (cf. l'article d'A. Glucksmann dans les *T.M.*, n° 310 *bis*, « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie », supplément du numéro de mai 1972) a reconnu dans les partisans appliquant la méthode de la guérilla urbaine des ennemis si

8. Katharina Hammerschmidt, emprisonnée en détention préventive à Berlin depuis le 30 novembre 1972, est atteinte d'une tumeur maligne affectant la gorge et les poumons. Elle a été délibérément laissée sans soins de septembre à fin novembre 1973.

Bien qu'elle eût été examinée par les médecins de la prison conscients de son état, les autorités judiciaires ont refusé sa libération, invoquant des raisons de sécurité.

Elle a été libérée, le 30 novembre 1973 et immédiatement transportée à l'hôpital. La tumeur cancéreuse n'était plus opérable. Elle l'aurait été quelques semaines plus tôt.

dangereux pour lui qu'ils l'obligent à jeter son masque réformateur, pour montrer son visage véritable, celui d'un système de domination au service de Siemens, A.E.G., I.T.T., Dow Chemicals, Generals Motors, Fiat, Volkswagen, Citroën, Pechiney et autres associations de malfaiteurs. Il a de plus en plus de mal à garder son apparence démocratique ; c'est ainsi que dans le numéro du *Spiegel* du 11 février 1974, l'on pouvait lire un article annonçant l'arrestation de membres présumés de la R.A.F. ou d'une autre organisation de guérilla urbaine, un éloge du film « contre-guérilla » de Chabrol, et un article sur « l'alimentation forcée de membres de l'I.R.A. en grève de la faim contre leurs conditions de détention ». Cet hebdomadaire collaborateur n'a jamais cru bon de dénoncer les pratiques de torture dans son pays. Alors, entre un écrivain expulsé d'U.R.S.S. (bien que des milliers d' « écrivains » moins connus, travailleurs étrangers, soient expulsés d'Allemagne ou de France chaque mois sans un mot de protestation), et des pages de viols publicitaires pour « tous les goûts » on lâche du lest : « les méchants Anglais, les méchants Russes, ils torturent, *eux*... ».

Décidément, ils commencent vraiment à avoir peur. Après l'armée de flics en uniforme, faisons donner ceux des rédactions, mais surtout pas de combattants anti-impérialistes chez nous.

A propos de la séparation faite entre tortures physiques et tortures psychiques, on pouvait lire dans *Rote Volks-Univeristät,* n° 12, édité par le groupe I.Z.R.U. de Heidelberg, en juillet 1973 : « La séparation faite entre tortures psychiques et tortures physiques n'est possible que sur la base d'un jugement faussé par l'idéologie bourgeoise, qui est tout au plus capable de reconnaître les aspects directs de l'utilisation de la violence, mais n'est pas capable de la discerner sous ses formes variées, subtiles et quotidiennes. Si les formes brutales de l'exploitation dans les pays colonisés apparaissent comme ce qu'elles sont : extermination non cachée de force de travail « bon marché », dans les métropoles l'obligation de vendre sa force de travail est le plus souvent perçue comme « liberté ». Liberté pour quoi et pour qui ? La séparation entre tortures physiques et tortures psychiques est fondée sur la différence des méthodes de torture employées. Les différentes méthodes de torture constituent un tout indivisible du fait de leur essence commune, de leur fondement commun : l'extermination.

« Fonctionnellement, ces méthodes sont interchangeables. Il y a un rapport entre mode d'exploitation et méthode de torture employée. Là où, comme dans les pays colonisés, la production de la plus-value absolue est la forme dominante de la production de plus-value, le processus de production prévoit la destruction rapide de la force de travail employée, du fait de l'existence d'une main-d'œuvre abondante. En l'occurence, le meurtre quotidien et la mort par la faim font partie de l'idéologie dominante de la contre-révolution.

« Par contre, la torture par l'isolement pratiquée chez nous est la forme d'utilisation de la violence correspondant à une exploitation à long terme et optimale de la force de travail. Cette forme d'exploitation correspond « à la contrainte muette des conditions économiques » (Marx), rendue possible par la forme subtile de la contrainte idéologique.

« De même, le choix de l'utilisation de différentes formes de torture est lié au développement de la lutte des classes. Il est évident qu'en face de la résistance massive contre les conditions de vie meurtrières et leurs masques, la contre-révolution impérialiste est obligée d'utiliser des méthodes directes de violence afin d'obtenir des résistants emprisonnés aveux et renseignements.

« La conduite de la guerre contre-révolutionnaire exige de briser l'identité politique des combattants révolutionnaires afin d'empêcher des actes de solidarité sur les lieux de travail, dans les prisons ou

autres domaines de la vie. Conditionnée par la dominante idéologique de la conduite de la guerre contre le peuple dans les métropoles, la contre-révolution est obligée d'avoir recours à des méthodes silencieuses, la torture est alors présentée hygiéniquement, pas d'empreintes digitales, pas de traces de sang, de plaies ouvertes, aseptique et sans odeur. L'apparence de respect de la constitution démocratique et humanitaire doit être respectée.

« La torture, quelle que soit sa forme, ne peut être interprétée par l'arbitraire des organes de l'exécutif ou de certains de ses fonctionnaires. La torture est l'organisation scientifiquement planifiée de l'application de la violence. Les psychiatres, psychologues, sociologues, et médecins préparent les méthodes adéquates et les perfectionnent continuellement.

« La torture est une science.

« La torture est l'une des formes les plus brutales de la violence contre-révolutionnaire, elle permet de définir la notion de « science bourgeoise » du fait de son organisation systématique et de ses fondements théoriques. (...)

« Les méthodes de torture utilisées dans les colonies portugaises sont étudiées et perfectionnées dans les métropoles. (...)

« La torture face à laquelle l'individu paraît être livré sans défense, est sans effet si les individus comprennent que la vie dans ces conditions meurtrières n'est possible qu'en tant que résistance collectivement pratiquée contre elle. L'isolement devient une arme si le prisonnier politique fait acte de résistance en entreprenant une grève de la faim, et que les autres prisonniers se solidarisent avec lui, ce qui signifie : mise au même régime de tous ceux qui résistent et passage de l'isolement à la révolte solidaire et collective de la prison. Il est erroné de croire que la violence de ces conditions de domination disparaît si on lui cède, la violence de la « prison extérieure » est alors échangée contre celle de la « prison intérieure » (= sentiment de culpabilité, haine de soi, idée de « se » flinguer, apathie, honte, peur.)

« Ce qui est nouveau dans les tortures des prisonniers politiques en R.F.A., c'est le fait qu'elles ont l'apparence de la justice. Sous ses formes les plus connues, la torture est l'expression *organisée* de l'arbitraire des organes de l'exécutif ; en R.F.A. c'est la justice qui est directement responsable des tortures par l'isolement des prisonniers politiques. Ces tortures ordonnées par la justice sont l'expression *du fascisme « légalisé »*. (...)

« La torture par l'isolement est ordonnée centralement par la plus haute instance judiciaire, le Bundesgerichtshof (Cour fédérale de justice). Les décisions du Bundesgerichtshof permettent aux juges des tribunaux d'instances inférieures (« juges indépendants »), d'être couverts dans leurs décisions de torturer. Ces juges essaient de se débarrasser de leurs responsabilités en se référant aux décisions du Bundesgerichtshof. La séparation de la responsabilité caractérise également le fascisme.

« La lutte contre la torture par l'isolement des prisonniers politiques de la R.F.A. est, de la même manière que les actions de résistance pour lesquelles les prisonniers politiques sont détenus et torturés, partie de la lutte mondiale contre l'impérialisme. »

« Nos défaites d'aujourd'hui
Ne prouvent rien sinon
que nous sommes trop peu
nombreux
dans la lutte contre l'infamie
et de ceux qui nous regardent
en spectateurs nous attendons
qu'au moins ils aient honte !

Bertolt BRECHT
Contre les objectivistes.

« Dans la phase actuelle de l'histoire, personne ne peut plus contester qu'un groupe armé, si petit

soit-il, a plus de chance de se transformer en une grande armée du peuple qu'un groupe qui se limite à répandre des principes révolutionanires. »

Trente questions à un Tupamaro.

Le 18 février 1974

Viktor KLEINKRIEG.

CHRISTIAN SIGRIST

DE HEIDELBERG AU CAP VERT

« En apprenant la nouvelle des attentats à la bombe de la R.A.F. contre les installations du quartier général américain à Francfort et Heidelberg (1), nous avons spontanément bondi de joie. Enfin l'on entreprenait quelque chose contre les bases de l'impérialisme en Allemagne fédérale. »

Il ne s'agit pas ici des réactions verbales d'une secte petite-bourgeoise, mais de phrases tirées du rapport d'un combattant appartenant à un mouvement de libération des territoires occupés par les Portugais. Il avait, avec des camarades de lutte, appris la nouvelle alors qu'il se trouvaient dans une des bases d'appui de la guérilla. Alors que pendant des années ils avaient entendu parler de la R.F.A. comme de l'un des pires ennemis des peuples africains — en tant que fournisseur d'armes de la puissance coloniale portugaise — les guérilleros, pour la première fois, pouvaient reconnaître en Allemagne fédérale un acte qu'ils qualifiaient de résistance effective à l'impérialisme.

Je fis remarquer que leur appréciation des activités de la R.A.F. était différente de celle de groupes marxistes en Allemagne fédérale, ce à quoi le cama-

rade africain répondit : « Dans une situation de lutte, on perçoit différemment. »

Il n'est pas possible de se demander comment résister à l'aggravation des actes répressifs de la justice de classe envers les prisonniers politiques sans définir le contenu des actions pour lesquelles ces personnes sont torturées.

Contrairement à toutes les tendances traitant la R.A.F. et d'autres groupes combattants en criminels, il importe de constater que leur motivation a été incontestablement politique et leur action anti-impérialiste.

La participation de la République fédérale d'Allemagne au système de répression de l'impérialisme américain, le rôle actif joué par le capital ouest-allemand dans la stabilisation du système d'exploitation raciste en Afrique du Sud, la complicité du gouvernement fédéral avec les criminels de guerre portugais ont rendu intolérable qu'on en reste à la simple protestation verbale ; la réponse à la violence provocatrice de l'impérialisme a été la contre-violence ; celle-ci ne peut être comprise sur le plan de son efficacité que symboliquement.

Les attentats contre les installations du quartier général américain ont amené une intensification du potentiel de répression, du moins sur le plan de son utilisation par la propagande journalistique, du fait que les intérêts de la plus grande puissance impérialiste étaient directement touchés et que la poursuite des actions aurait fait comprendre aux masses le caractère de provocation de la présence des impérialistes.

Il ne s'agit pas ici de criminalité « ordinaire » mais de types de comportements politiques que l'on criminalise. Pour le démontrer faisons une hypothèse :

Si la R.A.F. n'avait pas été la R.A.F. mais simplement une association de malfaiteurs, se trouverait-il quelqu'un pour croire qu'un tel appareil de *search and destroy* aurait été mis en branle ? L'énergie

répressive utilisée à l'heure actuelle pour opprimer les prisonniers politiques est purement politique, elle ne s'explique que comme type de réaction impérialiste.

S'ils appartiennent à une bande dans le sens « commun » du terme, beaucoup de ceux qui sont emprisonnés aujourd'hui pour des raisons politiques seraient bien mieux traités, ne serait-ce que du fait de leurs origines bourgeoises.

La violence de la répression ne peut pas non plus être expliquée par la réaction à la combinaison : actions politiques et « criminalité ».

Faisons une seconde supposition : quelles auraient été les réactions de l'appareil d'Etat s'il y avait eu en R.F.A. une association de malfaiteurs d'extrême droite ?

Il est difficile de se l'imaginer. Apparemment, le système politique et économique de la République fédérale ne peut engendrer une déviation réactionaire avec des aspects terroristes ; les groupes combattants d'extrême droite tiennent plus du *happening* politique dans un club de tir. Cela nous amène à conclure qu'en R.F.A. les tendances fascistes sont intégrées par la société, que le fascisme est « dépassé » institutionnellement. Et où cela se voit-il plus directement que dans la superstructure judiciaire ? (...)

La spécificité de la répression au stade de l'impérialisme réside dans son caractère scientifique.

C'est, à grande échelle, la concentration de nouveautés scientifiques à des fins de destruction, garantissants un maximum de mobilité et d'efficacité dans la liquidation des mouvements anti-impérialistes. Cela signifie une utilisation de l'ensemble des techniques scientifiques : de la météorologie à l'anthropologie.

A une échelle plus réduite, l'utilisation de la science signifie l'utilisation de drogues agissant sur le psychisme dans les camps de concentration et prisons ainsi que la méthode d'isolement total des

prisonniers. Ces deux moyens de répression permettent, à la différence des méthodes de torture conventionnelles, une destruction *sans trace* des structures de la personnalité et des formes sociales de la vie. Ce n'est pas un hasard si ces deux méthodes sont utilisées aussi bien dans les colonies portugaises que dans les prisons ouest-allemandes.

Dans un camp de concentration des îles du Cap Vert les prisonniers sont totalement isolés pendant plusieurs mois. Ils ne reçoivent ni livre ni courrier. Dans les cellules ne pénètre aucun être humain. Certains prisonniers sont enfermés pendant plusieurs mois, seuls, dans des citernes. Les prisonniers qui étaient relâchés après deux années d'isolement, n'étaient, du fait des graves ravages psychiques subis, plus capables d'actes de résistance politique. (...)

Christian SIGRIST.

LES METHODES D'EXTERMINATION,
Analyse et Documents

SJEF TEUNS

LA TORTURE PAR PRIVATION SENSORIELLE

En médecine générale, on recourt à l'isolement aussi bien pour la prévention — par exemple dans les maladies infectieuses telles la tuberculose ou la variole — que pour favoriser le processus de guérison, par exemple après un accident grave ou une opération compliquée. L'isolement est alors toujours considéré comme un mal nécessaire, autant que possible de courte durée, et tout est mis en œuvre pour aider le patient à quitter le plus vite possible l'hôpital ou le pavillon de quarantaine.

Il n'en est pas ainsi en psychiatrie ou en justice. La prétendue science psychiatrique a développé un nombre considérable de méthodes pour isoler des hommes sous divers rapports. Ainsi, l'interdiction ou la censure du courrier et des lectures est un phénomène normal, de même que la réduction ou l'interdiction des visites, habituelle dans les hôpitaux psychiatriques. Les cures de sommeil ou d'insuline sont des méthodes artificielles pour isoler les hommes pour longtemps sous le prétexte de les « calmer ». Souvent les patients sont conditionnés de telle façon qu'ils ne veulent plus quitter leur isole-

ment ; le vide auquel ils devraient retourner leur paraît trop insupportable.

L'électrochoc est une forme brève mais intensive d'isolement qui ressemble à la crise d'épilepsie. La branche de la psychiatrie qui s'occupe de traitement physique travaille à la recherche de méthodes d'isolement de plus en plus parfaites. En psychiatrie, la guérison ressemble de plus en plus à la répression de l'activité humaine.

En justice — dans la mesure où la peine de mort et les châtiments corporels reculent — toutes les formes d'isolement sont utilisées dans la prévention, dans les interrogatoires et comme punition. Ces différentes fonctions se recoupent. La punition sert à la prévention générale et particulière, doit intimider, inspirer la terreur et la répandre. La peur et la terreur à leur tour servent à extorquer des aveux ou même à imposer une conduite pré-établie lors du procès. Sous couvert d'enquête et d'interrogatoire, on isole de plus en plus gens, ce qui peut, par une forte réduction de leurs facultés de perception, les mener à perdre leur capacité de penser par eux-mêmes.

Le viol de l'environnement immédiat du prisonnier se fait d'une manière extrêmement subtile et perfectionnée, dont l'analyse approfondie a été menée scientifiquement.

Au centre de cette analyse se trouve le concept de privation sensorielle que j'aimerais maintenant éclairer par quelques remarques générales.

On entend par privation sensorielle une réduction très forte de la perception par laquelle l'homme s'oriente dans son environnement. Donc : isolement de l'environnement en affamant la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût et le toucher.

Les sens de l'homme perçoivent en premier lieu les changements de l'environnement, leur nourriture est faite d'une suite ininterrompue de changements.

La différenciation, l'enregistrement et l'acheminement de ces changements vers le cerveau, sont les

fonctions physiologiques de nos organes sensoriels à l'état de veille. Dans le sommeil, au contraire, les impressions doivent être beaucoup plus intenses pour pouvoir être enregistrées et élaborées, ce qui implique en revanche une fatigue exagérée de la perception sensorielle.

Les fonctions d'auto-direction et de déploiement de l'organisme humain dans son milieu sont alimentées, en première instance, par la perception sensorielle de ce milieu changeant.

La constitution et la conservation d'un milieu artificiel qui se distingue, d'une part, par sa constance et son immuabilité et, d'autre part, par des stimulations dosées arbitrairement — même dans le sommeil — finissent par atrophier les organes de sens et conduisent à une désintégration et à une désorientation extrême de l'individu ainsi isolé, de la même façon qu'une immobilisation forcée de longue durée aboutit à une atrophie de la musculature, à une ankylose des articulations et à des déformations osseuses. Nous avons vu cela récemment sur les photos et les rapports des prisonniers des cages à tigres sud-vietnamiennes.

Un isolement total plus efficace que les cages à tigres.

Par la paralysie des fonctions motrices dans les cages à tigres — d'après les modèles classiques — on avait atteint ce qui, par l'interruption des fonctions sensorielles (sources et bases d'une transformation active du milieu) peut être obtenu de façon plus subtile et plus approfondie grâce à la privation sensorielle.

D'un autre côté, les sens privés de leur nourriture deviennent particulièrement sensibles à des changements même minimes du milieu et les transmettent comme signaux très amplifiés au cerveau. Cela peut se traduire par des réactions disproportionnées de peur, de joie ou de colère. De toutes façons, la

désorientation de l'individu, produite par la privation sensorielle, conduit avec certitude, à plus ou moins longue échéance, à des réactions disproportionnées aux stimulations du milieu.

Mais il serait erroné de conclure à partir de telles réactions qu'une sorte de « noyau de la personnalité » apparaîtrait à nu dans la situation de privation sensorielle : celle-ci produit seulement une déformation de la personnalité.

Dans des conditions normales, les stimulations du milieu sont perçues et vécues comme parties d'un courant continu de changements du milieu ; elles peuvent être intégrées dans un contexte systématique et élaborées. Pour la personnalité produite par la privation sensorielle, cela est rendu impossible.

La destruction de l'identité d'un individu soumis à la privation sensorielle se manifeste par les effets conjoints de la désorientation progressive, des tendances hallucinatoires et des désordres des fonctions végétatives (augmentation de la faim, de la soif, du besoin de sommeil, du besoin d'uriner...).

Dans la nature, la seule situation comparable à celle de l'homme totalement privé de ses sens, est celle de l'homme perdu dans le désert et qui voit des mirages. Mais dans le désert, au moins, les changements naturels du jour et de la nuit se produisent encore avec leurs variations de lumière et de température, que l'homme égaré peut enregistrer avec ses sens et sur lesquelles il peut et doit se régler.

De tels repères manquent à l'homme isolé artificiellement. Il est soumis à un régime d'arbitraire sur lequel il ne peut se régler et qu'il ne peut absolument pas changer, un régime qui semble même annuler les lois naturelles de la succession du jour et de la nuit, du chaud et du froid, du bruit et du silence.

Fonction-clé de l'isolement acoustique.

Plus que tout, un isolement acoustique presque total, interrompu tout au plus par de rares éruptions de vacarme, a ici une fonction-clé.

Des changements ou une structuration de l'échelle acoustique sont, dans la nature, les indices soit de phénomènes météorologiques (vent, tonnerre, pluie), soit de la présence d'autres êtres vivants.

Ce n'est pas pour rien que la langue — et la musique — est comme moyen acoustique de communication la forme la plus vieille et la plus développée de l'échange d'informations entre les hommes. On ne peut séparer ni historiquement ni techniquement le travail en commun, la vie en commun et la communication acoustique. Cela vaut aussi bien pour l'histoire de l'humanité que pour le développement individuel de l'être humain dès la naissance. Le fonctionnement vital complet de l'organisme du nouveau-né se manifeste pour son entourage d'abord acoustiquement : le bébé crie. Et les parents, le médecin ou la sage-femme perçoivent immédiatement la nouvelle vie par l'acoustique. Il ne faut pas oublier que l'ouïe — en anatomie aussi — est étroitement liée au sens de l'équilibre, est une base extrêmement importante de l'orientation et que la suppression de la faculté d'orientation par rapport à la pesanteur est l'un des symptômes majeurs aussi bien de la crise d'épilepsie que de l'électrochoc aigu.

En résumé, on peut dire que la privation sensorielle par l'installation d'individus dans un environnement complètement artificiel et constant est à l'heure actuelle le moyen le plus adéquat de la destruction de la substance vitale spécifique de l'être humain.

Par la privation de nourriture au sens traditionnel, on peut détruire la vie humaine aussi bien qu'animale, exactement comme par un coup de feu ou la chambre à gaz. La privation sensorielle, par contre, est un moyen de destruction de la substance

vitale spécialement adapté à l'organisme humain (si l'on excepte les méthodes modernes de gavage de l'animal de boucherie). La privation sensorielle — parce qu'elle ne peut être appliquée que dans des conditions fabriquées par l'homme — est à la fois la méthode la plus humaine et la plus inhumaine de destruction progressive de la vie. Utilisée pendant des mois et des années, elle est le meurtre parfait pour lequel personne — ou bien tous, sauf la victime — n'est responsable.

Prendre conscience de cette responsabilité ne signifie pas seulement accuser ceux pour qui l'exercice de la violence fait partie de la routine quotidienne ; cela signifie aussi dévoiler les recherches faites dans les instituts scientifiques en vue de perfectionner l'isolement des prisonniers et des patients. Ce n'est pas le Kapo maniant l'instrument de torture préfabriqué qui est le principal coupable dans le système de torture moderne, mais ceux qui, connaissant les implications, mènent la recherche fondamentale à partir de laquelle la méthode du système se développe.

La recherche scientifique sur les effets de la privation sensorielle n'a été entreprise systématiquement qu'il y a quelque vingt ans. Les méthodes de recherche et d'expérimentation ont été développées à partir de notions intuitives qui avaient été appliquées bien avant. Les précurseurs des « cellules d'isolement » dans lesquelles on exerce la privation sensorielle, ne sont pas seulement les cages à tigres, les quartiers d'isolement des hôpitaux psychiatriques, les prisons et les camps de concentration mais, déjà bien avant, les casemates et les caves dans lesquelles on murait les hommes, les « oubliettes ». Du siècle dernier vient aussi un riche arsenal de cellules sur lesquelles repose encore notre système carcéral actuel. Dans les prisons à cellules, il y a en général quelques cellules complètement séparées des autres quartiers, dans lesquelles on garde certains prisonniers. L'envoi dans l'une de ces cellules,

appelées en Hollande *Dovencel* (à peu près : marmite), n'est généralement pas décidée par un tribunal mais par le personnel pénitentiaire. Ainsi, j'ai vu un garçon de seize ans qui, lorsque j'ai fait sa connaisance, était depuis sa onzième année enfermé dans une cellule complètement isolée d'une maison de correction. Pendant des années, ni la lumière du soleil ni les bruits du dehors ne lui étaient parvenus. Il n'avait de contact qu'avec ses gardiens. Il n'avait de lumière artificielle que quand cela leur plaisait. Les bruits ne lui parvenaient même pas quand on ouvrait la porte de sa cellule. Celle-ci était située très profondément sous le sol et, pour les conditions de l'époque, très bien construite.

La « cellule silencieuse » en R.F.A.

Vers la fin des années cinquante, des cellules spéciales d'expérimentation ont été bâties, surtout au Canada et aux Etats-Unis : les *silent rooms* (Heron, Baxton, Scott, Salomons, etc.). C'est seulement beaucoup plus tard que de telles recherches ont été entreprises en R.F.A. Dans ce pays on trouve la « cellule silencieuse » la plus perfectionnée au « Laboratoire d'étude clinique du comportement » de l'hôpital universitaire de Hambourg-Eppendorf. Là on ne fait pas qu'observer et mesurer les réactions corporelles des sujets d'expérience, mais on étalonne des tests dans la *camera silenta*. Sur la base de telles recherches, on classe les réactions des hommes en différentes catégories.

A chaque fois, on remarque que, sous l'effet intense ou prolongé de la privation sensorielle, les phénomènes suivants apparaissent de manière constante, en plus de la peur et des réactions de panique : troubles de la perception et de la connaissance (hallucinations, autoscopie, falsifications illusoires) et troubles des fonctions végétatives telles que sensation de faim déformée (renforcée), troubles du rythme du sommeil, douleurs cardiaques fonc-

tionnelles, déséquilibres moteurs, tremblements et convulsions comme avec l'électrochoc. Dans l'expérience hambourgeoise (Jan Gross entre autres) on a construit une forme simplifiée de classification des types de personnalité humaine sur la base de ces observations et des procès-verbaux des tests. Les réactions aux expériences ont été divisées en trois catégories :

a) Catégorie des réactions animales ;

b) Catégories des structures de base de la personnalité, telles qu'elles sont formées et plus ou moins stabilisées par la disposition et le premier développement, et qui en tous cas résistent plus longtemps à une situation de *stress* que celles de la catégorie C ;

c) Catégorie des réactions aux stimulations de milieu aussi bien social et culturel que physique.

Les déformations de la personnalité amenées par des situations expérimentales planifiées sont présentées comme des caractères de personnalité inhérents à l'organisme humain.

Dans ces conclusions, ce qui pourrait être tout au plus une hypothèse de travail pour des recherches plus poussées, est transformé en affirmation dogmatique sur les structures de la personnalité. Ainsi, l'on affirme que les réactions des sujets sont une indication quant au « noyau essentiel de la personnalité ».

On donne ainsi carte blanche au juge pour soumettre les gens qui lui sont « confiés », à la privation sensorielle, afin de dégager la personne « réelle », bien qu'en réalité il ait devant lui une personne terriblement diminuée par les conditions de détention.

Ce qui est remarquable dans l'expérience hambourgeoise, c'est aussi que l'on n'analyse pas seulement les effets de la privation sensorielle sur les sujets d'expérience, mais que l'on teste aussi comment on pourrait produire les mêmes effets par des moyens chimico-pharmaceutiques sur des gens qui ne seraient pas enfermés dans une cellule d'isolement aussi perfectionnée. On espère ainsi, par des préparations très spécifiques, rendre superflue la structure compliquée de la *camera silenta*, des « oubliettes » modernes, et obtenir les mêmes résultats avec un comprimé que l'industrie pourrait sans façon fabriquer massivement.

Sjef TEUNS.

P.S. — Le professeur Jan Gross, directeur des recherches au « Laboratoire pour l'étude clinique du comportement » de Hambourg-Eppendorf, a répondu à l'exposé ci-dessus qu'il n'accepterait pas que les résultats de ses recherches soient utilisés « à des fins militaires ».

Avant son déménagement de Prague à Hambourg, en 1968, *le professeur Gross a travaillé à un contrat de recherche militaire.*

L'un de ses plus proches collaborateurs a participé comme rapporteur à un congrès de l'O.T.A.N., à Monte-Carlo, au printemps 1972.

S. T.

NOUVEAUX PERFECTIONNEMENTS SCIENTIFIQUES DES TECHNICIENS DE TORTURE

I. — *Privation sensorielle et lavage de cerveau.*

Les prisonniers politiques sont gardés des mois et des années dans un isolement total et systématique. Ils n'ont pas le droit de parler à d'autres prisonniers, toute tentative dans ce sens est punie par un isolement plus grand. Ils font la promenade seuls, souvent les mains liées. Il n'y a aucun contact visuel avec le monde extérieur et il y a souvent des contrôles nocturnes, ce qui aboutit à une privation de sommeil.

Les conséquences de l'isolement sont connues depuis longtemps. Le psychiatre américain Engels écrit en 1967 :

« Chez les prisonniers qu'on isole, on remarque les faits suivants : difficultés à discerner la réalité, apparition d'hallucinations visuelles ou auditives, tendances à mal interpréter les stimuli du monde extérieur, y compris ceux de son propre corps, réduction des capacités logiques et rationnelles de penser ainsi que d'établir des relations entre différents

domaines, apathie, dépression, repli sur soi-même interrompu de crises paniques désorganisées. Si cet état se prolonge, il peut se terminer par la mort. »

Depuis 1972, la Deutsche Forschungs Gemeinschaft (D.F.G.) de l'Université de Hambourg a institué un domaine de recherche spécial (Sonder Forschungsbereich 115, par la suite appelé D.F.B. 115), intitulé : « Recherches sur l'agressivité ».

Un des directeurs responsable de ce projet est le directeur de la clinique universitaire psychiatrique, le professeur Jan Gross. Il est connu comme spécialiste dans la recherche sur la « privation sensorielle ». Gross a déjà fait dans les années 1960 des expériences semblables à Prague. Il part des expériences faites sur des êtres humains par les Américains dans les années 1940 (lavage de cerveau). Il a particulièrement étudié les expériences de Hebb et Scott. Ceux-ci avaient complètement isolé de toutes relations avec le monde extérieur des étudiants en psychologie qui avaient une position relativement négative par rapport au spiritualisme. Enfermés dans une cage insonorisée de la grandeur d'une armoire, les étudiants portaient des lunettes qui ne laissaient filtrer qu'une lumière diffuse. Ils ne savaient pas depuis combien de temps ils se trouvaient déjà dans cette cage, ni combien de temps ils devaient encore y rester. La satisfaction de leurs besoins (manger, déféquer, parler) ne se faisait que par l'intermédiaire du directeur de l'expérience. Dans cette situation de total isolement, on donnait, en tant que stimulant occasionnel, de la propagande spiritualiste aux cobayes.

Les expériences ont montré que les cobayes devenaient « beaucoup plus tolérants » au spiritualisme qu'auparavant.

L'intérêt de Gross pour les recherches américaines donne des renseignements sur ses propres intentions. Il fit lui-même, avec Svab, à Prague, en 1966, des expériences sur des pilotes qu'il observait

six heures durant dans une « camera silens » dans de semblables conditions :

« Dans notre modèle de relation entre « quasi-patient » et « quasi-médecin », devaient apparaître deux phénomènes : il s'agit premièrement d'une relation où l'une des personnes est dépendante de l'autre, et deuxièmement d'une relation où *l'une des personnes peut manipuler l'autre.* Nous pensons aussi que la grande suggestibilité des cobayes peut être due à l'isolement, puisque dans cette situation les capacités à contrôler le monde extérieur sont limitées ou mêmes bloquées, ce qui rend les sujets plus fortement dépendants d'informations transmises par celui qui conduit l'expérience. Cette dépendance unilatérale du cobaye vis-à-vis de l'expérimentateur est, dans le cas de l'isolement sensoriel, plus forte que dans d'autres situations ; *c'est pourquoi nous nous sommes décidés* à nous en servir comme modèle de relation patient-médecin. » (Gross et Svab dans la revue *Nerven Arzt,* n° 40, 1969, pp. 21-25.)

Dans un article destiné à un cercle très restreint de lecteurs, Gross et Svab apportaient les précisions suivantes : « Cet aspect [possiblité d'influencer quelqu'un par l'isolement] peut sûrement jouer un rôle positif en poénologie (science de la punition), à savoir quand il s'agit *de rééduquer* un individu ou un groupe et quand l'utilisation d'une telle dépendance unilatérale et d'une telle manipulation peut efficacement influencer le processus de rééducation. »

Dans leur communication de Prague, les deux psychiatres critiquent particulièrement les tortures inhumaines — pensent-ils à des tortures humaines ? — avec recours à la violence physique ou morale employée aussi bien par le *nazisme* que sous le *stalinisme.* Et cela pour une raison bien objective : avec les méthodes de l'ancien fascisme, on a produit des aveux mensongers ! Gross et Svab mettent en garde contre les aveux mensongers, ils veulent de vrais aveux. Avec leurs expériences de 1966, Gross et Svab veulent surmonter les « écueils »

de l'interrogatoire pour mettre à jour des méthodes d'interrogatoire plus efficaces :

« En criminologie aussi, à l'occasion d'interrogatoires d'accusés ou de témoins, l'emploi de la dépendance envers l'interrogateur pour obtenir des aveux ou des renseignements appartient à la technique traditionnelle. Pourtant, les découvertes lors des expériences de privation sensorielle rendent attentif aux sérieux dangers qui résultent de l'emploi inconsidéré de pareilles pratiques. La suggestibilité renforcée de l'individu isolé peut être un obstacle à la vérité de ses déclarations. Il peut arriver que l'instructeur constate plutôt ce qu'il veut entendre que ce qui a eu lieu. Il n'est absolument pas question ici d'une tentative de l'instructeur d'obtenir un aveu mensonger ou l'auto-accusation de l'interrogé, comme c'était le cas des méthodes d'interrogatoire illégales dans le passé. Ce sont là de dangereux écueils dans la pratique de l'interrogatoire. Ce ne sont là que quelques exemples où l'emploi des résultats de recherches sur la privation sensorielle, sur l'isolement social peut être utile à la problématique de la criminologie et de la poénologie. »

Le moment de l'isolement social d'une part et, d'autre part, la stimulation sensorielle limitée qu'il permet, sont les deux éléments de la torture par isolement infligée aux prisonniers politiques, tel que la décrit Gross en 1967. Le but est des aveux vrais et une rééducation par les méthodes de l'isolement social et de la stimulation : lavage de cerveau. Gross critique la torture du passé, celle du fascisme et celle du stalinisme. A la place des vieilles méthodes de torture il en développe de nouvelles, plus efficaces, plus douces, plus propres, plus déguisées. Il ne critique pas les nouvelles méthodes de torture employées en Algérie, au Vietnam, aux Etats-Unis, en R.F.A., en U.R.S.S. Il les fait progresser. C'est à la fois une torture « humaine » et une torture « légale ». En un mot, l'alliance de la

recherche avec le nouveau fascisme qui vient du ministère de l'Intérieur — légalement.

II. — *Recherches sur l'agressivité.*

La recherche sur l'agressivité, commencée à Hambourg, en 1972, par la Deutsche Forschungs Gemeinschaft (D.F.G.), a pour titre : « Aspects psychosomatique, psychodiagnostique et thérapeutique de l'agressivité ». Ce projet de longue durée sera financé jusqu'en 1975 à raison de 2 800 000 D.M. Tous les instituts et cliniques psychiatriques, psychanalytiques et psychosomatiques de Hambourg-Eppendorf et Barmbeck, sont conjointement associés à ce projet. Il est révélateur de remarquer l'intérêt qu'y porte l'O.T.A.N.

Un des directeurs, le professeur Meyer, a assisté en juillet 1973, à Monte-Carlo, à des journées organisées par l'O.T.A.N. sur la recherche sur l'agressivité. Sa participation a été financée par le Sonder-Forschungs-Bereich 115 (S.F.B. 115). Il y avait là des représentants des Etats-Unis, du Canada, de l'Angleterre, de la Norvège et de la Pologne. Des thèmes fondamentaux sur l'agressivité furent traités : « Comportement agressif chez les enfants, les adolescents et les adultes. — Quelles sont les couleurs qui influencent le comportement des êtres humains quand ils doivent punir des partenaires d'expérience au moyen d'électrochocs fictifs ? — Quel langage employer pour qu'un être humain y réagisse plus ou moins agressivement. » Etc.

Après avoir fait ses premières expériences avec des étudiants, le « laboratoire d'isolement » de Hambourg les continue maintenant, dans le cadre du S.F.B. 115, avec des soldats. « Environ six mois avant le début des expériences, un prétest est effectué avec une classe de recrues. Ce prétest fait jouer toutes les variables de la personnalité, en particulier l'agressivité. » (S.F.B. 115, description du programme de recherche.)

On présente aux soldats « un modèle d'agressivité », c'est-à-dire qu'on met au point des méthodes avec lesquelles ont peut les rendre agressifs. L'application d'une telle recherche est déjà comprise dans la situation même des soldats : on les enferme et les isole dans des chambrées de huit lits, dans des bunkers, des chars, des sous-marins, des cabines de pilotage. « L'intérêt de cette recherche n'a pas besoin d'être explicité », est-il dit dans le S.F.B. 115.

Les psychiatres savent bien que l'agressivité se développe pendant l'isolement : « Des privations physiques, psychiques et sociales provoquent d'importantes frustrations qui peuvent mener à des réactions d'agressivité (S.F.B. 115). »

« Privations physiques, psychiques et sociales » signifient que l'on supprime certains stimuli sensoriels et qu'on submerge le patient avec d'autres : pendant le travail à la chaîne, à l'hôpital, dans les banlieues de béton. A la chaîne, les ouvriers produisent du rebut, à l'hôpital, les patients renversent leur table, dans les banlieues de béton les adolescents cassent les fenêtres des Maisons de Jeunes.

Le psychiatre Gross et le psychologue Kempe voient les choses de la manière suivante :

« La tendance actuelle est avant tout *d'éliminer* si possible tout danger de la vie des citoyens. Cette planification et cette sécurisation monotonise la vie de l'homme... La confrontation avec l'inhabituel, l'imprévisible, le danger est une expérience que, dans notre société, il n'est presque plus possible de faire. D'où, dans les situations critiques, des réactions fausses, de panique. » La recherche psychiatrique doit dès lors « avoir pour but le développement de techniques thérapeutiques propres à réduire l'agressivité destructive, à écarter les inhibitions névrotiques de l'agressivité et à permettre une expression intégrée à la réalité des impulsions agressives (S.F.B. 115) », c'est-à-dire, on s'en doute, ajuster

celles-ci à la réalité des banlieues de béton, du travail à la chaîne, de l'isolement graduel.

Ce qu'il faut « empêcher », c'est le rejet de cette réalité par l'individu. Dans la maladie, dans le non-mouvement, dans le « suicide », cette attitude de rejet s'exprime comme « refus de la mise en valeur » : 1 200 suicidés par an ne sont pas exploitables. Ce qu'il faut supprimer aujourd'hui, ce n'est pas la personne qui proteste, mais *la protestation elle-même.*

« Pour le domaine de la psychologie clinique du S.F.B. 115, le but central est la mesure de l'agressivité. » Cela se fait au moyen de tests psychologiques permettant de sonder la structure psychologique du cobaye. Il est révélateur que les psychiatres s'intéressent aussi à « l'hostilité, à la peur, à la pensée schizophrène, à l'espoir et à la volonté de réussir ». Mais ce à quoi ils s'intéressent plus particulièrement, ce sont les mesures biochimiques... Ils veulent mettre en relation les résultats de ces dernières mesures physiologiques et psychologiques, afin de compléter et de vérifer les méthodes psychologiques à l'aide des résultats en physiologie et biométrie ; cela pour développer un système de mesure plus simple. Cela leur permettrait alors de juger, d'une manière purement quantitative, le comportement prétendument agressif d'individus ou de groupes entiers, et d'ordonner des techniques thérapeutiques aussi rapides que nombreuses. En d'autres termes, ils sont à la recherche de substances chimiques permettant la manipulation de la protestation et de la résistance. Ils ne sont manifestement pas satisfaits du valium.

A Hambourg, le point primordial de la recherche sur l'agression est l'observation du comportement humain en situation de privation sensorielle totale. Sous le titre « Agression en situation d'appauvrissement de stimulations et ses correspondants biochimiques et physiologiques », se cache un large domaine de recherches dont les résultats sont nécessaires au perfectionnement de la torture par isole-

ment dans les prisons de la R.F.A. et du monde entier. Les expériences pratiquées sur des cobayes humains au « Laboratoire d'études cliniques du comportement » sont à même de répondre aux questions posées par l'isolement.

La « camera silens » a été construite lors de la reconstruction de la clinique psychiatrique universitaire de Hambourg. C'est une pièce sans fenêtre dans laquelle aucun bruit extérieur ne peut parvenir. Elle garantit ce que les savants appellent la « privation sensorielle ». Cette privation sensorielle peut encore être renforcée par le « white noise », torture pratiquée en Irlande du Nord : douze haut-parleurs hi-fi peuvent produre un bruit continu qui étouffe tous les autres bruits produits par le cobaye lui-même dans sa cellule. Cris, chansons, claquement de doigt. Un cobaye s'exprimait ainsi, après deux heures d'isolement : « Je crois qu'à la longue on ne peut pas se détendre ici. A un moment ou à un autre, ça vous énerve qu'il n'y ait absolument rien. Pas un bruit qu'on puisse écouter ; rien qu'on puisse regarder, avec quoi on puisse s'occuper — rien ; on ne peut pas supporter ça longtemps. »

En fait le cobaye n'est pas seul : il est continuellement observé par le directeur de l'expérience. Un micro enregistre sur magnétophone tout ce qu'il dit. « Comme l'individu qui subit le test ne possède, dans de telles conditions, pas ou presque pas de possibilités de tester la réalité de ce qui l'entoure, il est relativement facile, par des instructions, des événements simulés et d'autres choses semblables, d'instaurer des sitations qui seraient, sinon, très compliquées à atteindre (S.F.B. 115). »

Une caméra infrarouge fait des photos à l'insu du cobaye, une sonde magnétique enregistre tous ses mouvements. Un émetteur placé à l'intérieur de l'estomac en transmet les contractions. On enregistre aussi la respiration. On procède à un électrocardiogramme, à un électroencéphalogramme, au

contrôle du pouls. Tous ces enregistrements passent sur ordinateur.

Les psychiatres veulent compléter, sur une plus grande échelle, des résultats jusqu'à présent fragmentaires pour découvrir des moyens fiables de description des états psychiques. Les expériences de deux heures faites autrefois avec des étudiants sont poursuivies aujourd'hui, sur une durée de six heures, avec des soldats.

Les chercheurs partent de l'hypothèse que l'isolement est « frustrant » : les agressions qui se renforcent au cours de l'isolement sont libérées. Mais il y a une chose qu'ils ne savent pas encore aujourd'hui : combien de temps peut-on supporter cet isolement ? Les savants allemands reculent encore devant une prolongation du temps d'expérience. Les Américains, eux, ont été plus loin : ils ont fait durer les expériences quelques jours, jusqu'à ce que les cobayes n'en puissent plus. En R.F.A., il y a quelques limites à ne pas dépasser : on craint le parallèle avec les expériences faites par les nazis. Mais ces difficultés sont tournées en remplaçant l'élément durée de l'expérience par l'intensité et l'ampleur.

Le point principal de la recherche sur la torture est formulé au chapitre « Conclusions escomptées » :

« Ce qui caractérise les expériences de privation sensorielle est un besoin de stimuli sensoriels qui croît avec la durée de l'expérience et qui se manifeste à presque tous les niveaux.

« La frustration engendrée par la répétition de ces « conditions » provoque des agressions qui peuvent s'exprimer presque uniquement par le canal verbal.

« Il est possible de comparer les conditions qui provoquent une forte agression verbale avec des variables physiologiques permettant de mieux déterminer la situation de validation que le permettaient les expériences faites auparavant.

« Il faut citer sous ce rapport J. Fahrenberg (1967) p. 75 : « Un producteur de stress n'est pas

ce que l'expérimentateur prend pour tel ; mais, au contraire, ce que le sujet reconnaît comme tel. Ce n'est pas tant la situation d'excitation mais la constitution psycho-physiologique de l'individu qui est importante : dans ce dernier point, l'analyse de la signification des impressions est, elle aussi, d'une grande importance (S.F.B. 115). »

Pour le programme d'analyse, les psychiatres ont mis au point une échelle graduée permettant de mesurer le comportement. A côté des procédés d'analyse et de contrôle physiologique et biochimiques, deux autres procédés de mesure sont importants :

1) l'analyse de la production verbale ;

2) l'analyse des impulsions et du comportement du sujet.

Les mouvements de la personne isolée sont mesurés par une « sonde de Forster ». C'est un instrument de mesure très précis qui enregistre, à l'intérieur d'un champ magnétique, tous les mouvements du cobaye. Ceux-ci sont classés plus tard d'après leurs différences et leurs significations. Ces mesures ont une grande importance parce que, à part la parole, les cobayes n'ont que le mouvement pour se défendre contre l'isolement. Le mouvement est pour une personne isolée un moyen de résister, les psychiatres essaient de prévoir l'intensité et la durée de la résistance en observant les mouvements du cobaye et en joignant ces dernières observations aux autres mesures. Quand les conditions de l'isolement réduisent des possibilités de mouvement, le cobaye immobilisé et isolé est contraint de s'exprimer, « ce qu'il peut faire exclusivement par le canal verbal ».

Le processus ainsi conçu a pour but évident de faire que toute expression de vie ne se manifeste que dans la parole, dans la communication avec le directeur de l'expérience — ou avec son magnétophone, c'est-à-dire sur le plan où il est le plus facile de mesurer et de contrôler la personne isolée.

L'instrument d'analyse du canal verbal est la méthode d'analyse du contenu linguistique faite par Gottschalk et Gläser. « Le procédé mis au point par Gottschalk depuis 1958 a l'avantage d'être applicable à toute communication fixée par écrit : qu'il s'agisse de lettres, de transcriptions, d'associations libres, de dialogues psychothérapeutiques ou de comptes rendus de rêves » (S.F.B. 115).

On applique cette méthode pour d'autres raisons aussi :

« Cette méthode peut être enseignée à des techniciens sans qualification particulière, c'est-à-dire à des gens qui ne sont ni médecin ni psychologue : aux gardiens de prison, aux procureurs. »

Les différentes expressions s'analysent ainsi :

— « conditions provoquant une forte agression »: condition d'isolement et d'immobilisation ;

— « mesure des réactions verbales, sans stimuli »: la personne immobilisée doit commencer à parler d'elle-même, y étant obligée par les conditions suscitant l'agression, on renonce dans ce cas aux stimuli ;

— « convient mieux pour déterminer la situation de validation » : la véracité de l'énoncé est mieux sauvegardé quand il n'est pas falsifié par des stimuli que lors des expériences faites jusqu'ici.

— comparaison aux « variables physiologiques » (on ne parle pas ici des variables chimiques mais elles font aussi partie du programme du S.F.B. 115) : elle permet de vérifier les paroles des personnes isolées.

En 1967, Gross travailla à une méthode qui devait forcer le cobaye à « un énoncé juste » au moyen de stimuli et de suggestions. En 1972 le S.F.B. 115 a dépassé ce stade : l'énoncé de la personne isolée et immobilisée est faussé par les interventions suggestives du directeur de l'expérience. Cela doit être évité maintenant.

Le perfectionnement vient du fait qu'il ne faut employer l'isolement qu'en le dosant d'après la

constitution de chaque individu. Pour cela les chercheurs observent le cobaye sans faire appel au langage, ils analysent son état et son évolution pour découvrir le moment où il sera prêt à utiliser le « canal verbal ». Gross et Kempe s'intéressent déjà depuis longtemps à la résistance des personnes soumises à l'isolement ; ils ont même rédigé un catalogue de ces actions de résistance.

En fait, le but non avoué de ces recherches est la mise au point de nouvelles drogues. Dans le cadre de la mesure de l'agressivité (comprise comme le résultat visible de la résistance), les mesures biochimiques sont les plus importantes ; quand les savants auront su réduire l'agressivité à un processus chimique, le deuxième stade de la recherche — c'est-à-dire la mise au point d'une hormone contre l'agressivité — ne sera plus difficile à atteindre.

L'emploi de cet isolement « chimique » pourrait alors perfectionner tortures et lavages de cerveaux.

De telles recherches ne peuvent être faites sur des prisonniers politiques, car ceux-ci sont capables de déjouer les techniques d'oppression psychiatrique : la torture par isolement n'a pas réussi jusqu'à présent à vaincre la résistance de ces derniers.

Mais les prisonniers politiques sont livrés à l'appareil judiciaire qui a le pouvoir et les moyens de renforcer la durée et l'intensité de l'isolement. Deux d'entre eux ont été soumis pendant respectivement six et neuf mois à l'isolement le plus poussé pratiqué jusqu'à présent en R.F.A. Non seulement ils ont été isolés socialement, mais de plus leurs cellules avaient été aménagées afin de ne laisser passer aucun son. Le but de la machine judiciaire est évident : amener le prisonnier à se comporter de façon contrôlable.

« Les conditons de détentions doivent être adaptées à l'état corporel et psychologique d'un condamné. » Méthode qui est perfectionnée par les psychiatres de Hambourg : « ce n'est pas tant la situation d'excitation qui importe, mais la situation psychosociologique de l'individu. » La force de la torture par isolement vient de ce qu'elle est méthodique et effective. Mais sa faiblesse provient de la nécessité de la déguiser. Dans la mesure où nous l'avons dévoilée, nous pouvons la combattre, nous pouvons rompre le silence de la presse, de Genscher (ministre de l'Intérieur), de Gross (psychiatre), et de Martin (procureur général).

XXX.

LA SECTION SILENCIEUSE, FORME LA PLUS DURE DE LA TORTURE PAR L'ISOLEMENT

Comité contre la torture des prisonniers politiques en R.F.A. - Hamburg

La prison de Cologne-Ossendorf, entourée par deux casernes et des maisons du personnel pénitentiaire, se trouve dans un quartier reculé de Cologne. Les prisonniers sont internés dans des ailes à un seul étage, très écartées les unes des autres, liées centralement par un système de couloir.

A l'extrémité de l'établissement se trouve le département psychiatrique dont une aile appelée « psychiatrie pour femmes» fait partie de la section silencieuse.

« Les six cellules de cette annexe se ferment pour une partie seulement avec les clés de la section pour hommes, pour le reste avec les clés de la section pour femmes. Nous en concluons que ce département, malgré sa dénomination, n'est donc pas seulement destiné à la psychiatrie pour femmes, mais il sert à des buts autres que la psychiatrie des femmes détenues. Cette supposition s'impose d'autant plus qu'il existe dans l'établissement une aile particulière pour

le traitement psychiatrique des hommes, aile beaucoup plus grande et moins isolée des événements de l'établissement que celle appelée « psychiatrie féminine ». (Maître U. Preuss, avocat.)

Depuis novembre 1971, la section silencieuse est utilisée uniquement pour les détenus politiques : Astrid Proll, Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin. Dans cette section silencieuse, on a isolé Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof — cette dernière pour la troisième fois. Elles sont les seules prisonnières dans cette aile, toutes les autres cellules sont vides. La plupart du temps, aucun bruit extérieur ne parvient à l'intérieur du bâtiment. Il n'y a pas de bruit rappelant la vie humaine. Il n'y a que les pas et les consignes des gardiens trois fois par jour, et la radio de la prison, mais tout cela ne fait que souligner le silence ambiant, sans le supprimer. Ce qui manque, c'est le rythme de bruits quotidiens dont l'homme a besoin pour se repérer.

A ce silence artificiel vient s'ajouter la monotonie blanche. Les murs et tout l'ameublement sont peints en blanc. La lumière du jour est arrêtée par l'application d'un grillage fin — de type moustiquaire — contre les barreaux ; les lumières au néon restent allumées même le jour, d'un blanc éblouissant. Les contours s'effacent, l'œil n'est pas sollicité.

Dans ce silence monotone, cette monochronie artificielle, l'organisme humain est atteint dans sa totalité, touché par la paralysie des organes des sens ; de la même manière qu'un faux pas tord une jambe, cette privation d'impressions pour les sens attaque et détruit peu à peu, mais irrémédiablement des fonctions vitales comme l'orientation, l'intelligence, les facultés de concentration, l'irrigation sanguine ; à la longue, un tel état est mortel. Astrid Proll, internée pendant cinq mois dans cette section du silence, à dû être relâchée au début de cette année : son état de santé ne lui permettait plus de survivre en prison

et elle ne pouvait passer en jugement du fait de troubles graves de la circulation dus à la détention.

La destruction de la personnalité des internés dans la section silencieuse est prouvée scientifiquement, elle est connue des autorités. Le directeur de la prison, Brücker, déclarait :

« *La détenue Ulrike Meinhof est isolée acoustiquement dans sa cellule.* »

Le psychiatre de l'établissement, Götte, déclarait de son côté :

« *Du point de vue médical, un isolement aussi sévère est, à la longue, désavantageux pour un être humain.* »

L'isolement particulièrement sévère d'Astrid Proll a dû être supprimé partiellement au début de 1973, les responsables craignant que les effets de destruction dus à cette torture ne parviennent à la connaissance du grand public lors du procès à venir. Le 20 décembre 1972, le directeur de l'établissement, Brücker, fit part au président de l'administration pénitentiaire de Cologne, d'un entretien qu'il avait eu avec le procureur Dr Schaefer sur la détention dans l'isolement total d'Astrid Proll.

« *Nous avons des raisons de penser que les défenseurs d'Astrid Proll demandent, après l'ouverture du procès, le report de celui-ci en argumentant que leur cliente n'est pas en mesure de participer au procès, celle-ci ayant subi des dommages psychiques du fait de sa détention dans l'isolement total. La défense aurait déjà argumenté en ce sens.* »

Depuis un certain temps, le ministre de la Justice repousse toutes les attaques quant aux effets destructeurs de l'isolement dans la section silencieuse, faisant valoir les visites fréquentes des avocats et des parents rapprochés et l'autorisation d'écouter la radio, de lire des journaux et des livres. Il essaie également de faire passer les rencontres quotidiennes permises entre Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin, ainsi que la promenade commune pour une amélioration des conditions de détention. En réalité, les pro-

menades dans la cour de la prison et les rencontres quotidiennes des deux internées servent à camoufler les effets de la privation sensorielle. Les contacts sociaux dans une situation de privation sensorielle ont été l'objet d'expériences scientifiques dont les résultats ont été publiés. L'on s'accorde sur le fait que même la communication sociale constante, pendant une période où les gens sont coupés du monde extérieur ne supprime par les effets psychiques et physiologiques propres à ces conditions de privations sensorielles et connus comme tels. C'est ce que Davis affirme dans ses travaux de 1961 à plusieurs reprises : « *Probablement le contact social peut réduire les effets de la privation sensorielle, mais ne les empêche pas entièrement* (...) *le contact social n'arrête pas la destruction de l'intellect qui est l'effet de la privation sensorielle.* » Les conséquences de la privation sensorielle sont connues des autorités ainsi que les résultats des recherches scientifiques qu'ils utilisent contre Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin.

Nous en trouvons une preuve en constatant la similitude des conditions de détention et de celles de l'expérience suivante :

« *Les sujets portaient des masques transparents, elles n'avaient pas de gants et de manchettes, de manière à empêcher la sensation du toucher, leur espace de mouvement n'était pas limité au dortoir. On les groupait en couples, on leur permettait de se parler, de se promener et de se livrer à n'importe quel acte normal qu'il est possible de faire dans ces conditions. Deux des sujets eurent des hallucinations, l'un des sujets fut pris d'hallucinations alors qu'on le cherchait pour la promenade.* »

La perception par le sens de la vue au travers du masque appliqué pour cette expérience est semblable à l'environnement monotone et sans couleur des cellules de la cour de la section silencieuse. Il importe de souligner que les effets de privation sensorielle

ont été observés malgré la possibilité d'écouter la radio et de rencontre à tout moment.

Contrairement au cas de la détention d'Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin, le contact social n'était pas limité à quelques heures par jour, mais a été possible pendant toute la durée de l'expérience. Ce genre d'expérience ne dure que quelques heures, tout au plus quelques jours et doivent alors être interrompues du fait des dangers encourus par la santé des personnes-tests. Cela permet d'imaginer ce que cela veut dire que de subir pendant des semaines et des mois un tel traitement, même s'il est parfois possible d'aménager des contacts sociaux.

Les visites de parents se perdent dans la mononie et ne peuvent pas compenser les conséquences de cette situation d'internement. Une demi-heure après, tu ne te souviens même plus si elle a eu lieu le jour même ou la semaine passée (extrait d'une lettre d'une des détenues de la section silencieuse).

La section silencieuse est, à l'heure actuelle, l'instrument le plus dur utilisé pour la torture par l'isolement, torture pratiquée sur tous les prisonniers politiques en R.F.A. A l'isolement par rapport au monde extérieur vient s'ajouter le fait que les prisonniers politiques sont coupés de tout contact humain à l'intérieur de la prison.

Détention cellulaire sévère, déménagement des cellules voisines, ainsi que de celles qui se trouvent en-dessous et au-dessus, promenade individuelle dans la cour spéciale, souvent menottes au poing, interdiction de participer aux activités collectives : présentations de films, télévision, douche, cantine, cultes. Il est interdit, sous peine de sanctions, d'entrer en contact avec les prisonniers politiques.

Cette torture est ordonnée et pratiquée sur les prisonniers politiques dès le premier jour de leur internement. L'ordre est donné par le Bundesgerichtshof (Cour fédérale de Justice), instance suprême de la R.F.A. et reprise par tous les autres tribunaux, ce qui montre bien que le traitement spécial des prison-

niers politiques est une mesure visant leur extermination.

Les mêmes moyens d'extermination sont mis en œuvre et prévus contre les prisonniers politiques d'autres pays. Une section silencieuse se trouve actuellement en construction au septième étage de la prison de Duivendrecht aux Pays-Bas. En Suède, le journaliste Jan Guillou a été condamné après une plainte pour espionnage, fait l'objet de tortures semblables dans une section silencieuse de la prison de Stockholm. Dans les colonies portugaises, les prisonniers politiques sont enfermés dans des cellules constituées par des citernes et immergées dans l'eau afin de les couper de tout bruit et stimuli pour les sens. En Irlande du Nord, on contraint les prisonniers politiques à rester debout pendant des journées, s'appuyant contre le mur avec seulement la pointe des doigts ; ils ont une cagoule fixée sur la tête, et dans la cellule on fait donner le « white nise », mélange sonore faisant appel à toutes sortes de fréquences absorbant tous les sons, même des bruits que l'on fait soi-même.

« *Notre volonté de ne pas crever, de ne pas nous laisser briser est notre volonté de rendre l'impossible possible. Que nous soyons torturés, combien de temps, avec quelle intensité, avec ou sans chance de survie, cela ne dépend en aucune manière des mots que nous utilisons pour décrire ces saloperies. Cela est objet de consommation. Mais cela dépend par contre de la force organisée, de la puissance des protestations. Cela dépend de ce que nous sommes (vous êtes) capables pour polariser l'opinion publique à propos de la torture, en un mot pour amener des gens à protester.* » (Extrait de la lettre d'une prisonnière politique de la prison silencieuse.)

Déclaration des médecins et psychologues contre la section silencieuse de la prison de Cologne-Ossendorf en R.F.A. - 9 mars 1974

Selon l'article 104 de la Constitution de la R.F.A. « des personnes appréhendées ne doivent être maltraitées ni moralement, ni physiquement ». L'article 3 de la Convention des Droits de l'Homme dit : « Personne n'est à soumettre à la torture ou à une peine ou un traitement inhumains ou humiliants. »

Nous, médecins, assistants médicaux et psychologiques de Francfort, Hambourg, Heidelberg, Cologne, Munster, Munich et de la Hollande, nous constatons que les deux règlements légaux sont enfreints sciemment par la justice. Nous constations qu'en Allemagne fédérale des détenus politiques sont torturés. La torture a comme but de les détruire, eux qui agissent politiquement, et de rompre leur résistance.

Le fait que le procès contre la prisonnière politique Astrid Proll a dû être interrompu et que l'accusée a dû être libérée de la prison d'instruction, démontre l'effet destructeur de la torture de l'isolation. Comme résultat de la détention d'instruction à laquelle sont soumis les détenus politiques en R.F.A., le médecin-chef de l'hôpital du district Main-Taunus à Bad-Soden, le docteur Jörg Schmidt-Voigt a diagnostiqué une faiblesse aiguë de la circulation et un état d'épuisement qui met sa vie en danger. La cause en est, selon le docteur Schmidt-Voigt, la « détention d'instruction » qui dure depuis mars 1971, et le « changement de mode de vie » correspondant (expertise du 25 janvier 1974).

Qu'est-ce que ce mode de vie ?

Dans la section silencieuse de la prison de Cologne-Ossendorf, où Astrid Proll a été retenue pendant six mois, elle était coupée de tout contact, de tout bruit indiquant la présence d'un être vivant. C'était une aile spéciale dans un coin de la prison. Les murs et les installations des cellules dans la section silencieuse sont peints en blanc, ils doivent rester nus. Il n'y a pas de différence acoustique entre la nuit et le jour. La perception de mouvements, de sensations différenciées, est rendue impossible.

Dans la division silencieuse, des hommes sont tenus pendant des mois dans un environnement artificiel mortellement monotone.

C'est la torture au moyen de l'isolement social systématique (détention individuelle, interdiction de contacter d'autres détenus et de s'entretenir avec eux) et de la déprivation sensorielle. L'organisme humain n'est pas fait pour cette conformité. L'intention de la justice est à déduire directement de ces mesures : la destruction des détenus politiques. La section silencieuse est le moyen extrême de la justice politique pour l'instant.

Dans la section silencieuse de la prison de Cologne-Ossendorf se trouvent actuellement Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof. Ulrike Meinhof y est pour la troisième fois depuis son arrestation de juin 1972. La semaine dernière, la presse a écrit que Gudrun Ensslin et Ulrike Meinhof auraient eu des « allègements de détention ». En réalité, les deux détenues politiques ont été transférées dans la section silencieuse. Des 168 heures de la semaine elles passent six heures en-dehors de leurs cellules ; tout le reste est silence, isolation acoustique qui provoque, après deux jours, de graves lésions dont l'effet, durable, égale celui des électrochocs. De tels allègements de détention provoquent, selon les recherches de Davis et al. faites en 1961, un ralentissement de l'effet destructeur mais ne l'arrête pas.

« Bien sûr, comme une des deux détenues écrit, il y a une différence entre la vie toute seule ou à deux, comme il y a une différence entre 800 et 1 000 électrochocs. »

Nous ne pouvons supporter plus longtemps cette destruction de la vie pratiquée par la justice et les médecins qui perpétuent la tradition des nazis. Le traitement spécial que les détenus politiques subissent, c'est-à-dire la torture de l'isolation perfectionnée scientifiquement qui rend malade systématiquement, qui détruit la vie, est en contradiction flagrante avec l'obligation du médecin de s'engager pour la vie humaine.

Le travail des comités contre la torture et des avocats des détenus politiques a montré que la pression de l'opinion publique peut lutter contre l'isolation des détenus politiques par la torture de l'isolement dans les prisons.

Pour empêcher la destruction des détenus politiques dans les prisons, nous exigeons :

— La libération immédiate d'Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin de la section silencieuse.

— La suppression de la section silencieuse de Cologne-Ossendorf.

— L'abolition de la torture par l'isolement dans la République fédérale d'Allemagne.

Ulrich K. PREUSS
avocat.

Berlin 15 Meleortestr. 1
10-8-1973
Au Ministre de la Justice
de Nordhein-Westfalen
4 Düsseldorf I
Martin Lüther Platz 40

Au nom et en vertu de la procuration ci-jointe de Mme Ulrike Meinhof, je demande qu'on cesse d'utiliser le corps du bâtiment de la maison d'arrêt de Cologne-Ossendorf, désigné sous le nom de « psychiatrie des femmes », pour y faire purger une peine ou renforcer des mesures de sécurité exigées par une détention préventive ou une recherche psychiatrique.

Motif : Du début novembre 1971 à la mi-janvier 1972, ainsi que du 15 avril au 15 juin 1972, ma cliente, Mme Astrid Proll, et du 16 juin 1972 jusqu'au 9 février 1973, ma cliente Mme Ulrike Meinhof, incarcérées à la maison d'arrêt de Cologne-Ossendorf, ont été détenues dans l'aile de cette centrale désignée sous le nom de « psychiatrie des femmes ».

Cette bâtisse est une aile du bâtiment d'un étage située au bord de l'ensemble de la centrale, il contient six cellules et une cour qui est beaucoup plus petite que celle des autres ailes de la prison, où les prisonniers font leur promenade. Durant les périodes sus-mentionnées où Mme Proll et Mme Meinhof furent détenues dans cette aile du bâtiment, le reste des cellules n'était pas occupé. Ce qui est caractéristique pour ce bâtiment, c'est qu'il n'a qu'un très petit nombre de cellules, contrairement aux autres ailes de la centrale qui ont jusqu'à trente cellules.

Pour une partie, les six cellules de cette aile ne peuvent s'ouvrir qu'avec les clés de la division des hommes, pour une autre partie, elles ne ferment qu'avec celles de la division des femmes ; on peut déduire que malgré sa dénomination, cette division n'a nullement pour seul but de division infirmerie du service de psychiatrie de femmes, mais qu'elle a

des buts de détention qui ne s'épuisent nullement dans le traitement psychiatrique des femmes détenues à la centrale. C'est d'autant plus probable que la prison renferme également une aile spéciale pour le traitement psychiatrique des hommes, qui est beaucoup plus grande et moins isolée de la vie de la prison que ne l'est l'aile désignée sous le nom de « psychiatrie des femmes ».

L'isolement total de ce corps de bâtiment, en relation avec sa vacuité, produisent une forme spécifique d'isolation acoustique de mes clientes que l'on emploie d'habitude en tant que thérapeutique de choc sur des malades psychiatriques.

Il s'agit visiblement ici de la « camera silens » de la maison de détention. Le médecin de la centrale, le docteur Goette, a expliqué également, dans sa déposition lors du procès Mahler devant le tribunal de la Chambre de Berlin, qu'il s'agissait ici de la « division silencieuse » de l'établissement.

A l'isolation spatiale et acoustique de ce genre de bâtiment tout entier, vient encore s'ajouter le fait que les cellules de mes clientes, ainsi que toute installation de la pièce — à l'exception de la porte de la cellule — étaient complètement peintes en blanc, que la fenêtre de la cellule, d'abord complètement fermée, fut ouverte plus tard sous la forme d'une fente étroite et voilée d'un grillage de garde-manger, que l'éclairage au néon n'était pas éteint la nuit chez Mme Meinhof, que la cellule de Mme Meinhof était restée pendant tout l'hiver à une température inférieure à la normale. Dans cette isolation acoustique et visuelle, mes clientes n'avaient que le contact acoustique et social minimum avec les employées de la prison pour la nourriture. Elles vivaient pratiquement pendant vingt-quatre heures sans milieu ambiant discernable. Mes clientes avaient même reçu l'interdiction de coller des affiches et des photos, des statistiques ou autres à ces murs d'un blanc blafard.

On sait depuis, et d'une manière scientifique, quels sont les résultats d'une isolation sociale aussi totale.

Il se produit des réactions physiologiques et psychologiques que l'on range dans la catégorie de la déprivation sensorielle (cf. J. Gross, Ch. C. Reimer : *Délire de déprivation et d'isolation sensorielle,* Clinique universitaire psychiatrique de Hamburg ; la conférence faite à Tübingen en 1971 : J. Gross, J.M. Burckard, P. Kempe : *Déprivation sensorielle - Forme spéciale des recherches sur le comportement,* in « Psychiatria, Neurologia, Neurochirurgia, tome d. 73 (1973), pp. 189-99 ; J. Vernon : *Inside the Black Room,* New York, 1964 ; Sensory deprivation in : Science journal, février 66, pp. 57-61).

Le concept de privation sensorielle sert en psychiatrie à désigner la limitation significative de la perception sensible chez l'être humain dont il faut trouver la cause dans le fait que l'individu et son organisme sensible n'ont pas la possibilité de percevoir dans leur milieu ambiant des processus discernables. C'est sur la perception et la différenciation de ce genre de processus que repose la fonction de l'organisation sensorielle humaine.

Si ce processus se trouve — volontairement ou sans contrainte — placé pour un certain temps dans une situation où le milieu ambiant n'émet aucune impulsion discernable d'aucune sorte, les effets de la déprivation sensorielle apparaissent.

Dans un exposé fait le 11 mai 1973 à Francfort, le psychiatre hollandais J.P. Teuns a ajouté ce qui suit :

« *La fabrication et le maintien d'un environnement artificiel qui se distingue d'une part par sa constance et son absence de changement, et d'autre part par des excitations dosées selon un libre arbitre — jusque dans le sommeil — paralyse peu à peu les organes des sens et désintègre et désoriente totalement l'individu ainsi isolé, de même qu'un manque de mouvement forcé, conduit au bout d'un certain temps à un ramollissement de la musculature, à des raidissements des articulations et à des déformations osseuses.* »

En effet, une isolation acoustique et visuelle complète, donc une isolation sociale et totale, mène à une déformation de la personnalité intellectuelle en particulier, parce que la relation communicative avec le milieu représente un des éléments constitutifs de cette personnalité. Ce n'est pas à tort que le traitement des intellectuels soviétiques par les organes exécutifs de l'U.R.S.S. — leur internement dans les cliniques psychiatriques qui, comme on le sait, vise à une isolation totale de leurs détenus, ne serait-ce que par l'utilisation des produits psycho-pharmaceutiques — a été déclaré faire infraction à la Déclaration des Droits de l'Homme de l'O.N.U. La lésion infligée au centre de la personnalité n'est plus, à l'heure actuelle, le seul fait de l'intervention physique directe dans l'intégrité corporelle ; mais dans la répression exercée contre l'opposition intellectuelle, on pratique l'ablation et, si possible, l'élimination totale de leurs communications sociales. Un exemple de cette répression contre des groupes politiques et des individus indésirables peut s'appuyer aujourd'hui sur des résultats d'expériences scientifiques.

C'est ainsi que le groupe de travail de J. Gross (Laboratoire de recherches cliniques sur le comportement à la clinique universitaire psychiatrique de Hamburg) a construit ce que l'on appelle une « camera silens », conçue comme un espace dans l'espace sans ondes acoustiques et qui peut être considéré dans des circonstances normales comme isolé de tout bruit ; même les sons produits dans ces pièces elles-mêmes (frottements de vêtements, par exemple) se trouvent tellement assourdis qu'il ne se produit pas la moindre réaction (cf. J. Gross : *Déprivation sensorielle,* op. cit. p. 190).

Les mêmes recherches dans des chambres isolées ont été entreprises aux U.S.A. et au Canada sous l'égide du Ministère canadien de la Défence (cf. E. Lausch, *Manipulation. L'atteinte au cerveau,* Stuttgart, 1972, p. 185).

Les expériences ont montré qu'un bref séjour dans des chambres isolées suffisait pour que des formations délirantes aient lieu dans l'esprit de l'individu sous forme d'hallucinations provoquées par la stabilité permanente du milieu.

Lausch (p. 191), fait le rapport suivant d'une expérience américaine :

« *Le responsable de l'expérience enferma isolément des étudiants avec leur accord dans des chambres expérimentales qui n'étaient ni sombres ni étanches au bruit... Mais il amoindrit leur vision en leur mettant des lunettes de verre dépoli. Il émousse leur sens du toucher en leur mettant des gants et en entourant leurs mains de manchettes de carton. Leur ouïe est altérée par le vrombissement d'un climatiseur. Bien que les participants à cette expérience aient été généreusement payés, certains étudiants trouvèrent cette nouvelle expérience si insupportable qu'ils l'arrêtèrent dès le premier jour. Ils se plaignaient surtout de ne plus pouvoir penser d'une façon suivie. Chez ceux qui réussirent à tenir dans la pièce jusqu'à la fin de l'expérience (six jours), on assista à des comportements bizarres. Soudain, ils eurent des accès de fureur et de panique à l'idée de continuer à demeurer dans un espace fermé et l'expérience fut arrêtée brusquement dans certains cas. Plusieurs participants à l'expérience avaient des hallucinations. Ils voyaient des écureuils ou entendaient de la musique, ils avaient la sensation d'avoir deux corps ou croyaient que leur tête s'était séparée du tronc.* »

S'ajoute à cela que cette situation d'isolation totale conduit aussi à des perturbations des fonctions végétatives ; car la paralysie des fonctions sensorielles gêne aussi considérablement les fonctions motrices qui sont indispensables au fonctionnement de l'organisation physiologique. C'est ainsi que Lausch (p. 194) écrit que « *les sujets de l'expérience... ont presque tous perdu plusieurs kilos bien qu'ils aient mangé suffisamment* (3 000 *calories par jour*) *et aient à peine fait de mouvement. Après l'expérience leur temps de réaction s'était fait plus long. Leur sensibilité à la douleur était plus grande.* »

Dans la conférence déjà citée du psychiatre hollandais Teuns, on peut lire : « *Il ne faut pas oublier que l'ouïe est étroitement liée au sens de la pesanteur extrêmement important pour le sens de l'orientation et que le handicap du sens de l'orientation en ce qui concernne le centre de gravité est un des symptômes principaux tant de l'accès d'épilepsie que des électrochocs... L'organisme humain est incapable de résister à la déprivation sensorielle provoquée artificiellement par des hommes* » (cf. p. 3 du manuscrit).

La conséquence la plus importante de l'isolement social d'un individu est le handicap des fonctions intellectuelles. C'est ainsi qu'E. Lausch écrit (p. 102) que la plupart des sujets se plaignent « *de ne plus pouvoir se concentrer au bout de quelque temps, de ce que leurs pensées tournent en rond ou de ce qu'elles remâchent toujours le même sujet.* » Cette action se fait sentir aussi quand on apporte à l'individu dans sa situation d'extrême isolement certaines excitations pour son organisation sensorielle dosées selon un libre arbitre. On peut citer également le rapport de Lausch (pp. 193 et 194) comme preuve à l'appui :

« *Au cours d'une expérience, le chercheur installa dans la cellule une boîte optique que les participants pouvaient allumer et éteindre à leur gré. Ce qu'ils voyaient était sans intérêt : sur un fond neutre se dessinaient faiblement deux cercles et une ligne. Dans des conditions normales les étudiants n'auraient accordé à ce genre de chose qu'une attention fugitive. Un appareil d'enregistrement automatique prouva que les gens enfermés dans l'obscurité consacraient beaucoup plus d'attention à ce simple dessin. Visiblement, leur cerveau exigeait si impérieusement*

des stimulants que même un dessin aussi simple pouvait les attirer.

« Pendant soixante-douze heures, les sujets regardèrent cette image neutre pendant en moyenne trois minutes. Quand on leur demanda plus tard s'ils s'étaient intéressés à cette image, ils indiquèrent un temps bien moindre que ce n'était véritablement le cas... La boîte optique se révéla être un des moyens les plus importants pour prévoir qui supporterait l'expérience et qui l'arrêterait prématurément.

« Vernon et ses collaborateurs avaient cherché longtemps avant de trouver des critères permettant de tels pronostics. Les esprits divergèrent bientôt sur les résultats de la boîte optique. Les étudiants qui abandonnèrent plus tard — quelles que soient les raisons qu'ils donnaient pour leur capitulation — passèrent les vingt-quatre premières heures de leur séjour dans la chambre en moyenne quinze fois plus de temps devant la boîte que leurs camarades qui tinrent le coup. »

Ce « désir impétueux de simulation » est une des conditions préalables essentielles de ce qu'on appelle le lavage de cerveau. C'est ainsi que Lausch parle au même endroit de personnes soumises à l'expérience auxquelles la Turquie était indifférente avant ce test et qui, après un traitement correspondant dans l'isolement, était devenues des sympathisantes de la Turquie.

« Après que les personnes cobayes aient passé dans la chambre noire, l'expérimentateur leur fit jouer une bande magnétique avec un discours de propagande pour la Turquie. Un deuxième questionnaire révéla que cet endoctrinement primitif avait agi : à partir de cet instant les étudiants avaient pour la Turquie des sentiments d'amitié. Par contre, dans un groupe d'étudiants qui n'avaient pas été dans la chambre obscure, la propagande échoua. »

On emploie souvent cette méthode pour réduire à l'impuissance des adversaires politiques. Lausch cite p. 195 le commentaire de Vernon sur ces expériences :

« L'individu enfermé vit des moments terribles de monotonie et d'ennui qui lui font chercher toutes les formes d'excitation. Si, pour une raison quelconque, nous désirions développer un moyen supérieur de lavage de cerveau, c'est cette recherche de l'excitation que nous pourrions utiliser à notre avantage, »

Cette formule de Vernon au conditionnel s'est faite réalité entre-temps. Ch. Sigrist, professeur d'ethnologie et de sociologie à Munster, rapporte ses expériences avec des Africains en Angola et au Mozambique où ils étaient prisonniers des Portugais. Il en parle dans un manuscrit de 1973 encore non publié :

« Dans un camp de concentration, sur une île du Cap Vert les prisonniers restent isolés pendant des mois. Ils n'ont droit ni aux lettres ni aux livres. Nul son humain ne pénètre dans les cellules. Les prisonniers qui furent libérés après deux ans de réclusion isolée n'étaient plus capables de quelque forme que ce soit de résistance politique, vu les dommages psychiques considérables qu'ils avaient subis. Tant le potentiel de résistance psychique individuelle que les structures en chaîne de solidarité politisables sont systématiquement détruits. »

Quelle que soit la constitution individuelle des individus qui lui sont soumis, les résultats de cet isolement social extrême se font sentir ; seules varient les formes que prend cette déprivation sensorielle (cf. J. Gross : *Délire dans les déprivations sensorielles et dans l'isolement*). Dans leur ensemble, elles caractérisent cependant sous des formes différentes les limites scientifiques de l'identité personnelle.

Le traitement auquel ont été soumises mes clientes pendant des mois chaque fois représente une attaque violente de l'identité de leur personnalité. Certes, elles ne sont pas restées enfermées pendant des mois dans une chambre obscure, comme ce fut en partie le cas pour les expériences dont il a été question ici, mais l'expérience au cours de laquelle les personnes cobayes durent porter des lunettes montre que les conditions de déprivations sensorielles ne dépendant pas du fait de l'obscurité, mais du fait de la permanence et de la continuité absolues des perceptions sensibles. Une cellule complètement blanche, des meubles blancs et une fenêtre pourvue d'un grillage de garde-manger ont la même fonction, surtout quand ils conditionnent la vue pendant des mois. Mais la déprivation acoustique est encore plus importante que la déprivation visuelle ; les résultats ont montré ici qu'ils conduisent beaucoup plus fréquemment et plus intensément à des apparitions de déprivation sensorielle (cf. Gross : *Délire de déprivation sensorielle,* p. 11). On ne peut écarter le fait qu'il y ait eu agression violente sur l'identité personnelle de mes clientes parce qu'une femme imprisonnée depuis une vingtaine d'années s'est trouvée pour une courte période dans la cellule voisine de celle de Mme Proll et que sa présence « animait » le corps de bâtiment. Il ne s'agit pas d'affirmer que la situation spécifique de cette femme qui fut amenée là-bas pour observation psychiatrique correspond à une suppression de l'isolement ; quoi qu'il en soit, son séjour dans cette aile fut si bref par rapport à la durée totale du séjour que Mme Proll dans ce même endroit que cette période ne peut pas jouer. Même chose pour le fait qu'en janvier 1973 on put entendre pendant quinze jours environ le bruit des aspirateurs et des armoires qu'on changeait de place. Car ces bruits qui durèrent une heure à une heure et demie pendant quinze jours environ ne peuvent entrer en ligne de compte avec l'isolement de Mme Meinhof.

Même le fait que les cellules de l'aile isolée de

la centrale Cologne-Ossendorf sont reliées à une radio commune signifie uniquement un léger adoucissement de l'isolement. Car il s'agissait là uniquement de bruits de coulisses techniques dont la direction de l'établissement se réservait de régler l'intensité, bruits qui ne peuvent remplacer un milieu social — sans parler des formes de communication réciproques.

Enfin, ce n'est pas parce qu'il y a eu quelques visites pendant cet isolement extrême qui a duré des mois que celui-ci s'en trouve éliminé. De toute façon, Mme Meinhof n'avait le droit de recevoir que les visites de parents, et en général ces visites qui avaient lieu sous la surveillance d'un employé, ne dépassaient pas trente minutes. Elles avaient lieu à quinze jours d'intervalle environ, ce qui faisait une heure de visite par mois divisée en deux demi-heures pour un isolement qui a duré huit mois dans le cas de Mme Meinhof, alors qu'elle passait le reste du mois dans l'isolement complet déjà décrit. Il est clair que cette heure de visite mensuelle ne pouvait rien changer à la réalité de la déprivation sensorielle.

Il est clair que les actions sociales et psychiques de cette « division silencieuse » de l'établissement pénitentiaire de Cologne-Ossendorf sont partie intégrante de la justice pénitentiaire qui vise en dernière conséquence à briser la conscience morale et politique et à éteindre la personnalité de l'individu. Tant qu'une décision claire et nette n'aura pas été prise par les services d'Etat responsables pour interdire sans exception l'utilisation de cette « division silencieuse » pour quelque détenu que ce soit, cette incarcération demeure dans l'arsenal des moyens de contrainte employés envers les détenus d'une prison. Ce n'est que par la désaffection de cette aide que la menace qui pèse sur l'existence et la personnalité de chaque détenu pourra être éliminée.

Prof. Dr U. Preuss,
avocat.

DES MEDECINS PORTENT PLAINTE

Jörgen SCHMIDT-VOIGT
Docteur en médecine
Spécialiste en médecine interne
Médecin-chef du service de médecine interne de l'hôpital cantonal du Main-Taunus.
Bad-Soden am Taunus.

6232 Bad-Soden a. Ts.
Le 25-1-1974

Expertise médicale

A la demande du tribunal du Land de Francfort/Main (décret judiciaire du 22-1-1974), il a été établi pour :

la photographe ASTRID PROLL
née le 29-5-1947 à Kassel
nationalité allemande, célibataire
actuellement à la prison de Frankfurt/Main
accusée de tentative de meurtre et autres délits
une expertise de médecine interne :

Selon le décret du tribunal, l'expertise doit comprendre particulièrement les points suivants :

1) Capacité de l'accusé de comparaître devant le tribunal si nécessaire.

2) Mesures thérapeutiques et autres par lesquelles la capacité de l'accusée à comparaître en justice peut être assurée.

Le certificat a été fait à la suite d'un examen effectué entre 13 heures et 15 h 10, le 25-1-1974, au service de médecine interne de l'hôpital cantonal du Main-Taunus Kreia à Bad-Soden/Taunus.

Extraits

III. Appréciation du médecin spécialiste.

En supplément aux diagnostics effectués, il faut remarquer, pour l'appréciation médicale et pour la

réponse aux questions posées par le tribunal, l'état déplorable de la circulation sanguine de la patiente. Son état est incontestablement caractérisé par : 1) la faiblesse anormale de la tension artérielle, même en position allongée ; 2) la faiblesse des capacités d'adaptation aux efforts (cela joue un rôle dans l'évaluation des capacités de fonctionnement de l'organisme), particulièrement au maintien prolongé dans une même position (assise ou debout), ce qui est visible aussi bien dans les tests de circulation sanguine que dans les électrocardiogrammes.

En comparaison avec le résultat obtenu lors de l'examen ordonné par le tribunal à la clinique cantonale de Main-Taunus à Bad-Soden, en date du 28-11-73, la situation circulatoire de la patiente s'est détériorée pendant ces huit semaines.

28-11-73 : tension artérielle - couchée 100/75 - debout 110/80.

28-11-73 : pouls - couchée 87 - debout 115.

Les conséquences subjectives d'un tel changement pathologique de l'état circulatoire sont confirmés — suivant l'expérience médicale — par l'importance et la diversité des troubles de l'état général tels qu'ils sont décrits continuellement par la patiente. Tous ces troubles, ainsi que l'important affaiblissement des capacités physiques et psycho-intellectuelles ont pour cause une faiblesse dans la circulation, provoquant un approvisionnement insuffisant du corps en oxygène. Cet affaiblissement est particulièrement rapide et sensible au niveau du système nerveux central ; les tissus nerveux réagissent de façon particulièrement exacerbée à ce manque d'oxygène.

A l'aide de ces données médicales, nous pouvons répondre à la première question : du fait des troubles importants — tant fonctionnels que psycho-intellectuels ainsi observés — la patiente n'est pas en mesure, à l'heure actuelle, de participer au déroulement du procès.

Et à la deuxième question : mesures thérapeutiques : Outre ses éléments constitutifs, la cause du

progrès de la détérioration de la santé de la patiente se trouve d'abord dans les changements du mode de vie provoqués par la détention préventive. Cet état de fait doit être le point de départ de toute proposition thérapeutique. Une condition préalable importante qui permettrait la participation au procès de la patiente, est un traitement spécial intensif de longue durée : la reconstitution de ses capacités doit comporter une rééducation psychique et chimique de la circulation. En ce qui concerne les mesures physiques, il serait bon de procéder selon les méthodes employées dans le centre de régénération de la circulation sanguine. Des mesures supplémentaires seront possibles : une nourriture riche et appropriée, une interdiction du tabac (nicotine), des médicaments stabilisant la tension (Acrinor ou Ordinal retard), et des injections d'hormones rénales de bœufs (Cortiron-depot). Il est particulièrement important pour la réussite de ce traitement qu'il soit effectué dans un milieu de vie approprié. La durée d'une telle thérapie est déjà d'au moins trois mois, quand elle a lieu dans des conditions normales. Les observations répétées du système circulatoire, commencées quelques jours après l'arrêt du traitement, permettront de voir dans quelle mesure ce traitement intensif autorisera la malade, vue l'importance de ses troubles, à participer, de façon restreinte, aux débats d'un tribunal.

A l'avocat général du Landgericht
1 Berlin 21 - Turmstr. 91

Plainte déposée publiquement

Contre les médecins de la prison pour femmes de Berlin (21 - Lehrterstr. 61), nous médecins et internes soussignés, portons plainte contre les docteurs Meitzner, Dusen, Helfsmeyer, Schatterer, Löckel, et contre le juge responsable Schedon, pour tentative de meurtre contre Katharina Hammerschmidt.

Motifs :

Ils s'appuient sur les documents suivants :

1) Plainte de maître Schily, avocat, du 9-1-74.
2) Déclaration à la presse de maître Schily, du 10-1-74.
3) Rapport des entretiens entre Katharina Hammerschmidt et maître Ströbele, avocat, le 2-1-74.
4) Article de l'hebdomadaire « Stern » du 17-1-74, pages 125 et suivantes.
5) Article du «Süd-deutsche-zeitung» du 12-1-74.
6) Expertise du docteur F.W. Neubauer, médecin interniste, Berlin 61, diefenbach-strasse 65.

Katharina Hammerschmidt, prisonnière politique, née le 14-12-43, se trouve depuis juin 1972 en détention préventive. Il lui est reproché d'avoir soutenu la R.A.F. (Fraction Armée Rouge).

En août 1973, Katharina Hammerschmidt fut soumise à une radiographie de routine. On constata une anomalie pathologique au médiastin supérieur droit. Aucun diagnostic ne fut alors entrepris pour savoir ce qu'il en était vraiment.

Le 29-9-73, la patiente demanda un médecin et se plaignit des douleurs suivantes :

1) enflement important du cou ;
2) forte douleur à la cage thoracique et au cou ;
3) difficulté à avaler et à respirer ;
4) difficulté à parler - enrouement.

Après examen, le médecin déclara ne rien pouvoir remarquer et fit appel au médecin de l'établissement spécialiste pour les maladies internes, docteur Löckel. Celui-ci l'examina et le 1er ou le 2 août, on lui fit une radiographie ainsi qu'une prise de sang. Le résultat de ces examens lui fut communiqué par le médecin quelque temps après : « Vous n'avez rien. »

Si on s'en tient uniquement aux symptômes cliniques, sans même tenir compte des résultats des deux radiographies, tout médecin devrait soupçonner le

développement de quelque chose qui occupe une certaine place dans les régions thoraciques ou du cou. Les dangers qui résultent directement d'un tel diagnostic imposent à chaque médecin d'entreprendre immédiatement des examens approfondis.

Jusqu'au 12-11-73, c'est-à-dire durant six semaines, il ne fut rien entrepris : les médecins de la prison ne firent ni diagnostic, ni thérapie.

Les faits suivants viennent encore aggraver cette situation :

1) le cou continuait tous les jours à enfler ;
2) le visage se mit aussi à enfler ;
3) les difficultés à parler augmentèrent ;
4) augmentation des difficultés respiratoires allant jusqu'à de graves troubles ;
5) difficultés à avaler croissantes ;
6) persistance des douleurs thoraciques ;
7) la patiente se présentait aux médecins tous les jeudis (jour de consultation). Elle informait les médecins de la prison de l'aggravation croissante de son état.

Malgré tout cela, les médecins de la prison refusèrent de prendre les mesures médicales qui s'imposaient de toute urgence. Si Katharina Hammerschmidt a été examinée le 12 février 1973 par un médecin de la clinique universitaire, ce n'est pas sur demande d'un médecin de la prison, mais sur celle de quelqu'un qui n'était pas médecin, son défenseur. Il avait arraché une décision judiciaire.

Le médecin spécialiste déclare que de nouveaux examens sont nécessaires sans délai, et que son état est grave. Il déclara dans une lettre aux médecins de la prison qu'il pouvait s'agir d'une tumeur. Il exigea que des observations sérieuses soient faites immédiatement. Aucune de ces observations ordonnées par le médecin spécialiste ne furent répercutées dans la prison. Deux semaines plus tard, le 28 novembre 1973, la patiente fut examinée à la clinique de Moabit. Et ce n'est qu'après un accès d'étouffement dans la nuit du 28 au 29 novembre, que Katharina Hammerschmidt put sortir de la prison où elle était maintenue en détention préventive.

Le diagnostic et la thérapie qui furent aussitôt entrepris indiquent : « obstruction de la circulation des membres supérieurs (due à un rétrécissement des veines) qui persiste même quand les bras sont levés - turgescence des veines sur la face antérieure du thorax.

Poumon : son plein à la percussion au poumon basal droit.

Radiographie : tumeur de la grosseur d'une tête d'enfant au médiastin antérieur.

Diagnostic : sarcome.

Thérapie : traitement aux rayons de cobalt.

Nous constatons donc : bien qu'une radio en août 1973 ait montré une caractéristique pathologique et qu'à partir du 26 septembre 1973 des symptômes cliniques évidents apparaissent chez Katharina Hammerschmidt, les médecins de la prison se sont refusés pendant 4 mois (au minimum) de prendre les mesures médicales qui s'imposaient.

Katharina Hammerschmidt est maintenue — ainsi que les autres prisonniers politiques en R.F.A. — dans une situation d'isolement total (exactement depuis juillet 1972). Afin de perfectionner plus effectivement cet isolement, les traitements médicaux absolument nécessaires n'ont pas été entrepris. Ainsi les médecins se sont inclinés devant les intérêts de l'administration de la justice et ont agi en dehors de tout comportement médicalement justifiable.

Il s'agit là d'une tentative de meurtre.

Cette plainte a été signée par 131 médecins en R.F.A.

LA CONVENTION EUROPÉENNE
DES DROITS DE L'HOMME

ART 3. — Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.

EXTRAIT DE LETTRE

« Notre volonté de ne pas crever, de ne pas nous laisser vriser, est notre volonté de rendre l'impossible possible. Que nous soyons torturées, combien de temps, avec quelle intensité, avec ou sans chance de survie, cela ne dépend en aucune manière des mots que nous utilisons pour décrire ces saloperies. Cela est objet de consommation. Mais cela dépend par contre de la force organisée, de la puissance des protestations. Cela dépend de ce que nous sommes (vous êtes) capables de polariser l'opinion publique à propos de la torture, en un mot d'amener les gens à protester. »

(Extrait-Lettre d'une prisonnière politique de la section silencieuse.)

Le sentiment que la tête explose, le sentiment qu'en fait la boîte crânienne va se casser, exploser.

Le sentiment qu'on te rentre de force la moelle épinière dans le cerveau.

Le sentiment que le cerveau se ratatine comme un pruneau.

Le sentiment que tu es sans cesse sous tension sans que cela se voie et que tu es téléguidé.

Le sentiment qu'on te démolit les associations d'idées.

Le sentiment de pisser ton âme comme quand on ne peut pas se retenir.

Le sentiment que la cellule bouge — tu te réveilles, tu ouvres les yeux — la cellule bouge, l'après-midi quand le soleil brille, elle s'arrête tout d'un coup. Tu ne peux pas te débarrasser de ce sentiment que tu bouges.

Tu ne peux savoir pourquoi tu trembles : de fièvre ou de froid.

Tu ne peux pas expliquer pourquoi tu trembles, tu gêles.

Pour parler à voix normale, il faut des efforts comme pour parler très fort, il faut presque gueuler.

Le sentiment de devenir muet.

Tu ne peux plus identifier le sens des mots — tu ne peux que deviner — l'usage des sifflantes — s, ss, tz, sch — est absolument insupportable.

Les gardiens, la visite, la cour semblent de celluloïd — maux de tête — flashes.

On ne peut plus contrôler la syntaxe, la grammaire.

Quand tu écris deux lignes, et à la fin de la deuxième ligne, tu ne peux pas te rappeler le début de la première.

Le sentiment qu'on se consume de l'intérieur, le sentiment qui si tu disais ce qui se passe, si tu lâchais cela, cela sifflerait comme de l'eau bouillante à la figure de l'autre comme par exemple l'eau bouillante qui le brûle pour la vie, le défigure.

Une agressivité démente, pour laquelle il n'y a pas de soupape.

C'est le plus grave, la conscience claire qu'on n'a aucune chance de survivre, l'échec total, pour faire passer cela, le faire comprendre à d'autres.

Après les visites, c'est le vide. Une demi-heure après, tu peux seulement reconstituer mécaniquement si la visite a eu lieu le jour même ou la semaine précédente.

Se baigner une fois par semaine, cela signifie, au contraire, se détendre pour un moment, se reposer, cela ne dure aussi que quelques heures.

Le sentiment que le temps et l'espace sont imbriqués l'un dans l'autre.

Le sentiment de se trouver au milieu de miroirs déformants, de tituber.

Après : une épouvantable euphorie, parce que tu entend quelque chose, à cause de la différence acoustique entre le jour et la nuit. Le sentiment que le temps coule maintenant, que le cerveau se dilate à nouveau, que la moëlle épinière redescend — pendant des semaines.

Le sentiment qu'on t'a arraché la peau.

KLAUS CROISSANT

LA JUSTICE ET LA TORTURE PAR L'ISOLEMENT *

Andreas Baader
Gudrun Ensslin
Manfred Grashof
Ulrike Meinhof
Werner Hoppe
Irmgard Möller
Bernhard Braun
Brigitte Monhaupt
Jan Carl Raspe
Verena Becker
Irene Görgens
Gerhard Müller
Brigitte Asdonk
Hans Jürgen Bäcker
Monika Berberich
Eric Grusdat
Astrid Proll
Holger Meins
Inge Viet
Horst Mahler
Carmen Roll
Rolf Heissler
K. Hammerschmidt
Dr Wolgang Huber
Dr Ursula Huber
Siegfried Hausner
Ingrid Schubert
Dieter Zerbs
Roland Otto
Edgar Wolz
Manfred Schneider
Franz Hübler
Peter Paul Zahl

1. L'attentat en question a été commis au printemps 1972.

Heinrich Janssen
Klaus Jünschke
Dieter Kunzelmann
Marianne Hoppe
Stefan Heidebrand
Rolf Pohle
Heinz Brockmann
Wolfgang Grundmann

et plusieurs autres prisonniers en détention préventive ou en application de peine font depuis le 8 mai 1973, c'est-à-dire depuis vingt-cinq jours, une grève de la faim illimitée. Ils sont décidés à la continuer jusqu'à ce que leur juste revendication : suppression de la torture par l'isolement, soit reconnue.

Pour Horst Mahler, Ingrid Schubert, Eric Grusdat, Heinrich Janssen, Irene Görgens, Brigitte Asdonk, Monika Berberich et Hans Jürgen Bäcker, la détention dans l'isolement dure depuis deux années et demie, pour la plupart des autres prisonniers depuis plus d'une année. De nombreux détenus, en prévention ou en application de peine, se sont associés à cette grève de la faim, ayant compris que leur détention est une répression politique.

Les institutions de l'Etat et de la justice nient avec une détermination bornée que ces prisonniers sont des prisonniers politiques. Face aux moyens d'information, on affirme qu'en République Fédérale il n'y a pas de prisonniers politiques. Cette affirmation cherche à tromper l'opinion publique. Ceux qui gouvernent cet Etat, les hauts fonctionnaires qui tiennent les leviers de commande, n'ignorent pas du tout qu'il y a en réalité des prisonniers politiques en R.F.A., que le nombre de ceux-ci augmente continuellement et que de nombreux détenus prennent conscience du caractère politique de leur détention.

Le traitement « spécial » infligé aux prisonniers politiques, comparé aux conditions de détention des prisonniers de droit commun, démasque l'impudence du mensonge officiel.

D'après l'article 119, paragraphe 3, du Code de procédure pénale (*Strafprozessordnung*), texte de base sur les conditions d'application de la détention

préventive, les conditions de détention ne peuvent être renforcées que dans la mesure où cela est nécessité par les buts de la détention préventive ou par le maintien de l'ordre à l'intérieur de la prison. Dans les faits, les conditions de la détention préventive pour les prisonniers politiques dépassent de loin les cas de renforcement de la détention prévues par la loi. Les prisonniers politiques sont maintenus en permanence dans l'isolement, à la demande du procureur et par décision judiciaire. Dans le détail, les mesures d'isolement se fondent sur les décrets concernant les conditions de déroulement de la détention préventive, instructions administratives émanant des ministères de la Justice des « länder », mais n'ayant pas caractère de loi.

Ces mesures d'isolement comportent dans la règle :

1. Stricte détention individuelle ; c'est-à-dire que le prisonnier est isolé à l'intérieur de la prison pendant des mois et des années, isolement renforcé par la mise en place d'un grillage fin s'ajoutant aux barreaux devant les fenêtres ou de plaques de béton empêchant le prisonnier d'avoir tout contact visuel avec l'extérieur.

2. Le prisonnier est condamné à faire sa promenade quotidienne seul. Etant déjà isolé dans sa cellule, il ne peut entrer en contact avec d'autres prisonniers au cours de sa promenade.

3. Exclusion de toutes activités collectives, y compris des services religieux et de la douche prise en commun.

4. Censure politique des livres, journaux, revues et toutes autres sortes d'imprimés. A cela s'ajoute pour beaucoup de prisonniers la restriction rigoureuse du courrier et des visites, d'une manière jusqu'à présent jamais pratiquée dans l'histoire de la justice d'après la guerre.

Ces prisonniers ne sont autorisés à recevoir du courrier que de leurs parents les plus proches, de

leurs avocats et des services publics, toutes les autres lettres sont renvoyées à leurs expéditeurs, si elles ne sont pas, comme dans beaucoup de cas, simplement ouvertes, au mépris du secret de la correspondance, garantie par la Constitution. Ils ne peuvent écrire qu'à leurs parents les plus proches, leurs avocats, aux services publics. Tous les autres envois sont retenus.

Ces prisonniers ne peuvent recevoir de visite que de leurs parents les plus proches, de leurs avocats et d'autorités dans l'exercice de leurs fonctions. Tous les autres visiteurs sont refoulés.

Plusieurs prisonniers, comme Wolfgang Grundmann, Manfred Grashof, Klaus Jünschke, voient tous les imprimés, y compris les quotidiens, censurés par décision judiciaire. Les textes en rapport direct avec les procès à caractère politique ou attaquant ceux qui dans cet Etat possèdent le monopole de la violence, sont découpés. Souvent les prisonniers reçoivent des journaux ou imprimés presque entièrement découpés.

Une censure renforcée de tous les écrits politiques est pratiquée pour tous les prisonniers politiques par les magistrats ou les gardiens. Cela aussi est une mesure d'isolement permanente.

Toutes ces mesures, de par leur nature et leur caractère systématique, doivent être définies pour ce qu'elles sont : traitement inhumain et torture ; de par leurs formes elles correspondent à la définition des traitements spéciaux infligés à des êtres humains et enfreignent l'article 3 de la Déclaration des Droits de l'Homme et l'article premier de la loi fondamentale (la Constitution de la République fédérale d'Allemagne).

Or selon l'article 5, paragraphe 3 de la loi fondamentale (*Grundgesetz*), personne ne peut être favorisé ou défavorisé du fait de ses opinions politiques.

La pratique quotidienne dans les prisons aboutit à l'interdiction sous le couvert des notions « d'ordre libre et démocratique » d' « ordre constitutionnel »

et du règlement des prisons alors que, correctement appliqués, les textes constitutionnels garantissent la liberté d'expression et d'information et interdisent la censure. Pour le fonctionnaire appliquant la censure politique il y a identité entre l'ordre constitutionnel auquel il doit se référer dans ses décisions et l'ordre social au pouvoir dans cet Etat. La fonction de la justice devient pour tout un chacun évidente lorsque des juges et des gardiens de prisons faisant fonction de censeurs confisquent des livres ou revues socialistes ou de la littérature marxiste ou tout simplement orientée à gauche ou encore lorsque ces personnages dénoncent des « tendances extrémistes » ou « de lutte des classes ». Cette fonction n'est donc pas de protéger l'ordre constitutionnel mais de protéger la domination capitaliste et la complicité impérialiste d'un ordre social où l'un des articles essentiels de la Constitution de la R.F.A. est réduit à une phrase cynique :

« La République fédérale est un Etat fédéral démocratique et social. » (Article 20, Grundgesetz, paragraphe 1.)

La justice politique ne protège pas le système constitutionnel mais l'ordre social, c'est-à-dire le système de domination d'un Etat qui est un des meilleurs alliés de la puissance principalement responsable de l'assassinat massif pratiqué au Vietnam et de l'oppression qui détruit des vies humaines dans les pays du tiers monde.

La protection de ce système de domination entraîne la répression de tous les socialistes conséquents avec eux-mêmes. C'est pour cela que la justice pratiquant la censure politique foule aux pieds les libertés garanties par la Constitution, dès qu'elles sont exercées par les prisonniers politiques qui ont d'un Etat démocratique, d'un Etat social, d'un Etat de droit une autre conception que celle des gens qui ont le pouvoir dans cet Etat.

La justice politique méprise ses propres lois si elle entrevoit dans le respect de la loi un danger

pour le système de domination existant, même si celui-ci est injuste, exploiteur et destructif.

Si l'existence du pouvoir réel est remise en question, on s'aperçoit rapidement de la fragilité de la façade de l'Etat de droit bourgeois et des garanties juridiques de sa Constitution. On s'aperçoit alors que les organes institués précisément pour protéger et garantir l'Etat constitutionnel l'attaque ouvertement et massivement et il devient évident que le droit n'est que l'expression du pouvoir établi et des rapports de force.

La justice réprime la résistance des prisonniers politiques contre les structures du pouvoir en R.F.A. en mettant en doute leurs facultés mentales, en préparant (ou en ayant recours à) leur psychiatrisation. La procédure contre le S.P.K. (Collectif socialiste de Patients de Heidelberg) en est un exemple. Pour la préparation du procès, le tribunal du Land à Karlsruhe a posé au directeur médical de la prison-hôpital de Hohenasperg la question suivante :

« En supposant qu'une personne refuse l'ordre économique et juridique de la République fédérale d'Allemagne, et qu'elle se place consciemment en opposition avec ses structures économiques et enfreint la loi pour les changer, est-il possible d'après les règles reconnues de la psychiatrie d'affirmer sur ce seul fait que cette personne souffre de troubles de la conscience, est malade de l'esprit ou est atteinte de faiblesse mentale ? »

Le directeur médical a répondu à cette dangereuse question de manière évasive...

Indépendamment de cette demande, les institutions judiciaires, en l'occurence le procureur de Karlsruhe, ont procédé un mois auparavant au transfert de quatre membres du S.P.K., Eckehard Bleck, Siegfried Hausner, Heinz Mühler et Werner Schork, contre leur volonté et par l'utilisation de la violence, à l'hôpital prison de Hohenasperg afin de les psychiatriser de force.

Dans une lettre adressée par le procureur de Karlsruhe à l'avocat de Hausner, il est dit de manière lapidaire :

« Par la présente je vous informe que votre client Siegfried Hausner sera transféré à l'hôpital pénitentiaire de Hohenasperg afin d'examiner sa responsabilité pénale. »

Contrairement aux prescriptions du Code de procédure pénale, ces mesures ont été prises sans décision juridique. Le procureur a dû renoncer à cette psychiatrisation après les protestations des défenseurs et des membres du S.P.K. concernés qui avaient refusés toute participation aux tentatives de psychiatrisation par des médecins de la prison.

Aux protestations légales des prisonniers comme, par exemple, une grève de la faim, l'on répond par la tentative de psychiatrisation de force.

Siegfried Hausner avait commencé, le 18 janvier 1973, une grève de la faim contre l'isolement qu'il subissait depuis son arrestation. Le lendemain déjà, le médecin du pénitencier de Karlsruhe le menaçait de transfert au Hohenasperg s'il ne cessait pas la grève de la faim. En effet, Hausner a été transféré à l'hôpital prison un jour après. Le 23 janvier 1973, un médecin, Frau Dr Kulicke, lui annonça qu'on allait le psychiatriser. Les détails de son séjour sont tirés des observations faites par son avocat au cours de sa visite du 29 janvier 1973. Il décrit la cellule 46, de sinistre réputation, dans laquelle Hausner était enfermé. Je cite une lettre de son avocat au tribunal de Karlsruhe, datée du 31 janvier 1973 :

« Dans la salle qu'occupe Hausner, huit personnes sont enfermées, il n'y a pas de casier, mais des boîtes en carton afin que les prisonniers puissent y déposer leurs affaires. Des traces de sang sur les murs qui pourraient provenir du fait que des prisonniers se cognent la tête contre le mur.

« Ni chaise, ni table ; dans la salle, les internés ne peuvent donc que vivre au lit.

« Comme les autres prisonniers, Hausner porte

l'uniforme de l'hôpital-prison, qui par ses rayures rappelle celui des prisonniers des camps de concentration. Vers 17 heures l'on retire à Hausner ses vêtements, ainsi que son stylo à bille, ce qui fait qu'après cette heure il ne peut même pas s'occuper à écrire. Cigarettes et tabac lui ont été confisqués à son arrivée.

« Le 26 janvier 1973, l'après-midi, Hausner a été alimenté pour la première fois par la force. Un tuyau de caoutchouc lui a été mis dans le nez, par le tube digestif jusqu'à l'estomac. Après que Hausner se refusa à donner son urine pour l'analyser le médecin le menaça de le sonder.

« Le soir du 26 janvier 1973, Hausner déclara qu'il cesserait sa grève de la faim le lendemain. Il refusa d'abord de prendre le liquide alimentaire qu'on lui présentait. Le médecin Frau Dr Kulicke prit alors la sonde et la fit passer par une narine, pendant que deux gardiens lui tenaient la tête. Hausner a donc été obligé à boire de force. »

A l'accusation de psychiatrisation forcée, le tribunal du Land à Karlsruhe répondit le 14 février 1973, par écrit :

« Le tribunal n'a pas ordonné ou autorisé un examen psychiatrique. Il n'a pas eu lieu. D'après le rapport de l'hôpital du Land, les médecins ont voulu se faire une image de l'état psychique du malade, du fait qu'ils le soupçonnaient de troubles psychiques. »

Il ne peut être reconnu de manière plus nette que l'on essaie de soumettre un prisonnier à un examen psychiatrique contre sa volonté et sans la décision judiciaire exigée par la loi.

De manière générale, l'emprisonnement par l'isolement et les mesures prises par les instances de l'Etat pour l'appliquer et pour briser la résistance légale de prisonniers, atteignent une telle ampleur que l'opinion publique ne peut plus rester silencieuse. Plusieurs prisonniers sont nourris par la force. Citons le cas d'Andreas Baader. Dans un communiqué de ses avocats, Golzem, von Plottnitz, Riedel et

Koch, adressé le 23 mai 1973 à la presse, on peut lire :

« Bien que Baader se trouvât en bonne condition, le 22 mai 1973 vers midi, le médecin de la prison, le Dr Degenhardt de Kassel, arriva dans sa cellule avec un commando de dix gardiens afin de lui faire ingurgiter par la force une solution à l'aide d'un tuyau gros comme le pouce. Trois fois Baader réclama une cuillère afin de prendre la solution de son plein gré. Malgré cela le médecin ordonna aux gardes de le tenir et lui passa le tuyau par la bouche, la gorge et le tube digestif en lui tenant le nez fermé. Baader vomit et faillit s'étouffer. Le tuyau lui ouvrit la gorge et le tube digestif et il vomit du sang. Après cette torture, le Dr Degenhardt lui fit trois piqûres intraveineuses et il perdit conscience pour huit heures.

« Dans la matinée du 22 mai 1973, Baader avait reçu la visite de l'un de ses avocats, Koch, du collectif d'avocats de Francfort. L'avocat put s'assurer de l'état de santé, relativement bon, du prisonnier. Lorsqu'il se rendit l'après-midi à nouveau dans la prison pour continuer sa visite, Koch apprit par le gardien chef que le médecin avait prescrit à Baader de rester strictement allongé. Une visite d'avocat n'était de ce fait pas possible. L'avocat demanda à être reçu par le directeur Metz qui refusa.

« En tant que défenseurs d'Andreas Baader nous constatons : Andreas Baader ne fait pas seulement l'objet de tortures psychiques, dans la prison de Ziegenhain (Hessen), mais il est torturé physiquement selon des méthodes copiées dans les moindres détails sur celles des régimes fascistes de Grèce, Espagne, Portugal, Turquie et Brésil. Une alimentation par la force, malgré la promesse de s'alimenter volontairement faite par le prisonnier, est une torture.

« Nous exigeons la punition du médecin de la prison, le Dr Degenhardt, et de ses aides. »

Après ce traitement, le 24 mai 1973, Andreas Baader a été placé dans une cellule « sèche » et pri-

privé d'eau pendant plusieurs jours (continuation des tortures précédentes).

Bernhard Braun, emprisonné au pénitencier de Munich-Stadelheim, a aussi été menacé d'être privé d'eau, mais du fait d'une plainte portée par son avocat contre le directeur de la prison, cette mesure n'a pas été appliqué.

Le tribunal de Munich a refusé la mesure de privation d'eau potable demandée par le directeur de la prison le 21 mai 1973.

« La privation d'eau potable serait selon l'avis du juge d'instruction une atteinte injustifiée au droit fondamental du prévenu à l'intégrité de sa personne (article 2, paragraphe II : *Grundgesetz*). Cela ressort aussi du jugement porté sur cette mesure d'un point de vue médical. D'après l'expertise du médecin du tribunal du Land une privation d'eau potable ne serait envisageable que théoriquement et elle serait médicalement irresponsable même pour une courte durée. La privation de liquide aurait des effets néfastes sur la santé même sous contrôle médical. Du fait de l'apparition de troubles graves de l'équilibre mental l'on pourrait s'attendre à des délires, des crampes, des syncopes, provenant de troubles de la circulation et finalement à la mort par déshydratisation. Du fait de ces conséquences dévastatrices, cette mesure de dessèchement est incompatible avec l'article 2, paragraphe II, Grundgesetz.

« L'article 2, paragraphe II de la Grundgesetz exige une base légale pour des interventions concernant le droit fondamental à la vie et à l'intégrité du corps. L'article 119, paragraphe III. St.-PO (*Strafprozessordnung* = Code de procédure pénale) ne peut être reconnu comme fondement légal du fait de l'importance de l'intervention.

« Cette mesure n'est pas non plus justifiable par les principes généraux du ministère fédéral de la santé, ni par l'expertise du médecin auprès du tribunal du Land de Furth.

« Les deux expertises voient dans la privation d'eau potable un excellent moyen pour faire cesser une grève de la faim mais ne se posent pas le problème des conséquences de cette mesure (1). »

Si malgré tout cela le dessèchement est pratiqué dans d'autres prisons sur certains prisonniers, cela prouve à quel point la justice et le système pénitentiaire de R.F.A. sont disposés à la torture. Celui qui dans une situation aussi alarmante garderait le silence serait coupable de complicité avec des mesures inhumaines que le système au pouvoir réserve à ceux qui ne peuvent plus longtemps supporter son inhumanité.

Klaus CROISSANT.

1973.

1. Cette décision du tribunal a été annulée le 5 juin 1973 après l'exposé de Klaus Croissant, par le Tribunal du Land (instance supérieure de Munich). Braun a été placé dans une cellule sèche.

DOCUMENTS

I. — *Mesures spéciales pour l'isolement.*

Maîtres
Kurt Groenewold, Franz-Josef Degenhardt et Wolf Dieter Reinhard
Avocats
2000 Hambourg 19
Osterstrasse 120

Objet : Instruction de l'affaire Manfred Grashof et Wolfgang Grundmann.

Me rapportant à votre lettre du 27 mars 1973 — KG/SU/793 — que le tribunal de Kaiserslautern m'a fait parvenir pour que j'y donne suite, je vous transmets les instructions suivantes : l'accusé Grashof fait l'objet des décisions judiciaires ci-après :

1) 24 mars 1972 juge d'instruction du B.G.H. (1) :

a) mains liées derrière le dos lors des déplacements à l'extérieur de la cellule ;

b) heure de loisirs prise individuellement ;

c) interdiction de participer aux manifestations collectives, service religieux compris ;

1. B.G.H. : Bundesgerichtshof : Cour fédérale de justice : la plus haute instance de justice pénale en R.F.A.

d) pénètre dans sa cellule accompagné de deux gardiens.

La plainte ayant trait à l'interdiction de participer aux manifestations collectives a été repoussée par décision du Landgericht de Kaiserslautern datée du 6 février 1972.

2) 12 avril 1972 — Juge d'instruction au B.G.H. :

Les agents du B.K.A. (2) ont toujours l'autorisation de demeurer auprès du prévenu durant les visites de ses parents.

3) 12 avril 1972 — Juge d'instruction au B.G.H. :

Le prévenu est dispensé des menottes à l'intérieur des bâtiments de la maison d'arrêt de Hambourg.

En ce qui concerne l'heure de loisir, le port des menottes est maintenu jusqu'à nouvel ordre.

4) Electrophone à piles autorisé, à la condition expresse que la maison d'arrêt se charge de procurer l'appareil et les disques au prévenu.

5) 12 septembre 1972 — Tribunal de Kaiserslautern :

Le prévenu ne sera autorisé à recevoir des visites et du courrier que des membres de sa famille ; les journaux, les périodiques, les livres et autres objets imprimés devront être contrôlés par l'établissement pénitencier de Zweibrücken.

6) 22 décembre 1972 — Tribunal de Kaiserslautern :

Confirmation de la décision communiquée par téléphone : tous les articles concernant l'instruction et les procès des complices du prévenu devront être découpés dans les journaux dont la lecture est autorisée.

7) 23 décembre 1972 — Landgericht de Kaiserslautern :

2. B.K.A. Bundes Kriminalant : Police judiciaire fédérale dont le modèle est le F.B.I. américain.

Le recours engagé par le prévenu contre l'article N° 6 a été repoussé.

8) 16 janvier 1973 — Amtsgericht de Kaiserslautern :

Interdiction d'utiliser un poste de télévision personnel.

9) Landgericht de Kaiserslautern :

Le recours engagé par le prévenu contre l'article N° 8 a été repoussé.

10) 5 octobre 1973 — juge d'instruction du B.G.H. :

Autorisation de fouiller d'une manière approfondie le prisonnier, ses effets, et sa cellule, particulièrement avant et après chaque visite ; observations répétées au cours de la nuit, en actionnant brièvement le commutateur de la cellule.

11) 29 mars 1973 — Amtsgericht de Kaiserslautern :

Avant et après les visites de l'avocat, on devra procéder à une fouille plus complète du prévenu et de sa cellule. On s'en dispensera avant et après les visites de la famille.

12) 28 mars 1973 — Amtsgericht de Kaiserslautern :

Le prévenu a la permission d'effectuer la promenade quotidienne en compagnie d'un prisonnier en détention préventive qui sera choisi par l'établissement pénitencier mais ne devra pas faire partie des complices du prévenu ni être soupçonné des mêmes délits. Les décisions N°s 11 et 12 ont également été prises à l'égard du prévenu Grundmann.

Du reste, votre demande concernant le prévenu Grundman n'a pas été satisfaite, cette affaire passant actuellement devant le B.V.G.

Signé Tagliobor
Le Staatsanwalt.
Procureur.

Arrêté

« A la demande de la maison d'arrêt de Karlsruhe les mesures suivantes ont été arrêtées à l'encontre de Lutz Buhr et seront applicables dès son retour de l'hôpital pénitencier de Hohenasperg :

1) cellule individuelle,

2) promenade individuelle,

3) bain individuel,

4) interdiction d'assister aux activités de loisir, *service religieux inclu,*

5) contrôle journalier et approfondi de la cellule,

6) fouille approfondie du prévenu à effectuer par deux gardiens avant chaque présentation au juge et lorsqu'il quitte sa cellule,

7) port des menottes pendant chaque présentation et lorsqu'il quitte sa cellule,

8) au moins deux agents seront requis pour pénétrer dans la cellule,

9) hors de sa cellule le prévenu doit être sous la surveillance permanente de deux agents qui se tiendront à proximité,

10) après les visites des avocats et défenseurs, le prévenu devra être soumis à une fouille approfondie à laquelle devront assister deux agents,

11) au cours des visites, le prévenu n'a pas le droit d'accepter ou de donner des fruits ou autres objets,

12) le prisonnier n'a pas le droit de conserver dans sa cellule plus de dix livres et dix journaux (ou magazines).

Ces mesures sont nécessaires, car le prisonnier actuellement en détention préventive continue à manifester l'intention de troubler l'ordre de l'établissement. Il y a lieu de redouter une tentative d'évasion ; il tend à se livrer à des actes de vio-

lence qui justifient le renforcement des mesures de sûreté.

Un recours pourra être engagé contre cet arrêté — il devra alors être déposé par écrit au greffe de l'Amtsgericht de Karlsruhe.

Signé Waetke,
juge.

Arrêté

concernant la procédure engagée
contre Werner Hoppe
né le 17 février 1949 à Hambourg.

Le prisonnier en détention préventive fait l'objet des mesures de sécurité suivantes :

1) interdiction de participer au service religieux,

2) interdiction de participer aux activités collectives,

3) promenade individuelle.

Pour les points 2 et 3 on se limitera à une interdiction d'une durée d'un mois. Ensuite la décision sera reconsidérée.

Motifs

Après la mise en application de l'arrêté du 12 juillet 1973 stipulant la suspension des mesures de sécurité ordonnées auparavant, il s'est avéré que de nouvelles mesures de sécurité doivent être prises.

Le prisonnier trouble le service religieux du 12 juillet 1973 en conversant à voix haute avec d'autres prisonniers et ignorant les divers rappels à l'ordre de l'aumônier. Il réclame le droit de profiter du service religieux pour prendre des contacts avec les prisonniers et discuter avec eux. Hoppe et les autres prisonniers ayant contribué au désordre n'obtempèrent pas à l'ordre de quitter la salle. Hoppe demanda mêmes aux autres prisonniers, sans grand succès il est vrai, de procéder à un vote afin de décider s'il devait se retirer ou non. Comme les autres perturbateurs refusaient de quitter les lieux, l'aumônier n'eut pas d'autre possibilité que d'interrompre la messe. Le comportement du prisonnier en détention préventive Hoppe constitue non seulement une grave infraction au règlement de l'établissement, mais montre aussi que Hoppe a tenté, en misant sur la solidarité des autres prisonniers, de protester publiquement contre les ordres répétés de faire silence et de les ignorer. Il est à craindre que le prisonnier en détention préventive tente de pousser les autres détenus à se révolter contre le règlement de l'étab'issement. Ces inquiétudes sont fondées sur le fait qu'il partage les idées des groupes de l'extrême gauche qui se sont donné pour but de combattre et de détruire l'ordre protégé par le G.G. (3) — partout et par tous les moyens. Sur le fait, aussi, que le prisonnier en détention préventive n'a plus, comme par le passé, enfreint tout seul le règlement intérieur mais qu'il s'est ligué avec les autres détenus pour organiser un soulèvement commun.

Les mesures arrêtées sont indispensables. Les mesures décrites aux points 2 et 3 sont temporaires et seraient suspendues si le détenu donnait l'impression de vouloir à l'avenir respecter le règlement intérieur.

Le Président de la Grosse F.K. 7
von Gerkan
Juge siégeant au Landgericht

Remarques

La décision précitée du 12 juillet 1973 avait été prise notamment à cause des dommages physiques

3. Grundgesetz : Loi fondamentale (Constitution de la R.F.A.).

et psychiques qui avaient résulté d'un internement par isolement de plus de deux ans. Depuis la dernière décision, Hoppe est encore plus isolé qu'auparavant. Il est plongé dans le vide sonore : toutes les cellules situées à côté, au-dessus et au-dessous de la sienne restent inoccupées.

En ce qui concerne la démarche de Hoppe demandant aux autres détenus de voter pour décider s'il devait rester ou non au service religieux, demande qui serait restée « sans écho », il faut noter qu'aucun prisonnier n'a exigé qu'il s'en aille. Dans toutes les prisons, les services religieux ont toujours donné aux prisonniers l'occasion de prendre des contacts et de discuter entre eux.

TÉMOIGNAGES DE PRISONNIERS

EXTRAITS DE LETTRES

Le chef écume l'Amérique. Les prisons et le marché des techniques de sécurité pour les prisons. Ce qu'il trouve bien on le construit ici. La « prison modèle » Klingelpütz est un bon exemple. Pas de meilleures conditions de vie pour les prisonniers, mais plus de sécurité pour l'ordre, le calme et la relégation. Le prévenu est une chose dans les dossiers, un numéro ; dans l'existence, un cobaye à la limite de la vie.

Les moyens : d'abord les techniques d'administration : cela va du psychiatre à la violence ouverte. Si celle-ci ne suffit pas, il y a, à la prison de Reinbach, une survivanve du Moyen Age à disposition : les oubliettes. Quinze jours d'obscurité par exemple.

Ensuite les techniques de construction : la prison est à 80 ou 90 % séparée visuellement et acoustiquement du monde extérieur (bâtiments bas, hauts murs, unités complètement fermées sur elles-mêmes, échelonnement : les gars difficiles au milieu, les autres autour). Les unités fermées sur elles-mêmes sont isolées les unes des autres, en partie visuellement, en partie acoustiquement. Chaque unité est comme une cage à lapin, deux étages — il n'y a

pas de vis-à-vis et quand on regarde par la fenêtre de la cellule on voit le rouge monotone du mur arrière de la maison d'en face (tout est d'un rouge monotone). Cela évite d'avance les « conflits limités ». La taule est contrôlable, la rébellion plus facile à combattre. Contre les hommes, l'arme de l'isolement, la méthode Ossendorf.

Isolement. L'ensemble de la prison : tant de bâtiments séparés. L'ensemble du bâtiment : tant de cellules séparées. On peut encore augmenter cet isolement : stricte garde au secret. Refus d'accorder des faveurs. Refus d'accorder des droits reconnus. D'une façon générale : le meurtre à crédit. Pour la propagande : un émetteur dans la maison, Big Brother qui peut t'atteindre toujours et partout, même quand la radio de la cellule est arrêtée, même quand tu dors. Il y a eu huit suicides à Ossendorf cette année : huit meurtres.

La police de l'émigration, la justice, les flics ne sont que des complices.

La plus grande vacherie après mon arrestation : une fois en ma présence, une autre fois derrière mon dos, ils ont raconté à mes parents, mes deux sœurs et mon frère, ce que j'avais fait, ce que je pourrais avoir fait, ce qui pourrait encore arriver, ce que je pourrais empêcher. Bref, on torture ma famille dans le but de me faire parler. Les femmes s'effondrent et se mettent à pleurer. Toute la famille essaye de me persuader. Et je dois me taire devant tous les mensonges et les calomnies. (Mes parents croyaient aux autorités — ergo, tout ce que disaient les flics était vrai.) (En Iran, des parents [par exemple frère ou sœur] sont torturés physiquement pour forcer les prisonniers à parler [voir une « Lettre de prison » dans *Résistance,* N° 1, septembre 1972] tout à fait dans cette ligne un article dans le B.Z. me diffamant comme traître.)

En plus de cela, pendant cinq jours, toutes sortes d'obstacles pour m'empêcher de contacter mon avocat. D'autres brimades pendant les premières semaines : pas de livres, pas de journaux les premiers dix jours, pas d'argent pour les besoins de base (tabac, etc.). Au fur et à mesure, ils renforcent les mesures de sécurité ; cadenas supplémentaire, la nuit un gardien devant la cellule et dans la cour un gardien armé. (...)

Au moment de mon transfert à Cologne, les « mesures de sécurité » ont été terriblement renforcées : lumière continuelle, grillage-moustiquaire devant les fenêtres, mesures disciplinaires (pour des vétilles, par exemple à cause de deux piles électriques que je n'avais pas le droit de garder mais qui avaient été négligées par les gardiens lors du contrôle d'entrée) ; fouille en allant et en revenant de la promenade ; pendant celle-ci, trois gardes, dont un armé ; manœuvres pour terroriser ma famille pendant les visites en nous faisant espionner par quatre flics ; ils m'ont enlevé ma radio malgré la permission donnée par le juge ; ils m'ont aussi enlevé mon thermoplongeur... En gros voilà à peu près les faits.

La torture par l'éclairage continuel, l'usage du grillage-moustiquaire.

Lumière continue ; plus tard, à partir de janvier 1973, réveil toutes les heures. La torture résulte de la conjonction entre la situation d'isolement et la lumière continue avec réveil toutes les heures. « Les pensées sont libres », cela n'est vrai que sous réserve. Il faut pour cela un minimum d'autonomie physique et psychique. Si cette autonomie est réduite par la lumière continuelle et le réveil toutes les heures, par exemple, l'existence se réduit à la simple respiration. De plus, l'éclairage continu combiné avec le réveil nocturne est l'expression d'un pouvoir de domination totale, c'est l'usure du combattant par la démonstration permanente de la « toute-puissance » du système impérialiste. Si cette permanence du contrôle est dirigée contre le prisonnier — tactique d'usure du foyer de guerre civile couvant *à l'intérieur du prisonnier* — le grillage moustiquaire

est un moment de *l'encerclement* du prisonnier, le point sur l'i de l'isolement.

La torture larvée.

La torture comme somme de petits terrorismes : la promenade, attaché — l'inspection quotidienne et méticuleuse de la cellule — le palpage à chaque sortie de cellule, etc. Cela aussi c'est de la torture, mais celle qui ne fait pas de gros titres.

La violence nue.

La nouveauté, ça a été la brutalité : deux flics font irruption dans la cellule et m'attrapent par le bras ; avant même que je puisse me rendre compte de ce qui m'arrive, ce type de la « Soko » (1) qui a un défaut de prononciation est devant moi et veut lire une décision du tribunal. Je me laisse tomber et pendant ce temps la cellule se remplit de matons (l'un est armé d'une matraque, les autres sont pour la plupart des « armoires »). La suite est difficile à décrire. Pendant qu'ils me ligotent, celui qui a la matraque me frappe le genou et la jambe gauche, un autre essaie de me briser la nuque ; je me fais tout à fait l'impression d'être une grosse hélice entourée de cinq petites (les cheveux). Les menottes sont serrées jusqu'à l'os. On me traîne au cachot et on me jette sur le bas-flanc. Le type de la Soko essaie toujours de lire son papier. Je gueule : « Je m'en fous ! Fous-moi le camp, rat ! » La réponse ne se fait pas attendre, il me relève en me tirant par les menottes qui se serrent si fort que je hurle, et il me rejette tête la première sur le bas-flanc. Quelques temps après ils me traînent chez le coiffeur. Pendant qu'on me coupe les cheveux, la barbe et les favoris, j'entends des cris horribles qui viennent d'une autre cave. Facile à deviner : Ulrike ! On me tord le bras et j'avance de mon plein gré. D'abord je dois retourner dans la cellule. Les pieds et les mains

1. Sonderkommission « Baader-Meinhof » : groupes policiers spécialisés dans la lutte « anti-terroriste ».

attachés, les menottes toujours au poignet, j'arrive enfin dans la salle où dix témoins attendent que je fasse mon entrée. On me photographie. Ils m'ont arrangé une coiffure comme jamais de ma vie. Pour sûr je n'ai jamais eu cette gueule-là, que ce soit avant ou après mon arrestation.

Toute l'affaire se joue entre environ 10 h 30 et 12 h 30. Tous ceux de la Soko qui voulaient m'interroger sont là, sauf W. Pour la prison il y avait S. et la clique des inspecteurs et évidemment un paquet de matons.

Résultats : c'est enflé à la place des liens. Le dessus de la main est encore insensible (les nerfs sont engourdis). Quand je bouge la tête ça craque et ça fait mal. Sur le crâne, j'ai une bosse.

***

L'arrestation.

« T'as eu de la chance que Schorsch ait eu la main sûre. »

Quatre journées d'identification.

Défilé des auxiliaires « neutres » : curé, médecin.

« Vous pouvez tranquillement me... » — « Ce que vous dites ici reste entre nous... »

Expérience : ne pas « céder » d'un pouce, pas de cigarette, pas de café, rien. Car de toute façon, on ne voudrait pas les voir. A chaque « faiblesse » ils croient déceler une piste possible, ils reviennent, ils recommencent. Chaque mouvement humain est perçu, à cent pour cent, comme une faiblesse, dans la cervelle d'un flic ; ils ne peuvent plus penser autrement.

Le quatrième jour, ma mère est amenée par quatre flics pour m'identifier. T. en personne se plante entre nous, nous interrompt : « Vous ne pouvez qu'améliorer votre situation... » etc. Il veut commencer un interrogatoire, je l'ignore. Il nous interrompt de nouveau. Je l'engueule : « la ferme ». Il bondit

de sa chaise, se rue sur moi comme s'il voulait me frapper. Se rend compte que cela pourrait nuire à sa réputation auprès de ma mère, le bon oncle qui ne veut que mon bien.

Moi : « C'est toi ou moi ». Je me lève. Il sort et me laisse seul avec elle. Pas étonnant, elle l'appelait tous les mois pour lui demander s'il n'avait pas encore de mes « nouvelles » ou des trucs de ce genre.

Il n'arrive pas à faire des photos ressemblantes et pas du tout d'empreintes digitales. Au téléobjectif, le pull remonté, le col de manteau dressé, etc., de l'extérieur de la cellule... Ils vous arrachent la tête en tirant les cheveux. Puis : les yeux fermés, faire des grimaces. Tu peux être sûr d'une chose : bien que leur étant totalement livré, tu ne feras rien volontairement, ils n'auront rien de toi. Du fait de cette fermeté tu es toujours aux aguets ici en taule : d'où viendra la prochaine attaque ? Ils peuvent tout faire avec toi ; en dehors de la machine il n'y a rien.

Il est bon d'écrire. De tout noter. De comprendre, de définir tout ce qu'ils font avec toi, chaque saloperie, chaque ruse, de façon à émousser à chaque fois le tranchant de leurs armes.

L'anesthésie forcée.

« Ils viennent me chercher dans la cellule vers 6 heures. Cellule sèche. « Vous devez rester à jeun. » Je n'ai pas compris pourquoi. Bêtise ? Je ne sais pas exactement. Je crois que d'une certaine manière je ne voulais pas le savoir. Je ne peux pas l'expliquer exactement. Je ne peux que dire que je n'ai jamais réussi à m'imaginer ce qu'ils me feraient la prochaine fois, après m'avoir de nouveau menacé « d'utilisation directe de la violence ». Ce qu'ils ont fait. Je me suis fait apporter un livre.

Ensuite le service de santé. La table gynécologique pour s'allonger. Partout des liens de cuir, trente-quatre centimètres de large. Je suis debout, face à cette chose. Derrière moi deux « armoires à glaces », surveillent la porte. Devant moi trois flics, un médecin, la « sœur ». Ils papotent tous. Je m'imagine qu'ils veulent m'attacher afin d'avoir huit mains de libre, de façon à amener mes mains en position pour prendre mes empreintes digitales. (Auparavant ils avaient essayé, sans succès, à cinq, sans me lier, pendant des heures.) Je ne sais pas du tout ce qu'ils ont pu raconter. Je réfléchis fébrilement à ce qui va m'arriver. Ils se précipitent sur moi, me jettent sur la chaise. Je donne des coups de pieds autour de moi. Après m'avoir attaché les jambes et la taille, quelqu'un, venant par derrière me prend la tête et la presse vers le bas, me collant au même moment le masque d'anesthésie sur la figure. Naturellement ma respiration est très forte. J'ai peur de mourir, je veux rester éveillée, me raidis contre les liens, ce qui fait que je respire plus fortement encore ce truc.

Je me réveille dans une chambre de malade. Le brouillard. Ils sont autour de mon lit. En ce qui les concerne, les matons, pas de désorientation. J'ai compris tout de suite : des flics. Mais il m'a fallu un moment pour comprendre comment j'étais arrivée sur ce lit de malade. J'ai dû leur demander, car je ne comprenais pas ce qui était arrivé. Je vais aux chiottes, à mi-chemin je vomis dans un lavabo. Le porc avait triplé la dose d'éther. Le soir encore ils devaient me soutenir, je voulais toujours sortir du lit dans mon brouillard. Je ne pouvais plus bouger la mâchoire, le cou était égratigné. Ils restaient sur place pour m'empêcher de sortir. Je disais toujours vouloir retourner dans la cellule.

Puis ils ont voulu causer. Je n'ai pas échangé dix phrases avec eux pendant ces dix semaines. Pas un mot. Je n'ai pas parlé avec les gardiennes, dès le début ; après j'en avais encore moins envie. Je ne *pouvais* pas parler avec elles. Je connais toutes les savantes analyses, « leur situation est aussi contradictoire » etc., et les analyses sont justes. Leur limite : ces analyses ne comprennent pas que jus-

tement ces contradictions sont instruments de terreur — du moins dans certaines situations. Non, *toujours*. Elles te désarment. C'est évident : les contradictions institutionalisées, arrangées pour affaiblir la victime de l'institution, la désarmer, et lui enlever la haine. Et la *haine* contre les porcs est la seule forme que prend la vie en taule.

Tu remarques comme il est important de ne pas parler au fait qu'ils fêtent chacun de tes mots comme une victoire — en réalité comme soulagement de leurs consciences de tortonnaires et d'assasins. Tu les aides à porter une partie de leur responsabilité, tu dois te faire leur complice. Tu dois leur montrer ton accord avec tes propres tortures. Ils veulent la victoire totale — et comme cela ils l'auraient. Et justement cela tu le *sais* et tu comprends entre autres choses, peut-être pour la première fois, ce que les savantes analyses ne savent *pas*.

Après deux semaines ils m'apportent des livres sans que je leur demande. Ils m'amènent chez le médecin parce que je ne parlais pas. Je n'ai parlé avec eux que lorsque (après mon transfert) j'ai pu parler avec d'autres détenus par la fenêtre. Là, cela était possible. Pourquoi ? Parce que la lutte prend une autre direction, parce que les contradictions redeviennent importantes dans ce contexte différent.

On raconte de M.C. dans le bled (Aichach) que leurs voisines ont demandé aux gardiennes si l'on réinstaurait le système des camps de concentration. Elles ont expliqué à M. qu'elles ne savent pas à l'avance ce qu'elles feront. Elles doivent exécuter. La question de leurs voisines leur était désagréable car elles voulaient sortir de leur réputation de geôlières. *Inspecteur social* !

La taule.

Aichach est une vieille prison. En forme de croix. D'une tour ronde vitrée, à la hauteur du premier étage, il est possible de voir tous les couloirs de

cellules. Il n'y a pas de plafonds, on marche sur un bâti en fer.

Dans la tour même il y a une cellule de sécurité, la veilleuse toujours allumée, sans interrupteur. Un haut-parleur que l'on ne peut entendre plus d'une demi-heure sans que la tête se mette elle aussi à vibrer. La cellule n'ayant pas d'interrupteur il faut appeler la gardienne si l'on veut entendre les informations. Les deux cellules voisines sont destinées à emmagasiner du papier hygiénique et autres articles de nettoyage, elles sont donc vides. Les cellules en dessous et au-dessus aussi sont vides.

A l'heure de la bouffe, un tabouret est mis devant ma cellule, trois gamelles, un couvert en plastique. Le maton se place à côté du tabouret. Les filles de service s'amènent avec la casserole ; remplissent les gamelles, disparaissent au coin, cinq mètres plus loin. La trappe s'ouvre, la bouffe y est jetée, le couvert aussi. Une demi-heure plus tard elles reviennent chercher la bouffe et le couvert. Le tabouret aussi est enlevé.

Avant que je sorte de la cellule, un gardien de la section des hommes est toujours appelé. Les couloirs sont évacués, du fait que les prisonniers veulent me voir, ils épient par les fissures.

Dans la cellule un lit de fer rabattu le jour. Deux planches faisant office de table et de banc, sont détachées du mur. La fenêtre, la partie inférieure à deux mètres cinquante du sol —, un long bâton pour éteindre la lumière. Du verre canelé. Pour regarder par la fenêtre sur la cour, ou sur le bâtiment des hommes qui se trouve en face, il faut grimper sur l'armoire boîteuse. Dans la liste des actes punis par le règlement interne on peut lire « est monté sur l'armoire ».

Le gros mec style patron, vient une fois par semaine et me dit que je dois avoir un « ordre féminin ». Comme il ne me donne pas de grand balais, j'arrête au bout d'une semaine et demie de le récla-

mer. La bouffe étant immangeable, je refuse de nettoyer les gamelles.

Une fois par semaine quelques bonnes femmes passent devant ma fenêtre pour la promenade (à sept heures du matin), elles y tapent et trois ou quatre me saluent du poing ou font le signe de la paix. Les gardiennes d'esclaves les chassent très rapidement.

Je me réjouis, comme s'il s'était passé quelque chose. »

***

Une autre taule.

« (...) La taule est un bâtiment moderne avec toutes les chicaneries possibles ; autrement dit, construit selon les toutes dernières découvertes de la torture. Il est possible d'isoler tous les prisonniers les uns des autres. Chaque cellule est fermée sur elle-même : aucun contact par le corridor, vers le bas, etc... Les cellules d'à côté et d'en dessous ont été transformées en débarras : aucun contact non plus dans ces directions. Des grilles en béton, et chez les prisonniers politiques il y a en plus une grille métallique contre les mouches. Les fenêtres (fenêtres à bascule, vitre incassable) peuvent s'ouvrir de la largeur d'une main. D'où, mauvaise lumière toute la journée (du néon) et mauvais air : toute la journée, mal de tête. La cellule contient : un lit de fer, un casier métallique, une chaise, une table, un W.C., un lavabo, un haut-parleur, un radiateur, et les tubes au néon, qu'on peut commander soi-même de 6 heures à 22 heures. Grandeur : environ 2 m sur 4 m. Les réclamations à cause de la lumière et de l'air restent sans réponse.

Emploi du temps quotidien.

La porte de la cellule s'ouvre cinq fois par jour. Toujours aux mêmes heures. Petit déjeuner, temps libre, distribution des journaux, déjeuner, dîner. On

peut régler sa montre de cette manière. Jamais de changement. Rythme meurtrier qui vous tape sur le système. L'heure libre, quand elle a lieu, est à 7 heures du matin. Seul avec trois matons, non armés (du moins je ne vois pas d'armes). La cour de promenade est au bout du monde, dans le coin le plus retiré, d'ailleurs tous les prisonniers travaillent. Le vendredi, douche seul sous surveillance. Auparavant, fouille complète. Pendant ce temps-là, la cellule est mise sens dessus dessous. Le mardi, on a un ticket d'achat où il faut faire une croix devant les choses dont on a besoin. Ce qui n'est pas inscrit sur le ticket, on doit le commander à part. Les autres prisonniers peuvent faire leurs achats eux-mêmes et choisir eux-mêmes. Tous les trucs sont vachement chers. On nous traite selon toutes les règles de l'exploitation (par exemple une livre de pommes : 80 Pfenning, environ 1,50 F).

Les journaux.

On ne peut pas appeler ça des journaux. Ils sont déchirés à qui mieux-mieux. Ils pourraient venir directement du marchand de chiffon. En général, les articles les plus importants manquent. Strack dit que tous les articles qui touchent d'une manière ou d'une autre les procès de la R.A.F. doivent être découpés pour la sûreté de la procédure. Il semble qu'il y a toujours et partout des procès contre la R.A.F. — car il y a tous les jours des articles découpés. A l'occasion d'une comparaison j'ai pu vérifier qu'il manquait des articles qui n'avaient absolument rien à voir avec la R.A.F. Pure brimade, donc, destinée à nous désorienter.

Journaux de gauche.

N'en vois pas la couleur. J'ai une permission pour trois journaux de gauche, commandés il y a trois mois déjà. Jusqu'à aujourd'hui je n'ai encore rien reçu. Le flic de la sécurité fait chaque fois des difficultés : ou bien l'expéditeur ne correspond pas parce que son nom est écrit à la main ou bien une

quelconque invention. On veut à tout prix empêcher que je sois au courant de ce qui se passe au dehors : désorienter et démoraliser. Qu'ils aillent se faire foutre. Les réclamations sont absolument inutiles. J'en ai déjà fait en masse. Toujours le même refus cynique. (La réclamation pour la fenêtre a été rejetée « pour que je ne tombe pas par la fenêtre ».) Il en est de même pour tout.

Commande de livres.

Au bout de six mois j'ai reçu pour la première fois des livres, quoiqu'ils aient été autorisés depuis longtemps. J'ai donné au flic de la sécurité une liste de bouquins qu'il accorda et promit de commander. Quand, au bout de quatre mois, aucun des livres n'était encore là, je me suis inquiété. Tout à coup, le même flic me dit qu'il fallait que je les commande moi-même. Ce que j'ai fait. Pourtant il a renvoyé les livres parce qu'ils n'étaient pas « autorisés ».

Courrier des avocats.

C'est la première fois que le courrier de mon défenseur a été ouvert par Strack ou par l'avocat général, quoiqu'il ait été distinctement écrit dessous : Courrier de la défense. Ils essayent ainsi d'avoir des informations qu'ils n'obtiennent pas de nous parce que l'on ne veut rien avoir à faire avec ces saloperies d'impérialistes. Il semble qu'ils regardent notre courrier depuis ces derniers temps seulement. La semaine dernière ils ont saisi une lettre de B. sous prétexte qu'il n'y avait pas (malgré l'en-tête) de courrier de la défense à l'intérieur. B. a porté plainte contre cela pour non-respect du droit, etc... Ils font tout pour rendre notre défense impossible. Dans d'autres prisons, les avocats peuvent aller et venir en semaine quand ils le veulent. Ici impossible. Les heures de visite sont réglées par les matons. Il va sans dire qu'elles ne suffisent pas. En outre, on doit se déshabiller complètement avant et après chaque

visite de l'avocat. Pendant ce temps-là la cellule est passée à la loupe.

Courrier et visite.

Aussitôt après mon transfert de Hambourg, il y eut pour moi un arrêt du courrier et des visites, à l'exception de la famille. Vraisemblablement mon frère n'appartient pas à ma famille, car ils l'ont vachement couillonné. Il a d'abord dû attendre des heures pour l'autorisation. Et quand il l'a obtenue enfin, le temps de visite était terminé. Et il a dû s'en retourner sans avoir « accompli sa mission ». La réclamation que j'ai déposée à la suite de cet incident n'a jamais été prise en considération. Je n'ai plus eu de visites depuis juin dernier. Le courrier à ma famille est repoussé de semaine en semaine et non transmis parce qu'il est diffamatoire ! La diffamation consiste dans le fait que j'écris à mes parents qu'on fait des expériences sur les prisonniers politiques pour voir combien de temps un homme supporte la terreur fasciste. Ceci est un fait objectif qu'ils veulent cacher à l'opinion publique.

La confrontation.

C'est de la rigolade. Deux jours avant, la « Soko » (commission spéciale) est venue pour me dire qu'il fallait que je me fasse couper les cheveux et la barbe. J'ai refusé. Peu après, ils sont venus à plusieurs et m'ont traîné chez le coiffeur. J'ai encore refusé car ils ne m'avaient montré aucune décision écrite de ce genre. Ils me sont alors tombés dessus ; l'un d'eux me ligotait, l'autre me tirait par les jambes, puis ils m'ont attaché les mains à la chaise, m'ont pris la tête en tenaille et ont serré. Je ne pouvais rien faire. Après cela, je ressemblais naturellement à l'image qu'il leur fallait de moi : le coupable. En tout cas, je n'avais jamais eu cette tête-là auparavant. Deux jours après, la confrontation. D'abord les mains liées derrière le dos, traîné ensuite dans un grand gymnase aux portes duquel étaient installés des

flashes, qu'ils ont fait fonctionner jusqu'à ce que je ne puisse plus rien voir. Puis ils m'ont traîné au milieu de la salle, et j'ai dû rester là trente secondes debout. Ça n'a pas été difficile aux gens d'identifier un type à qui on avait attaché les mains dans le dos et qu'on avait « arrangé » à « leur goût ». La procédure fut renouvelée deux mois plus tard.

Les transports.

De Hambourg à ici : j'ai été conduit les mains dans le dos à Fuhlsbüttel en auto, de là par hélicoptère. J'ai tout le temps été ficelé au sol, comme un chien. Les types de la « Soko » n'ont fait que rire de mes réclamations. »

***

LA GRÈVE DE LA FAIM

8 mai. Début de la grève de la faim. Revendication aux flics de la sécurité : fin de la torture.

10 mai. Première tentative de division des matons. M. et K. ont soi-disant arrêté leur grève. Mensonge. Les matons veulent un peu trop vite lacher du lest. Je m'en fous. Du 10 mai au 13 mai on a le soir du cacao sucré. Sinon une ou deux fois du thé. D'où refus des boissons.

14 mai. Pour la première fois visite d'un « docteur ». Consultation refusée. Ce n'est pas la grève qui est la cause de la maladie, mais la torture. Donc ce n'est pas la grève qu'il faut supprimer mais la torture. « Arrêtez la torture, ensuite on bouffera. »

15 mai. Le « médecin » vient à 6 h 30. Il veut me surprendre dans mon sommeil. Et en profiter pour se faciliter la tâche (En général, le « médecin » vient toujours à 9 heures.) Refus de la consultation pour les mêmes raisons.

18 mai. Le « médecin » revient avec une suite nombreuse (trois types en blouse blanche et cinq en vert.) D'abord refus de la consultation, ensuite autorisation de prendre la tension (elle est, paraît-il, inférieure de 80 à la normale). Première menace de me forcer à manger avec une canule. Sorte d'intimidation. Il veut voir comment je réagis. Rien.

19 mai. Transport à Berlin (pour le procès Kunzelmann). A 11 heures. L'établissement file de la bouffe aux flics. Blabla dans l'avion pour me convaincre de bouffer. (« Mais mangez donc, les autres le font aussi, en secret, personne d'autre que nous ne le verra, nous ne vous trahirons pas. ») Première tentative d'interrogatoire par provocation. Ils perdent leur temps (« On parle pas à ces gens-là. ») Arrivé à Berlin l'après-midi. Là, aucune réaction à la grève de la faim jusqu'à mercredi, si ce n'est l'essai de nous aguicher avec des trucs comme des oranges, des yaourts, de la viande, etc.

23 mai. Retour ici le mercredi après-midi. Suis tout de suite réquisitionné par le « médecin » et son assistant flic. Ils veulent me forcer à la canule, sans décision du tribunal. Refusé.

25 mai. Premiers symptômes. Douleurs aiguës à l'estomac et pisse brune. Venue du « médecin » — renvoyé. Le soir, de nouveau du cacao sucré, refusé.

26 mai. Douleurs à l'estomac de plus en plus aiguës. Mes jambes sont comme paralysées. Accès de vertige. Je peux à peine me tenir sur mes deux jambes. Le soir, de nouveau du thé sucré — refusé.

27 mai. Venue du « médecin ». Renvoyé. La nuit, violentes douleurs d'estomac. Je bouffe un verre de confiture. Ça va mieux.

28 mai. Je bouffe petit déjeuner et déjeuner. Sch. (maton) court raconter à toute la taule et à K. et M. que j'arrête la grève. Qu'ils aillent se faire foutre. Mensonge. Sch. veut pousser de cette manière les autres grévistes à arrêter. Ils avaient fait de moi le noyau de la grève. Ils voulaient transférer M. à Karlsruhe. Pendant ce temps, c'était chez moi les

grosses propositions : ils voulaient me couvaincre de suivre un examen « intensif » (ils parlaient de test pour le foie, d'électrocardiogramme, de radio). Ça voulait dire que je devais quitter la prison. Pour où ? Facile à deviner. (Cf Hausner.) Mais comme j'avais interrompu la grève plus tôt, la consultation n'était plus aussi importante. Ça montre clairement leur intention. Il y a là un lien direct avec le transfert de M. On est soi-disant les grévistes les plus désagréables et ils veulent nous envoyer à l'asile. « L'asile pour les révolutionnaires. »

31 mai. Le « médecin » passe déjà à 6 heures avec une sonde et sans décision du tribunal, pour une « consultation ». Refus. Le soir, à nouveau ce thé sucré dégueulasse. Refusé.

1er juin. Me sens faible. Peux pas tenir sur mes jambes. Je suis tout de suite saisi de vertige. L'après-midi, arrivée de la décision de m'administrer de force la nourriture. C'est Strack qui l'apporte. (Elle est datée du 24 mai — elle a mis un temps inhabituel pour parvenir jusqu'ici — intentionnellement. Les matons voulaient sciemment me laisser ainsi « gigoter ».) Le soir je me suis effondré en voulant éteindre la lumière. J'avançais par à-coups. Ils doivent savoir qu'un homme qui vit habituellement de pain et d'œufs ne peut pas faire une grève d'un mois sans se détruire.

(Je bouffe pas beaucoup car cette bouffe pleine de graisse me dégoûte. Elle me donne envie de dégueuler.)

3 juin. Pour la première fois la sonde. Procédé vachement brutal. Le type a fait ça si brutalement que la sonde n'a pas pu passer par le nez. Ça a saigné toute la matinée. (Blessures des muqueuses.) Ensuite il a fallu passer la sonde par la bouche. Ça allait mieux mais c'était pas encore ça. Ça me donnait envie de vomir.

4 juin. Le «médecin » est venu à 9 heures. Je me suis laissé, « de mon plein gré », nourrir de force. Quoiqu'à la suite de la terreur de la veille, j'aie eu

encore le nez blessé, le « médecin » voulait absolument me faire passer la sonde par le nez. Toujours des chicaneries. Je lui ai demandé si c'était plus facile par le nez ou par la bouche, il m'a répondu : par la bouche.

5 juin. Le « médecin » vient à 9 heures. Veut de nouveau me nourrir de force. Refus. D'abord, parce que j'ai besoin de rien, ensuite, parce que je veux pousser le mécanisme à fond, comme ça a été fait la semaine dernière avec M., pour voir ce qu'ils font. Je crois qu'ils ont l'intention de me faire un « examen intensif » — c'est-à-dire m'envoyer à l'asile psychiatrique. Hier, Sch. m'a volontairement donné l'information suivante qui m'a étonné. Il disait que l'aumônier était intervenu en notre faveur et que quelque chose changerait bientôt. Mais quoi ?

Dans les endroits où l'on n'arrive pas à instaurer la torture par l'isolement, parce qu'il y a trop de prisonniers politiquement conscients et pas assez de cellules d'isolement, les flics et les geôliers se rabattent sur les méthodes fascistes bien éprouvées : coups et injections pour ceux qui se défendent le plus, menaces, intimidations, punitions collectives pour les autres.

Le 28 avril 1973 on a appliqué dans la prison de femmes de la Lehrterstrasse des méthodes de camp de concentration.

Ça commence comme ça :

La camarade I.V. souffrait de troubles de la circulation et risquait à chaque instant de tomber en syncope ; elle demanda une infirmière pour avoir la permission de prendre l'air pour quelques minutes, elle savait qu'après elle irait mieux. L'infirmière se rendit bien compte qu'elle allait mal mais lui refusa l'autorisation de sortir en lui proposant à la place des pilules, que I. naturellement refusa.

M., une des pires gardiennes, arriva à la rescousse et fit remarquer à I. qu'elle poussait et que de toute façon elle voulait recommencer à semer la merde. I. eut alors une crise et tomba dans les pommes.

Les gardiennes la traînèrent dans sa cellule. Quand elle revint à elle, elle vomissait et saignait du nez, elle en avait ras le bol d'être traitée comme une chienne, elle se mit à démolir sa cellule et à foutre ses fringues par la fenêtre ; elle s'arrêta au bout d'un moment et s'allongea sur son lit ; au moment où elle allait s'endormir quatre ou cinq matons venus exprès de Moabit, lui tombèrent dessus, l'enchaînèrent et la traînèrent au cachot.

Ils avaient serré les chaînes à tel point qu'I. en eut les bras et les jambes blessés, ils la frappèrent aussi dans les reins et au sexe. Malgré sa syncope, on l'enferma au cachot, trou sans air et sans lumière où il faisait plus de trente degrés ; elle y resta jusqu'au lendemain, lundi, et ne reçut aucun soin.

Une autre camarade, K.H., avait appris en gros ce qui était arrivé à I. et déclara à la gardienne qu'elle voulait la voir. Elle n'en reçut pas l'autorisation. Elle alla voir V.B. dans sa cellule pour discuter de l'affaire. En revenant à sa cellule, elle discuta avec la gardienne sans que ça dégénère en bagarre. Les matons lui tombèrent dessus, la passèrent à tabac, lui donnèrent des coups de pied et l'enchaînèrent sauvagement aux bras et aux jambes. Un des flics lui enfonça un torchon mouillé dans la bouche, un autre la ficela dans une couverture où elle faillit étouffer. L'un d'eux demanda une seringue et on lui balança une piqûre bien qu'elle se débattît ; c'était un puissant anesthésiant car elle s'évanouit aussitôt et ne revint à elle que quatre ou cinq heures plus tard. Elle avait des bleus aux jambes et aux bras, le visage enflé, mal au crâne, et elle vomit. Son bras gauche était complètement paralysé et l'est encore aujourd'hui.

V.B. avait également exigé de voir I., ce que les bonnes femmes refusèrent. Elle donna alors des coups de poing contre la porte ; un groupe de matons se précipita dans sa cellule et lui cogna la tête contre le mur. Pendant que trois flics la tenaient, le quatrième la frappait avec une serviette mouillée et

nouée : ça ne laisse pas de trace. Le même flic, la tirant par les cheveux, lui bourra le visage de coups de poing. Les autres l'enchaînèrent en serrant à bloc, la balancèrent sur son lit et se jetèrent sur elle de tout leur poids, si bien qu'elle faillit étouffer. Pendant ce temps-là, les gardiennes vidèrent la cellule et une infirmière lui planta une seringue de tranquillisant dans les fesses. Elle s'évanouit et se réveilla neuf heures après. La camarade A.R. qui avait appris cette saloperie et qui évidemment protesta aussitôt, eut droit elle aussi à une piqûre dont elle ressentait encore l'effet deux jours plus tard.

Les autres prisonnières qui se mirent à crier, à hurler et à tambouriner aux portes, eurent droit elles aussi à l'expédition punitive envoyée par la directrice. Le repas fut distribué par quatre à cinq gardiennes protégées par trois ou quatre flics. La promenade, la télé, ainsi que toutes les occupations à l'extérieur des cellules furent supprimées à la plupart des prisonnières. Entre temps, un grand nombre d'entre elles fut puni par la direction.

*
* *

LETTRE DES PRISONNIERS POLITIQUES AUX AVOCATS

« *Ne plus rien avoir à perdre.* »

Cette phrase est de l'or en ce qui concerne les individus. Personne, à part les quelques paysans, les ouvriers avec leur petit lopin de terre à la campagne, personne en dehors des salauds n'a plus aujourd'hui une vache ou un potager, même pas un morceau de pain qui viennent d'autre chose que du travail salarié, que celui-ci soit productif ou bien

même improductif. Chacun vit de la main à la bouche, il n'y a plus, en tout et pour tout, que des prolétaires d'un côté et des capitalistes de l'autre, plus leur armée de larbins managers, politiciens, journalistes, etc. Autrement dit, il n'y a plus *un seul* homme qui ait quelque chose à perdre en dehors de ses chaînes ; historiquement, voilà tout simplement la situation. Mais rien n'attache autant, justement, que ces chaînes : la consommation, les relations humaines, la famille et Brahms, les histoires de cul, le microcosme dans les cages à lapin, les exercices de voltige sur l'échelle du prestige, les carrières de la peur, les espoirs réifiés, la relation passive à la maladie, les projets de vacances, les dettes ; et le premier pas vers — le cas échéant, dans — l'action révolutionnaire, c'est de se dégager de tout cela. Ceux dont vous dites ou qui disent d'eux-mêmes qu'ils n'ont plus rien à perdre, ont effectivement déjà gagné quelque chose : ils se sont rendu compte que les chaînes enchaînent et rien de plus, ce qui est déjà, au niveau de la prise de conscience, une lueur de liberté. Le « rien n'avoir à perdre que ses chaînes » de Marx est une déclaration historique-matérialiste au sujet de la classe. Reportée aux individus la phrase n'est qu'une idiotie. L'identité révolutionnaire ce n'est justement pas l'individu nettoyé, débarrassé de tout, mais celui qui a déjà gagné quelque chose : la conscience dont, à condition que la résistance s'y ajoute, découle la liberté d'action et, par l'action collective seulement, la possibilité de faire usage des deux. Reconnaître qu'on n'a « plus rien à perdre », cela signifie avoir déjà réalisé l'une des conditions nécessaires pour avoir plus — jusqu'à ce que l'on ait *tout*.

Si vous croyez ce que vous dites, si vous trouvez la merde insupportable, alors qu'est-ce qui vous retient ? Mais le problème est justement que si peu de choses avancent, ou même démarrent, bien que les signes du temps soient à la révolution et à rien d'autre.

« *La prison est partout dans le système.* »

La prison est bien ce qu'il y a de pire pour tous les hommes. Celui qui est là-dedans ne peut vouloir qu'une chose, en sortir et on ne peut absolument rien dire contre cela. Dehors c'est *la rue*... Accumulez, accumulez ! C'est là la loi de Moïse et des prophètes, et pas : détruisez, détruisez.

Mais la prison a pour *but* la destruction, la discipline, la terreur ; la prison est une partie vitale du système, mais justement une *partie*. Le camp de prisonniers dans la guerre de la bourgeoisie contre le peuple, autrefois nécessaire pour forcer le peuple dans les centres d'accumulation, et amener enfin l'histoire au point où l'*on peut se passer de lui*. Voilà la raison du « nouveau fascisme », voilà pourquoi il y a de plus en plus de résistants et de moins en moins de « lumpen »en prisons.

Le principe de la guerre de peuple, c'est la supériorité à long terme de la volonté révolutionnaire des masses, contre la supériorité technique des mercenaires. La prison c'est ce principe poussé à l'extrême : tant de flics par prisonnier, le monopole des armes, l'accumulation (impossible partout ailleurs) de matériel logistique en rapport avec le nombre des prolétaires. Serrures, verrous, serrures de sûreté, grilles, murs, talkie-walkies, autos, portes d'acier, pistolets mitrailleurs, plus la guerre psychologique.

Si partout dans le système on était confronté à *cet* appareil, on n'aurait pas besoin de former l'armée rouge. Les porcs auraient raison ; seuls quelques fous malades auraient d'autres idées en tête que le suicide.

Si les gens dans le « Märkischen Viertel » (4), à l'usine, au bureau, reconnaissent : « Mais c'est une prison », alors c'est une métaphore pour l'absence de vie, la volonté de sortir, de ne plus supporter le despotisme des porcs, de ne plus danser sur leur musique. C'est ainsi que l'on commence à penser en communiste.

4. Grand ensemble à Berlin-Ouest.

Mais si l'on s'endort sur cette prise de conscience, alors elle devient fausse. Parce qu'avec un nouveau nom on n'a rien gagné. Parce qu'il s'agit de changer le monde et que pour cela les différences de terrain sont très importantes. La phrase « partout dans le système c'est la prison » célèbre le terrain de l'ennemi au lieu de l'occuper pour l'anéantir.

La nuit tous les chats sont gris, partout c'est la prison, cela c'est la nuit de la philosophie, la théorie sans la pratique qui ainsi devient très vite fausse.

Le fait qu'ils nous aient privés pour le moment de notre capacité d'action ne doit en aucun cas faire oublier qu'il ne s'agit pas d'interpréter le monde d'une manière nouvelle, mais d'agir. Et ce qui définit la situation c'est la défaite de la gauche dans la défaite de la R.A.F. Evidemment, la révolution « est la seule forme de guerre ou la victoire ne peut être préparée que par une série de défaites ». Mais si nous nous contentons de répéter la formule débile « partout dans le système c'est la prison », alors les porcs continueront leurs saloperies pendant deux mille ans.

A propos de « la taule c'est la torture » et à propos justement de la torture.

Si les protestations contre la torture peuvent avoir une fonction, alors que ce soit celle-ci : protection de l'initiative révolutionnaire, de la gauche anti-impérialiste en train de s'organiser effectivement contre des moyens et des méthodes précis pour forcer les gens à parler. La vie et la santé des prisonniers sont comprises là-dedans.

Evidemment la taule c'est la torture comme la chaîne, comme tout cela. Seule la violence peut nous en tirer. Seule la violence nous libérera.

Les associations pour les droits de l'homme (Amnesty International, etc.), peuvent se charger d'une fonction politique concrète, mais il ne s'agit pas seulement de dénoncer l'inhumanité de la chaîne et des cadences, il ne s'agit pas de dénoncer l'inhumanité de la prison ! RIEN NE PEUT REMPLACER LA LUTTE ARMEE.

Il ne s'agit pas du tout non plus de « redéfinir le concept » mais il faut faire savoir publiquement que l'on torture dans les prisons de la R.F.A. Il faut sensibiliser l'opinion à la torture, faire connaître les nouveaux moyens sans oublier les anciens. Et Amnesty un jour ou l'autre comprendra que le capital n'opère pas sans la justice et que les combattants révolutionnaires en Angola n'opèrent pas sans les combattants révolutionnaires en R.F.A. Alors il risque d'y avoir pour Amnesty quelques « crises » parce que cette prise de conscience les contraindra à faire quelque chose comme un pas qualitatif, parce que la contradiction entre capitalisme et droits de l'homme leur pètera à la gueule. Vendre la souffrance en se parant du nom prestigieux « d'antifasciste » — ce qui est d'ailleurs tout à fait en accord avec l'idéologie autorisée et même souhaitée par le système — sera alors un peu plus difficile. Parce qu'il s'agit là de la lutte du prolétariat, du front des forces populaires sans lesquelles le prolétariat ne peut combattre son anéantissement, ni les droits de l'homme être arrachés.

La torture. Le mot est pourtant clair : dépasser les limites de la capacité de souffrance des hommes, anéantir les prisonniers physiquement et psychologiquement.

Là où c'est le cas, le bavardage doit cesser. Parler encore à ce moment là des souffrances c'est une fois de plus faire bon marché des prisonniers.

Il y a la littérature sur la torture, du point de vue des salauds, des tortionnaires : le sadisme. Du point de vue des victimes : le « kitsch ». Il y a peu de choses écrites effectivement du point de vue des victimes (par exemple Henri Alleg en 1958 sur la torture en Algérie : froide description des saloperies). Même chose dans les rapports des associations pour les Droits de l'homme. De toute manière, la fonction de « révélateur » qu'avaient les rapports sur

la torture il y a encore dix ou quinze ans, leur publicité mondiale, tout cela, c'est fini depuis qu'on torture partout dans le monde : C.I.A., paras, greenberets, flics-criminels du Brésil, etc...

Et devant l'opinion mondiale une presse qui s'autocensure à presque 100 % : évidemment qu'on torture « partout », mais en aucun cas dans son propre pays...

Il n'y a pas que les opportunistes qui se cassent la gueule. Nous n'avons absolument aucune raison de sous-estimer à quel point les porcs sont résolus à nous bousiller, à se débarrasser de nous, et les moyens qu'ils ont pour cela. Ils peuvent bousiller n'importe qui et n'ont aucun scrupule.

Martin (5) les leur enlève. Et quant à la protection que vous, les avocats, avez pu exercer pour nous jusqu'à présent, elle est sacrément insuffisante et la politique de Martin veut obligatoirement que vous soyez « liquidés ». C'est pour cela aussi que se forment les comités contre la torture. Pourquoi appeler la taule torture ? C'est pourtant bien suffisant que la taule soit la taule et le système le capitalisme.

Les larbins scientifiques-alibis du système ne détruisent ni l'un ni l'autre. Nous, le peuple, nous le ferons.

Et pour cela nous devons être protégés contre la torture.

Elle fait évidemment partie de la contre-stratégie du « programmes de lutte contre la guérilla » du système. Dans l'avenir on torturera plus, pas moins. Et puis il y aura bien d'autres meurtres-suicides, d'autres tentatives de meurtre. Et cela dans la mesure où ils tiennent leurs troupes de terreur du Bundesgenzschutz prêtes ; ce que Khulmann est allé chercher là est aussi vieux que les Notstandsgesetze (6)...

Le nouveau fascisme n'est justement pas Hitler et Himmler mais est produit par le système, ici et maintenant, dans toutes les métropoles. C'est pourtant cela que les gens ne voient pas et que prouve Glucksmann. Et si l'on doit faire du pathos alors :

Celui que a pris connaissance de sa position
Celui qui est vaincu, qu'il se relève
Celui qui est perdu, qu'il lutte
Comment pourra-t-on l'arrêter ?

B. Brecht.

L'identité du sujet révolutionnaire — le noyau indestructible — c'est la dialectique matérialiste.

*
* *

DÉCLARATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN GRÈVE DE LA FAIM PENDANT LE MOIS DE MAI 1973

Notre grève de la faim de janvier-février a échoué. Les promesses faites par la « Bundesanwaltschaft » de supprimer notre isolement était de la merde. Nous sommes à nouveau en grève de la faim.

Nous exigeons :

MEME TRAITEMENT POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES QUE POUR LES AUTRES PRISONNIERS !

LIBRE INFORMATION POLITIQUE POUR TOUS LES PRISONNIERS Y COMPRIS LA PRESSE D'EXTREME GAUCHE.

Ni plus ni moins. Immédiatement. Nous ne nous laisserons pas avoir par des manœuvres du genre : « Du calme, le temps travaille pour toi. »

---

5. Martin : Generalbundesanwalt : Procureur général : grand inquisiteur chargé de l'enquête et de la poursuite de la R.A.F.

6. Législation d'exception pour l'état d'urgence.

Avale ta merde ou crève ! C'est la loi du système, celle du profit, celle qui intimide, menace, paralyse, transforme en chien chaque enfant, chaque femme et chaque homme. L'alternative, dans ce système, se résume à cette saloperie : ou s'écraser sous le diktat du capital (la chaîne dévore des hommes et recrache le profit ; le bureau dévore des hommes et recrache la domination ; l'école dévore des hommes et recrache la marchandise force de travail ; l'université dévore des hommes et recrache des programmeurs) ou alors crever de faim, se clochardiser, « se » flinguer.

Celui qui refuse cette alternative, qui après dix, quinze ou vingt ans de socialisation-dressage au profit du procès de production capitaliste est toujours une « forte tête », « gueule » encore, sait encore utiliser ses poings pour résister ;

Celui qui ne supporte pas les cadences infernales devient dingue, tombe malade ;

Celui qui au lieu de cogner son chef cogne sa vieille et ses mômes plutôt que de se laisser étouffer par la loi des bandits et des assassins (Springer fait 100 millions de marks de bénéfice net par an — mais « honnêtement ») ;

Celui qui développe même des idées de pouvoir ouvrier et de contre-violence, qui organise et fait de la politique révolutionnaire, est traité comme un criminel ou un fou.

Depuis l'époque de nos arrière-grands-pères, depuis les débuts de la société capitaliste, celui-là se fait choper par l'asile, l'hospice, la prison, la maison de correction, les juges, les flics, les psychiatres et les curés.

Celui qui ne se laisse pas imposer comme un fait naturel la guerre inavouée menée par la bourgeoisie contre le peuple, se retrouve pris dans les meules de la violence déclarée, les camps de prisonniers du système.

Là aussi, le tri recommence : l'un est « resocialisable », ce qui signifie que, privé de sa colonne vertébrale, il est encore récupérable pour le processus d'exploitation capitaliste, tandis que l'autre, qui ne l'est pas, on l'écrabouille.

Au milieu de tout cela quelques prisonniers-alibis du système, hommes d'affaires condamnés pour fraude et les quelques porcs S.S.

La rationalité du système a toujours été de terroriser et d'anéantir ouvertement une partie du prolétariat dans les cas extrêmes (Treblinka, Maidanek et Sobidor) pour briser la résistance de la grande majorité du peuple contre l'exploitation (la prison et les camps d'extermination étant l'avant-dernière et la dernière mesure à l'encontre de toute forme de résistance), cela on le sait, c'est organisé et toujours voulu. Les prisons deviennent d'autant plus importantes pour ce système que la révolte du peuple est plus forte, que la morale du système, son idée de la propriété sont fichus, et que l'armement du peuple n'est plus une simple utopie — mais une contre-violence effective.

Les salauds ont les prisons bien en main, plus il y a de réformes plus les mailles du filet du système pénitentiaire se ressèrent. Ils ont tous les moyens : violence, isolement, transfert, corruption, privilèges, semi-liberté et « prison ouverte », réduction de peine, mouchards, tortures, grâce, etc... Ils ont la chaîne justice/police/incarcération/psychiatrie ; ils ont les *media* (journaux, télévision, radio) ; contre les tensions provoquées par l'incarcération (meurtre-suicide) : passage à tabac, mise au pain sec et à l'eau, chaînes et cellules capitonnées ; pour les lavages de cerveau : la psychiatrie/ les flics thérapeutes/ le valium et la violence visqueuse et sournoise.

L'humanisme des porcs se résume en un mot : *hygiène*. Le programme de réforme des sociaux-démocrates en une phrase : étouffer les révoltes dans l'œuf par une *différenciation* de mesures disciplinaires.

Le *prisonnier politique* qui saisit politiquement

son histoire, qui agit et est traité en conséquence, qui décèle dans l'inhumanité de sa situation l'inhumanité du système, qui sent la haine et la révolte, qui agit solidairement et *exige* une conduite solidaire, celui-là on l'isole, c'est-à-dire qu'on le démolit socialement.

En face de lui tout l'appareil judiciaire se fout depuis toujours des Droits de l'Homme et de la Constitution — parce que l'on ne peut pas le manipuler et que si on ne l'abat pas froidement on n'arrivera pas à s'en défaire.

Resocialisation = manipulation plus dressage.

On contraint ceux qui ont été sélectionnés pour cela à vivre entre des murs, des matons, des règlements, des promesses, des menaces, des espérances, des craintes, des privations aussi longtemps qu'il faudra pour qu'ils acceptent la merde et qu'ils ne puissent plus agir autrement que de derrière les grilles : ça c'est le dressage.

La collaboration du prisonnier est évidemment souhaitée et fait partie du processus qu'elle abrège et rend irréversible. Car il y a une chose que le prisonnier perd complètement dans l'affaire et qu'il doit perdre : le respect de soi ; c'est ça la manipulation.

Plus il manient la saloperie de manière libérale — discrète - légère - gentille - sournoise - visqueuse - dégueulasse bref plus *psychologique* — plus complète est la destruction de la personnalité du prisonnier.

L'ennemi mortel des psycho-flics, c'est le prisonnier politique — car pour que les psychos-salauds puissent agir il ne faut pas que les prisonniers percent leurs masques de médecin, de travailleur social derrière lesquels se cachent le pantin, le goret, le criminel : or le prisonnier politique perce ces masques.

Aujourd'hui on nous isole : demain ce sera le camp de concentration, la « solution finale ». Reform-Treblinka. Reform-Buchenwald. Nous exigeons une *libre information politique pour tous les prisonniers,* parce que c'est la condition de leur politisation, de leur prise de conscience. Tout de ce qui est d'actualité dans les prisons : paie au tarif normal, culture/formation, protection des familles, autogestion, etc... — parce que, sans auto-organisation des prisonniers, c'est la poudre aux yeux réformiste, parce que, intégrée dans des promesses de réformes, la dimension politique mobilisatrice serait fichue et intégrée à la dictature des salauds et des gardes-chiourme.

Ce dont nous avons besoin c'est de la solidarité des camarades, pas seulement en parole mais en fait. Notre grève de la faim est notre seule possibilité de résister solidairement dans l'isolement. Mais sans la force, sans la violence de la rue, sans la mobilisation des citoyens antifascistes (citoyens dont la docilité est encore nécessaire aux salauds), sans leur mobilisation pour défendre les Droits de l'Homme et lutter contre la torture, notre grève de la faim seule ne suffira pas et nous resterons impuissants.

NOUS NOUS TOURNONS VERS VOUS CAMARADES, AVEC NOS REVENDICATIONS.

Ce que nous vous demandons c'est de soutenir, d'imposer nos revendications — maintenant — à l'heure où vous le pouvez encore, avant d'être vous-mêmes prisonniers.

Et se borner à parler de la torture, camarades, au lieu de la combattre, ce n'est pas notre intérêt, ce serait confirmer la fonction dissuasion de la terreur.

Vos actions de janvier et de février : manifestation à Karlshure, cassage de gueule de Jessel (1) ; *go-in* à la Nord Deutsche Rundfunk et chez quelques salauds de magistrats, quelques pierres dans la sphère

1. Médecin particulièrement sadique d'une prison de Hambourg.

privée, c'est excellent. Pas de *teach-in* pas de *go-in* au Pen Club, rien sur le syndicat des écrivains, rien à l'adresse des églises, qui entre-temps réagissent à la torture et à propos des Droits de l'Homme, pas de manifestation à Hamburg, Munich, Berlin, Francfort ou Heidelberg, sans parler d'actions plus militantes — ça va pas.

Confrontons les salauds à leur propre loi. Mettons-leur sous le nez la contradiction entre ce qu'ils prônent : la protection de l'homme, et ce qu'ils font : sa destruction.

Le 22 février 1973, le Generalbundesschwein Martin a avoué qu'ils ne peuvent pas résoudre cette contradiction : « *Les conditions de détention sont chaque fois adaptées à la situation physique et psychique des prisonniers !* » C'est vrai. On règle automatiquement l'arrivée d'oxygène, on nous donne à bouffer trois fois par jour — et pour ce qui est du nombre de visites de parents, on peut évidemment jeter de la poudre aux yeux quand on part du zéro absolu. La plus haute instance juridique au service de la clique des exploiteurs parle d'extermination ; cela explique tout ; le programme est en marche. Faisons pression sur les salauds, vous de l'extérieur, nous de l'intérieur.

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE !

Unissons toutes les forces du peuple contre le système de : profit/pouvoir/violence/famille/école/fabrique/bureau/taule/maison de correction/asile.

QUATRE - VINGTS PRISONNIERS POLITIQUES EN GREVE DE LA FAIM.

8 mai 1973.

NOTES

1) Page 19, dernière ligne. – Le procès de Bückeburg : procès du Hollandais Ronald Augustin accusé d'appartenir à la Fraction Armée Rouge. Ce procès se déroule, non dans un tribunal, mais dans l'annexe d'une prison. Le tribunal qui siège habituellement à Osnabrück a été transféré à Bückeburg, ville difficile d'accès, à tel point que tous les jours, magistrats et procureur sont amenés par les hélicoptères du "Bundesgrenzschutz", unité de police spécialisée dans la lutte "anti-terroristes". Le bâtiment de la prison où se déroule le procès est surveillé par plusieurs unités de police, armées de pistolets mitrailleurs, accompagnées de chiens policiers ; il est entouré d'un triple réseau de barbelés et d'un système de télévision en circuit fermé. Les visiteurs sont soumis à des fouilles corporelles humiliantes, leurs papiers d'identité sont photocopiés et les données sont transmises par un ordinateur relié au fichier du "Bundeskriminalamt", le FBI allemand à Wiesbaden. L'accusé, Ronald Augustin, doit supporter la présence de deux avocats commis d'office qu'il n'a jamais vus, et qu'il a récusés. Le 10 avril, le procureur réclamait une peine de neuf années de prison. Des délégations d'avocats hollandais, français, irlandais et italiens, appartenant au Comité international de défense des prisonniers politiques en Europe de l'Ouest, ont assisté à des audiences et ont solennellement protesté contre ces graves manquements aux principes du droit dans des Etats démocratiques. C'est à eux que fait allusion le chancelier Schmidt.

2) Page 23, avant-dernière ligne. – Dossier du numéro de mars 1974 de la revue *les Temps Modernes,* comprenant, en plus de ce chapitre : l'article de maître Klaus Croissant qui suit celui de S. Teuns, psychanaliste à Uttrecht (Hollande), et celui de Christian Siggrist, professeur de sociologie à l'Université de Münster, en R.F.A., ainsi que l'article consacré aux recherches sur la torture par l'isolement.

LA RESISTANCE DES PRISONNIERS A L'EXTERMINATION

LA GREVE DE LA FAIM DU 13 SEPTEMBRE 1974 AU 2 FEVRIER 1975

DECLARATION DE GREVE DE LA FAIM

DES PRISONNIERS DE LA R.A.F.,
FRACTION ARMÉE ROUGE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

Celui qui a reconnu sa situation, comment pourrait-il être empêcher d'agir ?

Ceci est notre troisième grève de la faim, contre les traitements spéciaux, contre la détention-liquidation des prisonniers politiques détenus en République Fédérale d'Allemagne et à Berlin-Ouest. L'isolement est le vieux truc de l'impérialisme, naguère la « solution finale », par un traitement spécial contre des minorités décrétées « indignes de vivre ». Aujourd'hui « traitement spécial » des prisonniers politiques décrétés « hors la loi » par les flics.

Résister à la détention-destruction, aux traitements spéciaux suivants :

— déshumanisation par l'isolement social, des années durant ;

— lavages de cerveaux par la privation sensorielle dans des sections silencieuses : depuis début mai Ronald Augustin est détenu à la section silencieuse de la prison de Hanovre ;

— nouvelles cellules d'isolement, à température

constamment trop élevée, insonorisées, et surveillées par la T.V., selon le modèle expérimenté au secteur de recherche de la « Deutsche Fotschungsgemeinschaft » de Hambourg, à : Berlin-Tegel, Berlin Lehrterstrabe, Bruchsal, Essen, Cologne, Straubing ;

— transferts après chaque tentative de rompre l'isolement en appelant d'autres prisonniers :

- au mitard de Berlin-Moabit,
- au mitard de Bruchsal,
- au mitard de Essen,
- au mitard de Straubing,
- au mitard de Preungesheim,
- au mitard de Fuhlbüttel ;

— dans la cellule d'isolement (la cloche) surveillée par la T.V., accoustiquement neutre, et attaché des journées entières, à la prison de Hambourg ;

— tentative de meurtre par la privation d'eau au cours de la grève de la faim à Schwalmstadt, Munich, Hambourg, Cologne ;

— sections de concentration pour les prisonniers politiques à la prison de Lübeck ;

— promenade quotidienne, les mains enchaînées à Hambourg et Lübeck ;

— depuis deux ans et demi, détention dans des cellules spéciales à Cologne Ossendorf, voisinant directement les portes de passages principales de la prison d'où impossibilité de repos, la même chose à la prison de Berlin-Moabit ;

— tentative de psychiatrisation, menaces et prescription d'anesthésie forcée dans des buts servant l'enquête ;

— cellule parloir avec vitre de séparation pour les visites d'avocats, rendant impossible la communication humaine, c'est-à-dire politique à Hanovre, Stuttgart, Straubing ;

— confiscation régulière de tout le matériel de préparation à la défense : notes personnelles par le Sicherungsgruppe Bonn Abteilung Staatschutz ;

— diffamation et criminalisation des avocats des prisonniers politiques ;

— manipulation et refus de communiquer les dossiers par la B.K.A. Bundeskriminalamt ;

— assouplissement ponctuel des mesures d'isolement afin de se servir de prisonniers contrôlés par la police, comme témoins et espions pour les procès, c'est ainsi qu'à Cologne-Ossendorf ou Jan Carl Raspe refuse de faire la promenade quotidienne, du fait que la cour où il fait sa promenade est utilisée par des prisonniers en transit d'une prison à l'autre, c'est-à-dire tous les jours d'autres codétenus, c'est une fluctuation dans laquelle il n'est possible ni de communiquer, ni de s'orienter. Jusqu'à ce jour il s'est avéré que tous les contacts autorisés exceptionnellement étaient organisés et contrôlés par les flics (Sicherungsgruppe) ;

— terreur envers les parents par perquisition, observations, injures et filatures avant et après les visites afin de faire pression sur eux pour qu'ils agissent sur les prisonniers comme les flics l'entendent.

La grève de la faim est notre seul moyen de résistance collective au système de détention des cochons, contre la « contre-stratégie » de l'impérialisme qui veut détruire psychiquement et physiquement, c'est-à-dire politiquement des révolutionnaires emprisonnés ou des prisonniers qui en détention ont commencé à résister de manière organisée. C'est notre unique possibilité, étant désarmés, emprisonnés, isolés, d'utiliser notre force travail, nos forces physiques et intellectuelles, notre identité en tant qu'êtres humains, afin de faire tomber la pierre que l'Etat de la classe dominante a dressé contre nous sur ses propres pieds. La lutte, c'est transformer la faiblesse en force.

L'isolement est l'arme du système de détention contre tous les prisonniers, qui sont décidés à ne pas se laisser détruire en prison, et qui sont décidés à combattre l'expérimentation sur des êtres humains,

le lavage de cerveau, le programme du système de détention impérialiste. Ils sont isolés afin de liquider toute politisation et résistance en prison de façon à rouler, à tromper tous les autres prisonniers de droit commun qui n'ont pas encore compris, bien qu'ils souffrent et ne possèdent rien, comme nous, et n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes. Nous appelons tous les prisonniers isolés à lutter avec nous contre l'isolement.

La suppression de l'isolement est la condition de base à réaliser par notre lutte afin que l'organisation autonome des prisonniers, la politique révolutionnaire, la lutte de libération en prison puisse devenir une possibilité réelle de contre-violence prolétarienne dans le cadre de la lutte des classes ici même, dans le cadre des luttes de libération des peuples des Tiers et Quart Mondes, dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, dans le cadre d'un front unique de libération anti-impérialiste dans les prisons et camps de prisonniers des parties du monde dominées par l'impérialisme.

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE PAR LA CONQUETE DE LA VIOLENCE !

LIBERTE PAR LA LUTTE ARMEE ANTI-IMPERIALISTE !

Les prisonniers de la R.A.F., le 15 septembre 1974.

DECLARATION D'ULRIKE MEINHOF
LORS DE SON PROCÈS A BERLIN LE 15 SEPTEMBRE 1974

Ce procès est une manœuvre dans la stratégie de conduite psychologique de la guerre que mènent l' « Office fédéral de police judiciaire », le bureau du procureur fédéral et la justice contre nous, il vise

à faire tomber l'intérêt politique que représente notre procès en Allemagne de l'Ouest et à cacher la stratégie d'anéantissement du « procureur fédéral », ce qui est une partie de leur programme. Le but de cette manœuvre est, par le biais de condamnations individuelles, de présenter de nous une image divisée, et en mettant au pilori certains d'entre nous, de rompre le contexte politique d'ensemble qu'ont tous les procès contre les prisonniers de la R.A.F. (Rote Armee Fraktion-Fraction Armée Rouge) face à l'opinion publique et de rayer de la mémoire des hommes, le fait qu'il y a une guérilla urbaine révolutionnaire en R.F.A. et à Berlin Ouest. Nous, la R.A.F., ne participerons pas à ce procès, nous ne le mènerons pas.

La lutte anti-impérialiste, si cela ne doit pas rester un slogan creux, cela signifie : anéantir, briser, détruire le système de domination impérialiste sur le plan politique, économique et militaire et aussi les institutions culturelles qui lui permettent de produire l'homogénéité des élites dominantes, ainsi que des systèmes de communication assurant son emprise idéologique. L'anéantissement militaire de l'impérialisme veut dire sur le plan international anéantir les alliances militaires de l'impérialisme U.S. tout autour du globe, ici : de l'O.T.A.N. et de l'armée fédérale, cela signifie sur le plan national anéantir les formations armées de l'appareil d'Etat qui incarnent le monopole de la violence des classes dominantes et son pouvoir dans l'Etat, ici : la police, la police des frontières (Bundesgrenzschutz), les services secrets. Cela signifie sur le plan économique : anéantir la structure du pouvoir des trusts multinationaux, cela signifie sur le plan politique : anéantir les bureaucraties, organisations, appareils de pouvoir étatiques, autant que non étatiques qui dominent le peuple.

La lutte anti-impérialiste n'est pas, et ne saurait être une lutte de libération nationale, le socialisme dans un pays. Aux organisations transnationales du capital, aux alliances militaires globales de l'impé-

rialisme U.S., à la coopération des services secrets, à l'organisation internationale du capital correspond de notre côté, du côté du prolétariat, de la lutte des classes révolutionnaires, des mouvements de libération nationales anti-impérialistes du tiers monde, de la guérilla urbaine dans les centres de domination de l'impérialisme, l'internationalisme prolétarien.

« Un peuple qui en opprime d'autres, ne saurait s'émanciper lui-même », dit Marx, et il est clair depuis la Commune de Paris, qu'un peuple vivant dans un Etat impérialiste qui essaie de se libérer dans le cadre national s'attire la vengeance, le pouvoir armé ; l'hostilité mortelle des bourgeoisies de tous les Etats. Ainsi l'O.T.A.N. est maintenant en train de mettre sur pied une réserve d'intervention en cas de troubles internes qui aurait ses bases en Italie.

Ce qui donne son importance militaire à la guérilla métropolitaine, et ici à la R.A.F., aux brigades rouges en Italie, à la S.L.A. et à d'autres groupes aux U.S.A. c'est le fait que ses objectifs d'opération dans le cadre de la lutte de libération des peuples du tiers monde sont à l'intérieur des lignes, c'est le fait que dans la lutte solidaire avec les mouvements de libération du tiers monde elle peut attaquer l'impérialisme sur ses arrières, d'où il exporte ses troupes, ses armes, ses instructeurs, sa technologie, ses systèmes de communication et son fascisme culturel pour opprimer et exploiter les peuples du tiers monde et pour anéantir les mouvements de libération. Voilà la définition stratégique de la guérilla métropolitaine dans le cadre de l'internationalisme prolétarien : déclencher la guérilla, la lutte armée, la guerre populaire dans l'arrière-pays de l'impérialisme, au cours d'un processus prolongé — car la révolution mondiale n'est assurément pas une affaire de quelques jours, de semaines, de mois, elle ne se fera assurément pas par quelques soulèvements populaires, n'est assurément pas un processus court, assurément pas la prise

du pouvoir de l'appareil d'Etat — comme la conçoivent les partis révisionistes et les groupes pour la formation de partis révisionnistes, ou du moins ceux qui prétendent le concevoir, car ils ne conçoivent rien du tout. Dans les métropoles, le concept d'Etat national est devenu une fiction, qui n'est couverte par rien, ni par la réalité de la classe dominante, ni par sa politique, ni par la structure du pouvoir. Elle ne peut même plus s'appuyer sur les frontières linguistiques depuis qu'il y a dans les pays riches de l'Europe occidentale, des millions de travailleurs immigrés. On assiste plutôt en Europe à un internationalisme du prolétariat en voie de formation à travers l'internationalisme du capital, à travers de nouveaux médias, à travers la dépendance réciproque du développement économique, à travers l'élargissement de la communauté européenne — et les appareils syndicaux s'appliquent déjà depuis des années à l'assujettir, le contrôler, l'institutionaliser et l'opprimer. La fiction de l'Etat national à laquelle s'aggripent les groupes révisionnistes avec leur forme d'organisation, correspond à leur fétichisme légaliste, leur pacifisme, et sa limitation petite-bourgeoise, leur incapacité de penser de façon dialectique. La petite bourgeoisie a toujours été étrangère à l'internationalisme prolétarien — et sa position de classe — et sa base de reproduction excluent — que cela soit autrement — elle pense, agit et s'organise toujours en tant que complément de la classe dominante.

L'argument selon lequel les masses ne seraient pas encore assez avancées ne fait que nous rappeler, à nous R.A.F. et révolutionnaires, détenus dans l'isolement, dans les bâtiments spéciaux, dans les sections spéciales, subissant le lavage de cerveau, en prison ou encore dans l'illégalité les arguments avancés par les cochons colonialistes en Afrique et en Asie depuis 70 ans, les noirs, les analphabètes, les esclaves, les peuples colonisés, torturés, opprimés, affamés, souffrant sous le joug du colonialisme — « ne sont pas encore assez avancés » pour prendre

eux-mêmes en main, en tant qu'êtres humains, leur administration, l'industrialisation, leur école, leur avenir.

Et dans les prisons il y a en effet à peine un seul détenu, qui devant cet espèce de porc d'avocat commis d'office, ne comprenne pas tout de suite et ne reconnaisse en lui le porc colonialiste, la classe dominante, le masque, le singe. Seul un cochon colonialiste peut avoir l'idée, que les détenus seraient des « profanes » face à la justice de classe, ce qui est une insulte au peuple, et relève du mépris des masses. Ce sont les sales phrases de la petite bourgeoisie qui ne craint rien, autant que la violence prolétarienne, révolutionnaire, libératrice et par là-même, l'illégalité et la prison, parce qu'elle craint d'être expropriée du rôle de domination ridicule et chauviniste que peuvent jouer les petits bourgeois dans le système impérialiste. Notre action du 14 mai 1970 est et reste l'action exemplaire de la guérilla métropolitaine. Elle contient, a contenu, tous les éléments pratiques de la stratégie de la lutte armée anti-impérialiste : ce fut la libération d'un prisonnier d'entre les mains de l'appareil d'Etat, ce fut une action de guérilla — l'action d'un groupe qui s'était armé et devint le noyau politico-militaire par sa décision de faire cette action. Ce fut la libération d'un révolutionnaire, d'un cadre, d'un type dont nous avions incontestablement besoin, nous qui avions décidé de nous armer, de construire l'armée rouge, de développer la guérilla métropolitaine, de mener la lutte anti-impérialiste plutôt que de continuer tout simplement à en jaser. Nous l'avons libéré parce que nous avions besoin de lui pour ce que nous avions décidé de faire lutter. Rien n'a changé depuis, et je parle ici, je fais une déposition afin de dire que les flics sont en train d'assassiner Andreas, je le dis surtout pour que vous nous aidiez à empêcher cela, vous allez peut être scander alors quelque chose avec un contenu politique et un sens politique et alors

vous pourriez avoir une idée de solidarité et de lutte de classe.

L'action a été exemplaire, parce qu'il s'agit dans la lutte anti-impérialiste, de libération de prisonniers en général — de la prison que le système est devenu longtemps pour toutes les couches exploitées et opprimées du peuple, sans aucune perspective historique, sans autre avenir que la mort, la terreur, le fascisme, la barbarie. Libération de l'emprisonnement dans la totale aliénation de soi, de l'état d'exception politique et existentiel ou le peuple est la proie de l'impérialisme, de la culture de consommation, des médias, des appareils de contrôle de la classe dominante, en proie à la dépendance du marché et à l'appareil d'Etat qui incarne l'aliénation et la domination de la bourgeoisie sur le peuple.

C'est par la violence, armés, que nous avons pris ce dont nous avions besoin, que nous avons exproprié la justice de ce type sur lequel elle réclame son droit de possession, tout comme elle réclame de tous les prisonniers et de tous les prolétaires que nous employions, valorisions, notre force de travail uniquement au service de la classe dominante — pour les buts du capital. Or nous sommes décidés à n'utiliser notre force de travail que pour la lutte de libération, à ne plus nous vendre sous quelque chantage que ce soit et à ne plus rien produire qui ne soit la lutte anti-impérialiste, la politique révolutionnaire, le contre-pouvoir prolétarien, c'est-à-dire la contre-violence.

La guérilla ici, et il n'en n'a pas été autrement au Brésil, en Uruguay, à Cuba, pour le Che en Bolivie, part toujours de rien, et la première phrase, celle de sa constitution est la plus difficile. On est un groupe de camarades qui ont décidé d'agir, de quitter le stade de la léthargie, du radicalisme verbal, d'assemblées, de réunions, de discussions toujours davantage sans objet — et de lutter. Mais tout manque encore. Il s'avère que ce ne sont pas

uniquement les moyens qui manquent, il s'avère, et maintenant seulement, quel type d'individu quelqu'un est. C'est l'individu métropolitain qui est issu du processus de putréfaction et des contextes de vies mortels, faux, aliénés du système : l'usine, le bureau, l'école, l'université, et les groupes révisionnistes. Les effets de la division du travail entre vie professionnelle et vie privée, de la division entre travail manuel et travail intellectuel, les processus de travail hiérarchiquement organisés, toutes ces déformations psychiques de la société marchande, cette société métropolitaine passée au stade de putréfaction et de stagnation, apparaissent.

Mais c'est ce que nous sommes, c'est de là que nous venons. Nous sommes l'engeance des procès d'anéantissement et de destruction de la société métropolitaine, de la guerre de tous contre tous, de la concurrence, de chacun contre chacun, du système où règnent la loi de la peur, de la contrainte, du rendement, le carriérisme, la division du peuple en hommes et femmes, en jeunes et vieux, en étrangers et allemands, où règnent les luttes de prestiges.

Et c'est de là que nous venons de l'isolement, de la maison individuelle de série, des cages à lapins, des cités en béton, des banlieues, des cellules de prisons, des recoins des cellules de prisons, des asiles et sections spéciales. C'est de là que nous venons du lavage de cerveau par les médias de la consommation du châtiment corporel, de l'idéologie de la non-violence, de la dépression, de la maladie, du déclassement, de l'humiliation et de l'insulte, de tous les exploités de l'impérialisme. C'est de là que nous venons de la prostitution de la bourgeoisie, de l'emprisonnement dans l'éducation bourgeoise et l'éducation prolétaire, jusqu'à ce que nous ayons compris la détresse de chacun de nous, comme la nécessité de nous libérer de l'impérialisme, comme étant la nécessité de mener la lutte anti-impérialiste. Que cela dépend de nous si l'oppression se perpétue, si nous nous prolétarisons, si nous abandonnons

la double vie et luttons. Que la cause du peuple, des masses, des O.S., des lumpen, des prisonniers, des apprentis, des hommes dans les asiles de nuit, des masses les plus basses dans notre pays et des mouvements de libération du tiers monde est notre cause autant que notre cause, la lutte armée anti-impérialiste, est leur cause. Notre cause est la cause des masses et inversement, quand bien même celle-ci ne pourra devenir et ne deviendra réelle qu'au cours d'un processus prolongé de développement de la guerre du peuple.

« Il n'y a pas de raison », écrivait Lénine, en 1916 ; contre le cochon colonialiste et renégat Kautsky, « de supposer sérieusement que dans le capitalisme, la majorité des prolétaires puissent être regroupés dans une organisation. Ensuite et c'est l'essentiel, il ne s'agit pas tant de la quantité des membres que de la signification objective et réelle de sa politique. Cette politique représente-t-elle les masses ? c'est-à-dire sert-elle les masses ? Sert-elle à la libération des masses du capitalisme ? Ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité et la réconciliation avec le capitalisme ? Nous ne pouvons pas prévoir avec précision quelle partie du prolétariat suit, et suivra les social-chauvinistes et les opportunistes. C'est dans la lutte que cela se révèlera, cela se décidera en dernier ressort dans la révolution socialiste. Si nous voulons rester des socialistes notre devise est d'aller vers les masses les plus défavorisées, les masses réelles, c'est la signification profonde de la lutte contre l'opportunime, cela en est tout le contenu. »

Nous avons libéré ce type parce qu'il est un révolutionnaire et il l'a déjà été à ce moment-là. Parce qu'il incarnait déjà ce dont la guérilla, l'offensive politico-militaire contre l'Etat impérialiste ont besoin, à savoir la volonté d'agir, la capacité de se définir uniquement et exclusivement en fonction des buts et des nécessités, des tâches et du travail qui en découlent. Parce que dès le début, lui seul pouvait tenir

la discussion ouverte, le processus d'apprentissage collectif, et pouvait empêcher et interdire que la discussion ne dégénère ou ne se termine en luttes pour le pouvoir. Parce que dès le début, il n'y avait en lui plus rien de ce qu'est l'impérialisme, il n'était pas aliéné dans ses relations avec les autres. Parce qu'il est un type qui n'avait en lui plus rien de petit bourgeois, qu'il a toujours, dans chaque situation, et envers tous et chacun pensé et agit de manière prolétarienne, désintéressée et partiale.

La fonction de direction dans une organisation révolutionnaire est la suivante : déterminer l'orientation, pouvoir distinguer dans chaque situation ce qui est essentiel de ce qui est accessoire, ce qui revient à dire, ne jamais perdre de vue le but : la révolution et les principes du communisme ; faire preuve de collectivisme et d'altruisme toujours et à chaque seconde.

Dans le processus de constitution de la guérilla, c'est-à-dire du groupe qui a commencé à lutter, il se débarrasse des représentations des rapports de production bourgeois qu'il a dans son psychisme, de l'Etat qui est sous sa peau et dans les rapports de communication déterminés par la concurrence, car il apprend au cours du développement de l'action de guérilla à se définir par rapport aux buts et à prendre pour objet les conditions de la lutte, car chaque individu apprend dans le procès du travail collectif justement ceci, s'orienter, penser de manière prolétarienne, désintéressée, anticapitaliste et anti-impérialiste. Nous ne parlons pas du centralisme-démocratique parce que la guérilla urbaine ne saurait avoir un appareil centralisé, dans la métropole qu'est la R.F.A. Elle n'est pas un parti, mais une organisation politico-militaire qui développe sa fonction de direction collectivement à partir de chaque unité individuelle — le groupe — avec pour tendance la dissolution dans un processus d'apprentissage collectif au sein du groupe, le but étant toujours l'orientation autonome et tactique des militants, de la

guérilla, des cadres. La structure du groupe est collective, c'est-à-dire les lois du marché, de la division du travail, de la séparation entre vie professionnelle et vie privée sont abrogées en son sein.

Le groupe devient libre de domination dans le processus de conquête de sa liberté d'action. Les structures de direction autoritaires n'ont aucune base matérielle dans la guérilla parce qu'entre autre le développement volontaire de la force productive de chaque individu est la condition de l'efficacité de la guérilla révolutionnaire : intervenir avec de faibles forces pour déclencher la guerre populaire.

Comme Andreas l'est et l'a été dès le début, à savoir un révolutionnaire il se trouve dans la ligne de mire des flics, qui utilisent actuellement la conduite psychologique de la guerre, à savoir l'office fédéral de la police judiciaire, le bureau du procureur fédéral et la presse de Springer mènent contre nous. En essayant par la conduite psychologique de la guerre de détruire l'objet : à savoir la politique révolutionnaire, la lutte armée anti-impérialiste et d'anéantir ses effets sur l'opinion publique en nous présentant comme une affaire d'individus isolés, ils nous présentent comme ce qu'eux-mêmes ils sont ; et présentent les structures de la R.A.F. comme celles de leur propre domination à l'image de l'organisation et du fonctionnement de leur propre appareil de domination. Comme le Ku Klux Klan, comme la mafia — dans la mesure où les principes de domination impérialistes sont le chantage, la dépendance, la concurrence, la consommation, la séduction, la protection, la manipulation, la brutalité qui marche sur des cadavres, etc. De telles projections sont possibles parce que chacun vivant dans ce système est habitué à se voir avec les yeux des autres. Ce sont les autres qui déterminent ce que vaut la force de travail, que chacun est obligé de vendre pour pouvoir vivre, jamais nous-mêmes. La radio et la télévision s'adressent à nous, comme s'il y avait une compréhension, un accord, une parenté entre ces

faits sur l'écran et nous, et il y en a effectivement dans la mesure où les institutions dont ils sont les employés et celles pour lesquelles le peuple est obligé de travailler, sont les mêmes : ce sont les institutions de l'impérialisme. Le cochon s'adresse à nous, en tant que ce que nous sommes réduits à être dans ce système, objets de domination et d'exploitation, acheteurs et consommateurs, individus guidés de l'extérieur, ce que la culture de consommation n'a fait que totaliser. C'est la maladie de l'individu métropolitain, le regard de l'extérieur, la perte de la conscience de soi. Ce qui donne son caractère choquant à notre action, c'est que des gens agissent sans se voir par les yeux des autres, et sans s'en occuper, que des gens agissent en partant des expériences réelles, celles qu'ils ont faites eux-mêmes, et celles du peuple. Car la guérilla part des faits qui sont l'expérience vécue du peuple : l'oppression, l'exploitation, la terreur des médias, l'insécurité de la vie en dépit de la technologie extrêmement poussée et l'immense richesse de ce pays ; les maladies psychiques, les suicides, les brutalités, les cruautés infligées aux enfants, la misère des écoles, la misère du logement. C'est ce qui a rendu notre action si choquante pour l'impérialisme ; que l'opinion publique, populaire ait très vite pris la R.A.F., pour ce qu'elle est — la chose qui est le résultat logique et dialectique des rapports en vigueur, la praxis qui en tant qu'expression des rapports réels rend au peuple sa dignité et redonne un sens à ses luttes, aux révolutions, aux défaites, et aux efforts, aux révoltes échouées du passé. La chose qui rend au peuple la possibilité d'avoir conscience de son histoire.

La guérilla permet à chacun de se rendre compte de quel côté il est, de trouver, de reconnaître où il se trouve en fin de compte et de déterminer sa place dans la société de classe et de l'impérialisme. Car il y en a beaucoup qui pensent qu'ils sont du côté du peuple, mais dès qu'il y a des heurts avec la police, dès que le peuple commence à lutter, ils

se sauvent, ils dénoncent et freinent et se mettent du côté des oppresseurs.

C'est le problème que Marx a tant de fois formulé : à savoir qu'une personne n'est pas ce qu'elle croit être, mais quelle est sa fonction réelle, son rôle dans la société de classes ; qu'elle est déterminée par ce système et ses contraintes, si elle n'agit pas par elle-même, si elle ne lutte pas, si elle ne prend pas les armes.

Par le moyen de la conduite psychologique de la guerre les flics essaient de détruire l'image des réalités que la guérilla a corrigé, c'est-à-dire que :

— ce n'est pas le peuple qui a besoin, pour exister, des sociétés par actions et des usines, mais c'est la classe des capitalistes qui est, elle, dépendante du peuple ;

— ce n'est pas pour protéger le peuple des « criminels » que la police fonctionne, mais c'est pour protéger le système, l'ordre d'exploitation qu'est l'impérialisme des actions du peuple ;

— la justice a besoin du peuple pour continuer à agir mais le peuple n'a pas besoin de cette justice pour vivre ;

— nous n'avons pas besoin de l'impérialisme pour vivre mais l'impérialisme lui, a besoin de nous pour exister.

Dans ce but ils ne font qu'incarner ce qu'ils représentent et ce qu'ils sont, ce qu'est l'anthropologie du capitalisme, des juges, procureurs, matons et fascistes : le porc qui se complait dans ses aliénations, qui ne vit qu'en réprimant, exploitant, torturant des autres et dont la seule raison et le seul moyen d'exister est de faire carrière, de faire de la lèche, d'écraser, d'être le concurrent, de vivre aux dépends des autres, par l'exploitation, la faim, la misère, le dénuement de quelques milliards d'êtres humains dans le tiers monde et ici même.

La bourgeoisie a accumulé toute sa haine envers le peuple, contre nous, et plus particulièrement contre Andreas en pratiquant la conduite psychologique de

la guerre. La notion de conduite psychologique de la guerre inclue celle de « plèbe », de « rue », d' « ennemi ». La bourgeoisie a reconnu en nous une menace pour elle, la seule menace capable de la mettre en péril.

La détermination, la résolution à faire la révolution, à pratiquer la violence révolutionnaire, à la praxis révolutionnaire, à l'action politico-militaire contre le système du pouvoir impérialiste.

Toutes les persécutions contre la guérilla, contre nous R.A.F., ne sont pas seulement dirigées contre nous, mais démasquent ceux qui en sont à l'origine, les dirigent, les produisent, leurs ambitions, leurs peurs, leurs peaux de salauds. Se nommer soi-même avant-garde n'a pas de sens, être avant-garde est une fonction pour laquelle on ne peut se déclarer comme tel, ou postuler, c'est une fonction que le peuple donne à la guérilla par sa propre conscience, dans le processus ou le peuple prend conscience de lui-même et se dresse — en se reconnaissant lui-même — dans l'action de guérilla, en découvrant par l'action de la guérilla sa place dans l'histoire, en faisant de la nécessité, en soi, de détruire le système, une nécessité reconnue, pour soi, par l'action de la guérilla, qui a déjà fait de cette nécessité, la sienne propre.

Car ceci est la dialectique de la stratégie des luttes anti-impérialistes, le fait que dans sa défense, sa réaction, le système, par l'escalade de la contre-révolution, est amené à transformer l'état d'exception politique en état d'exception militaire, se démasquant, apparaissant à tous comme l'ennemi et amenant par les moyens mêmes de sa terreur, les masses à prendre position contre lui.

Marighela :

« Le principe de base de la stratégie révolutionnaire dans la situation de crise politique permanente est de développer aussi bien dans les villes que dans les campagnes une telle quantité d'actions révolutionnaires que l'ennemi soit obligé à transformer

la situation politique du pays en une situation militaire, de cette façon l'insatisfaction s'étendra à toutes les couches du peuple, et les seuls responsables pour tous les méfaits seront les militaires. »

Et A.P. Puyan, un camarade iranien :

« ... du fait de l'oppression de la violence contre-révolutionnaire renforcée contre les combattants de la résistance, toutes les couches et classes oppressées seront encore plus massivement réprimées. De ce fait les classes dirigeantes augmentent les contradictions entre les classes opprimées et elles-mêmes, et en créant un tel climat, la conscience politique des masses fait un grand bon en avant ».

Marx :

« Le progrès révolutionnaire se fait par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un ennemi qui amènera le parti de l'insurrection à atteindre par la lutte la maturité qui fera de lui le véritable parti révolutionnaire. »

Si en été 1972, les flics ont décrétés la mobilisation générale contre nous, avec 150 000 hommes, en faisant participer la population à la chasse à l'homme par la télévision, en utilisant l'intervention du chancelier fédéral, en centralisant tout le pouvoir policier entre les mains de la police fédérale (Bundeskriminalamt) à cette époque déjà, un groupe de révolutionnaires, numériquement faible, mettait toutes les forces personnelles et matérielles, à l'intérieur de l'Etat, en branle et, il devenait matériellement possible de voir que la stratégie de la lutte anti-impérialiste, la destruction, la défaite de la puissance armée était :

JUSTE, POSSIBLE, ETAIT REALISTE ET REALISABLE.

— Qu'il dépend de nous si l'oppression se perpétue et également de nous qu'elle soit détruite.

— Que l'impérialisme ait vu tactiquement un monstre mangeurs d'hommes mais vu stratégiquement, un tigre de papier.

Aujourd'hui les porcs sont en train d'assassiner

Andreas. Nous autres prisonniers, membres de la R.A.F. et d'autres groupes anti-impérialistes commençons aujourd'hui une grève de la faim.

La poursuite-liquidation des flics contre la R.A.F. et leur conduite psychologique de la guerre contre nous s'expriment aujourd'hui par le fait que la plupart d'entre nous sont emprisonnés dans l'isolement depuis des années, cela signifie détention-liquidation.

Mais nous sommes décidés à ne pas nous arrêter, à penser à lutter, nous sommes décidés à faire tomber la pierre que l'impérialisme a levé contre nous sur ses propres pieds.

Les flics sont en train d'assassiner Andreas — comme ils l'avaient déjà essayer en lui supprimant l'eau au cours de la grève de la faim au cours de l'été 1973. A cette époque l'opinion publique et les avocats crurent qu'après quelques jours il aurait de nouveau de l'eau — en réalité le propre médecin de la prison de Schwalstadt lui déclarait alors qu'après neuf journées passées sans rien boire et il disait « vous êtes mort dans dix heures ou vous buvez du lait ». Le ministre de la « justice » du land de Hessen Hempfler venait de temps en temps se rendre compte et le corps des médecins de prison était en réunion pendant ce temps au ministère de la « justice » à Wiesbaden.

Il existe un décret déclarant qu'en Hesse les grèves de la faim doivent être brisées par la privation forcée de liquide, les plaintes déposées pour tentative de meurtre par le porc-médecin ont été rejetée.

Nous déclarons maintenant que si les flics réalisaient effectivement leurs intentions et leurs plans en coupant l'eau à Andreas, tous les grévistes de la faim emprisonnés de la R.A.F. réagiront immédiatement en refusant de prendre toute forme de liquide, il en sera de même si un quelconque des prisonniers grévistes est privé de liquide quel que soit le lieu et la personne qui fasse l'objet de cette tentative de meurtre. 15 septembre 1974.

PROGRAMME D'ACTION DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS EMPRISONNES POUR LEURS DROITS POLITIQUES

De qui dépend que l'oppression persiste ? De nous ! De qui dépend qu'elle soit brisée ? De nous également !

La prison, l'armée et la police sont les principaux instruments de l'Etat de la bourgeoisie qui s'en sert pour affirmer, défendre et imposer son pouvoir en tant que classe dominante comme elle l'a toujours fait. Sans son monopole de la violence, ses formations armées, les flics, la prison, l'armée, la classe dominante n'est rien. Il y a longtemps qu'elle a fini de jouer son rôle historique ? Nous pourrions d'un coup de pied faire s'écrouler le château de cartes et les pantins qui maintiennent encore le système. Les temps sont révolus où l'on pouvait encore nous faire croire à nous, socialistes, communistes, ouvriers en prison et ouvriers à la chaîne, au bureau, à l'école, à l'université, que les temps n'étaient pas mûrs pour mener jusqu'à la victoire le combat pour la libération du prolétariat de l'exploitation, de l'oppression, de l'aliénation, de la misère matérielle et psychique.

Le problème, dans les métropoles, est que, bien que le système soit politiquement et économiquement mûr pour être détruit, les forces révolutionnaires dans le peuple sont encore trop faibles et qu'il y a plus de résignation, de léthargie, de dépressions, d'agonie, plus de malades et de suicidaires, plus de gens qui se laissent tomber parce qu'on ne peut plus vivre dans ce système que de gens qui se lèvent et luttent.

Bien que l'impérialisme ne soit qu'un tigre en papier, beaucoup le perçoivent ce qu'il est actuellement : un monstre dévoreur d'hommes et disent : nous voulons, mais c'est impossible. Ce raisonnement est faux. Il n'est pas dialectique : plus la nuit dans laquelle nous croyons avoir sombré est noire, plus le jour s'approche.

Nulle part mieux qu'en prison il n'est aussi évident que le système des salauds est au bout de son rouleau : le travail forcé, le rendement, l'aliénation. Si Marx en 1885 écrivait : « La contrainte économique scelle la domination du capitalisme sur l'ouvrier », la violence non-économique directe est encore utilisée mais seulement de manière exceptionnelle. Pour le cours habituel des choses on peut s'en remettre aux « lois naturelles de la production ». Mais aujourd'hui, le système ne peut plus se fier à cette « contrainte muette des rapports de production (conditions économiques) en prison, il ne peut même plus se fier à la « violence directe ». Pour forcer le peuple à s'écraser, à être loyal, l'empêcher de combattre le système, les porcs se voient déjà contraints, dans leurs prisons, de ramper devant nous, avec leur détention-thérapeutique, leur psychologisation, leurs bluffs, leurs manipulations.

Avec les méthodes de la vente-publicitaire et de la conduite psychologique de la guerre, ils essaient d'obtenir le consentement et la coopération des prisonniers à leur propre destruction par la psychiatrisation, le lavage des cerveaux, la destruction de leur conscience d'eux-mêmes.

Parce que les porcs ne voient plus comment ils pourraient contrôler l'agitation dans les prisons. Le système des salauds ne peut déjà plus compter sur ses armes, ses expéditions punitives, ses mitards, ses cellules silencieuses, son système de punition, ses moyens matériels et pourtant il les possède tous. La militarisation de l'appareil d'Etat et la psychologisation de la prison sont l'envers et l'endroit de la même réalité et s'interpénètrent.

A l'extérieur des prisons, les flics développent la conduite psychologique de la guerre par les médias. A l'intérieur, l'évolution vers la détention thérapeutique s'accompagne d'une série de nouveaux dispositifs de sécurité, de la construction des cellules silencieuses, de mitards, de dispositifs appliqués aux fenêtres des cellules pour empêcher tout contact visuel

avec l'extérieur, des cellules de sections spéciales et de sections d'isolement, de miradors pourvus de mitrailleuses, de système de TV en circuit fermé.

Les efforts que fait l'impérialisme pour maintenir sa domination, qui vont des alliances militaires tout autour de la terre à la construction de forces policières dans chaque Etat, à la psychologisation, à la merde des réformes dans les prisons, jusqu'à la tentative de développer leur potentiel de destruction de vies humaines et de terreur des prisons en les transformant en camps stratégiques correspondant à la fonction stratégique des villages de regroupement (centre d'hébergement selon les termes des colonialistes en Algérie) dans les pays du tiers monde et des guerres de libération, ces efforts ne dépeignent pas seulement les forces du système salaud. Dans toutes ces mesures se révèlent aussi sa peur, son vide intérieur, sa pourriture, sa stagnation, le fait qu'il n'a plus rien que la violence, le fascisme, l'oppression, la manipulation, qu'il n'a plus d'autre perspective historique que la barbarie. Tous ces efforts montrent qu'il n'a plus rien à offrir d'autre que la destruction, le morcellement ; la pathologie, la contre-guérilla et pour quelques milliards d'hommes du tiers monde, la faim, la misère, la maladie, l'analphabétisme et la mort.

Qu'attendons-nous encore ?

Numériquement et intellectuellement les fascistes ne nous arrivent pas à la cheville. Ce qui nous paralyse, c'est que tout ce qui s'est passé en faits de résistance dans les prisons s'est fait de manière isolée, qu'il n'y avait pas de communication, pas de collaboration et que ceux qui, à l'extérieur, sont prêts à nous aider dans notre combat contre la détention impérialiste n'ont fait que glander entre eux sans savoir quelle était la voie à suivre.

Beaucoup n'ont pas compris non plus la lutte des prisonniers politiques contre l'isolement, la lutte de ceux qui ont été faits prisonniers dans la lutte armée contre l'Etat impérialiste, les monopoles, les flics,

l'armée, la justice, le système des prisons et la lutte de ceux qui prisonniers ont commencé à organiser la résistance collective des prisonniers contre la prison.

L'isolement est l'arme que le système de la détention utilise contre les « agitateurs », les rebelles pour les anéantir physiquement et psychiquement donc politiquement. Cela pour empêcher toute tentative d'auto-organisation des prisonniers, pour liquider d'avance la lutte pour le pouvoir collectif des emprisonnés, pour leurs droits les plus élémentaires, droits politiques et droits de l'homme. Il faut donc isoler ceux qui parlent ; les cadres, ceux qui politiquement et organisationnellement veulent agir et sont décidés à mettre toute leur force de travail dans la lutte anti-impérialiste, la libération du peuple et le mouvement révolutionnaire des prisonniers.

Dans le combat des prisonniers politiques contre l'isolement — isolement de l'extérieur — c'est-à-dire des camarades à l'extérieur et — isolement de l'intérieur — c'est-à-dire de tous les autres prisonniers et des camarades à l'intérieur, il s'agit d'arracher une condition vitale. Car aussi longtemps que les porcs peuvent isoler tout prisonnier qui commence à organiser la lutte, qui ouvre la gueule pas seulement pour lui-même, mais pour l'auto-organisation des travailleurs prisonniers, il sera difficile de développer une continuité dans le travail, difficile d'arriver à une auto-organisation et à un contre-pouvoir collectif dans les prisons. Si les prisonniers politiques se servent aussi de la place accordée par l'opinion publique à leur procès, cela veut dire simplement qu'ils utilisent comme arme la valeur d'échange que ce procès a dans la tête confuse de nombreux camarades, car, de fait, nous n'occupons pas les médias dégueulasses qui crachent leurs gros titres contre nous, mais nous sommes en bas, en prison, dans les cellules d'isolement, au mitard. Et nous ne luttons pas pour des privilèges, mais pour l'amélioration des conditions de lutte d'un mouvement révolutionnaire des prisonniers. Dire autre chose, c'est voir la réalité à l'envers, la tête en bas avec les yeux des médias pourris des salauds et ne pas voir les faits simples, réels, incontestables. Pour nous, avoir la possibilité une fois encore de dire pourquoi nous luttons et ce qu'est notre lutte. Nous luttons pour l'auto-organisation des prisonniers, pour les droits politiques les plus élémentaires des travailleurs emprisonnés, pour le renforcement du pouvoir collectif des prisonniers. De plus, le programme d'action n'est pas seulement un programme de survie en prison, mais un instrument permettant à chacun de comprendre de quoi il s'agit. Ce but est le développement d'un mouvement révolutionnaire des prisonniers. Car l'Etat impérialiste ne sera même pas capable de satisfaire de simples revendications qu'il devrait pourtant accorder si l'on voulait se baser sur sa propagande mensongère, malgré les milliards qu'il arrache au peuple pour les fourrer dans son appareil de répression.

HOLGER MEINS :

COMPTE RENDU SUR LA NUTRITION FORCÉE

Cinq à six flics, deux, trois infirmiers, un médecin.

Les flics me poussent, me traînent sur une chaise d'opération, c'est une table d'opération avec toutes les chicanes, en fait inclinable, pouvant être tournée dans tous les sens, etc. Repliable en position de fauteuil accoudoirs, accesssoires pour les pieds, la tête.

Ligoté : deux paires de menottes aux pieds, une courroie de 30 cm de large autour de la taille, au bras gauche deux morceaux de cuir avec quatre courroies allant du poignet au coude, au bras droit deux lanières au niveau du poignet et du coude. Une lanière autour de la poitrine. Derrière moi un flic ou un infirmier qui maintient ma tête des deux mains au niveau du front et la pressent violemment contre la table. En cas de résistance active au niveau de la tête, deux autres flics, l'un du côté gauche, l'autre du côté droit, tiennent les cheveux, la barbe et le cou. De cette façon tout le corps est maintenu fixe, si cela est nécessaire un autre maintiendra les genoux ou les épaules. Le seul mouvement possible n'est que musculaire et se situe à l'intérieur du corps. Cette semaine ils ont serré les lanières très fortement, le sang s'accumulait dans les mains qui devenaient bleuâtres.

La nutrition forcée.

C'est un tuyau rouge, pas une sonde, qui est utilisé, pour être introduit dans l'estomac. De la grosseur d'un doigt; dans mon cas, au niveau des articulations il est graissé. Cela ne va pas sans convulsions étouffantes du tube digestif car le tuyau ne fait qu'un ou deux millimètres de moins que le tube digestif. Pour éviter cela il faut faire le mouvement d'avaler et rester tout à fait tranquille. La moindre irritation provoque au moment de l'introduction du tuyau un réflexe de vomissement puis des crispations musculaires de la poitrine et de l'estomac, ces convulsions se prolongent en réaction en chaîne et se propagent violemment et intensément à l'ensemble du corps. Celui-ci se cabre contre ce tuyau. Cela est d'autant plus pénible que cela dure et est violent. Le tout n'est que torture : des vomissements qu'accompagnent des vagues de crispations.

Octobre 1974.

CHRONOLOGIE D'UN MEURTRE

13 *septembre* 1974

Les prisonniers de la R.A.F., parmi eux Helger Meins commencent la grève de la faim.

30 *septembre*

Après 16 jours de grève de la fam, le médecin de la prison : le Dr Freitag commence la nutrition forcée de Holger Meins.

6 *octobre*

Me Klaus Croissant, défenseur de : Baader, Enslin, Meinhof, Raspe et Holger Meins demande au tribunal de Stuttgart (Oberlandgericht) par écrit l'autorisation de faire intervenir des médecins auprès des prisonniers.

14 *octobre*

Le président du tribunal (l'Oberlandgerichtspräsident) Dr Theodor Prinzing qui dirige la procédure principale contre les prisonniers de la R.A.F. refuse d'accorder cette autorisation « la formulation de la demande d'autorisation lui déplaît ».

A partir de ce jour, les médecins des prisons responsables réduisent très fortement les rations qu'ils introduisent à Holger Meins ; la procédure de nutrition forcée se fait selon la même méthode. Pour pouvoir survivre un être humain a besoin d'au moins 1 600 calories de liquide nutritif par jour. Ces derniers jours les médecins responsables de la vie d'Holger Meins ne lui administrent qu'un dixième de la ration nécessaire à la survie : 160 calories (cent soixante) ! Pourquoi ? Ils savent que la seule issue possible est alors la mort. Ils peuvent décider selon leur planning quand Holger Meins devra mourir. Holger Meins est mort malgré la nutrition forcée.

Vendredi 8 *novembre*

Me Klaus Croissant reçoit un télégramme d'Holger Meins : « Je ne peux plus me lever ».

Samedi 9 *novembre*

Me Siegfried Haag, lui aussi défenseur d'Holger Meins se rend le matin à la prison de Wittlich dans l'Eiffel, où Holger Meins est détenu dans la cellule d'isolement. A 11 heures, Me Siegfried Haag veut s'entretenir avec Holger Meins, ce que sa fonction de défenseur autorise. L'administration de la prison lui refuse ce droit : « Ce n'est pas possible » déclare un fonctionnaire. « Holger Meins n'est plus capable de quitter sa cellule ». Haag veut parler à Holger Meins dans sa cellule d'isolement : « Ce n'est pas possible, là-bas les visites sont formellement interdites. »

Me Haag demande à téléphoner immédiatement avec le directeur de l'établissement. La communication téléphonique lui est refusée, « refusée pour raisons budgétaires ». Haag proteste, il téléphone à son collègue Croissant, qui téléphone à son tour au Président Prinzing : « Holger Meins est mourant. Laissez immédiatement son avocat le visiter, permettez à des médecins autres que ceux de la prison de le soigner ! » Prinzing refuse, « il ne peut prendre la décision tout seul » — Si Holger Meins doit être sauvé. Des tractations avec le ministère de la justice permettent enfin à l'avocat d'Holger Meins de venir à son chevet. La visite de médecins extérieurs à la prison est refusée à Holger Meins qui est comateux.

A 13 *heures* Siegfried Haag peut enfin voir Holger Meins dans le parloir des avocats de la prison. Holger Meins est amené sur un brancard par deux gardiens. Ils déposent le brancard tout près de la porte ouverte, à côté de deux cartons renfermant des dossiers de sa défense et une bouteille pleine d'eau, puis ils se retirent. Holger Meins a les yeux clos, il n'est plus capable de se remuer, il ne peut même pas replier ses jambes. C'est un squelette. 1,85 m environ, 42 kilos seulement. Ils lui ont bourré les pantalons de papier. Holger ne peut plus parler, il peut difficilement murmurer quelques mots en

s'interrompant. Pendant plusieurs instants il ne semble pas entendre. Haag est obligé de s'allonger sur le sol à côté de Holger Meins pour pouvoir le comprendre. Holger le prie de fermer la porte, ce n'est pas possible car le parloir est trop petit. Holger demande des nouvelles des autres prisonniers : Ulrike Meinhof, Jan Carl Raspe et les autres, puis il n'en peut plus.

A 15 *heures* Holger Meins est ramené par les gardes dans la cellule d'isolement. Haag : « Je savais que c'était la dernière entrevue avec Holger Meins. »

Peu après Klaus Croissant, l'autre avocat rédige une lettre destinée au responsable principal Théodor Prinzing. Il prend sa voiture pour amener lui-même la lettre au domicile du juge.

Celui-ci dans sa villa en tenue « décontractée » fait remarquer qu'il n'est pas en service. Il accepte malgré tout la lettre.

En voici le texte :

Au président de la deuxième chambre pénale de l'Oberlandgericht de Stuttgart, le Dr Prinzing.

Aujourd'hui, le 9 novembre 1974, le prisonnier Holger Meins que je défends a fait l'objet d'une visite de son avocat à la prison de Wittlich dans l'Eiffel. Depuis le 13 septembre 1974 Holger Meins, ainsi que 35 autres prisonniers ont entrepris une grève de la faim contre les conditions de détention spéciales et la détention dans l'isolement, créées dans le but de détruire l'identité politique des détenus. Cette détention-extermination se poursuit. Holger Meins pèse environ 42 kilos, ne peut plus marcher, ne peut presque plus parler, il se meurt. Tout au plus d'ici à deux jours il sera mort.

Vous êtes responsable de sa mort, car vous êtes celui qui décide des conditions de détention. Votre responsabilité demeure même, si, devant téléphoner à la prison de Wittlich vous obtiendrez d'autres informations. Le fait est que chez Holger Meins la détention-extermination et le processus de dénutrition engagé lentement visent sa mort.

Vous savez depuis le début de la grève de la faim que celle-ci ne cessera pas tant que l'isolement et les traitements spéciaux ne seront pas supprimés. Cela signifie que vous êtes conscient de votre responsabilité. Je vous somme de permettre immédiatement à l'un des médecins bénéficiant de notre confiance de se rendre auprès de Holger Meins. Vous en avez eu une liste dans ma lettre du 6 juin 1974. Comme médecin supplémentaire je vous désigne le Dr Christoph Löscherbusch.

Signé : Dr Klaus Croissant,
avocat.

A 18 *heures* Croissant reçoit un télégramme : « Holger Meins est mort ». Il s'écrie « *assassins !* ». Des parents et avocats se forment aussitôt en cortège pour manifester devant la luxueuse villa du juge : le terrain est gardé par des policiers armés de pistolets-mitrailleurs. Les fonctionnaires accusés de meurtre, à propos de la cause de la mort déclarent de manière laconique : « insuffisance cardiaque ».

Dimanche 10 *novembre*

Mes Schily et Stroebele, les avocats d'Ulrike Meinhof se voient interdire la visite de leur cliente pour les mêmes raisons que Holger Meins.

DÉCLARATION D'AVOCATS DE HOLGER MEINS AU SUJET DE LA PLAINTE PORTÉE POUR MEURTRE ENVERS CELUI-CI

Le 21 novembre.

Le fait qu'au cours d'une conférence de presse que nous avons tenu à Stuttgart le 10 novembre 1974 nous avons parlé de meurtre pour décrire le comportement des responsables de la mort de Holger Meins (dans l'administration judiciaire et parmi les juges) a amené un nombre important d'attaques véhémentes contre les avocats des prisonniers de la Fraction Armée Rouge (R.A.F.). Quatre collègues font l'objet d'une plainte portée par le ministre fédéral de la justice pour affirmation diffamatoire, notre collègue le Dr Croissant selon des informations rapportées par la presse ferait l'objet d'une procédure d'honneur de l'Ordre des avocats. A ce sujet nous soulignons :

Il n'existe en République Fédérale d'Allemagne aucun texte de loi déclarant que des juges ou autres fonctionnaires de la justice sont épargnés par la notion de meurtriers ou disant que ces derniers ne peuvent devenir des meurtriers. Il n'existe pas un monopole qui réserve aux institutions judiciaires le droit de parler de meurtre et de meurtriers, surtout en présence d'éléments graves répondant à la définition des textes de loi concernant les actes incriminés. Ceux qui sont choqués d'entendre parler de meurtre en rapport avec la mort de Holger Meins, feraient bien de se rappeler que dans l'histoire contemporaine de notre pays, il ne manque pas d'exemples où de hauts fonctionnaires de la justice et des magistrats sont devenus des meurtriers : agissant de leurs bureaux. Ce ne sont donc pas les tentatives d'intimidation qui nous empêcherons de renouveler les accusations énoncées dès le 10 novembre 1974 et d'insister pour que les responsables soient punis.

Le 19 novembre 1974, les défenseurs d'Holger Meins agissent en leurs noms et représentant également les parents de Holger Meins ont porté plainte auprès du procureur de Trier (Trêves) pour meurtre commis sur la personne de Holger Meins, le 9 novembre 1974.

La plainte est déposée contre :

1. — Le président de la deuxième chambre pénale de l'Oberlandgericht de Stuttgart, le Dr Prinzing.

2. — Le procureur fédéral - le procureur général Buback.

3. — Le chef du service de sûreté de l'Etat (Staatschutzabteilung) auprès de la police judiciaire fédérale (Bundeskriminalamt) à Bonn-Bad-Godesberg, ainsi que d'autres fonctionnaires de ce service, dont nous ignorons également les noms.

4. — Le directeur de la prison de Wittlich Regierungs direktor Essmeyer.

5. — Le médecin de la prison de Wittlich, le Dr Hutter.

6. — L'inspecteur pour la sûreté et l'ordre de la prison de Wittlich, dont nous ignorons le nom.

Les éléments et faits essentiels nous amenant à porter plainte se résument ainsi :

Tous ceux contre lesquels nous portons plainte n'ignoraient pas, et ceci au plus tard à midi le 9 novembre 1974 que l'état de santé de Holger Meins mettait sa vie en danger. Toutes ces personnes du fait de leur charge de hauts fonctionnaires et magistrats des ministères de la justice du gouvernement fédéral et du land de Rheinland-Pfalz avaient le devoir vis-à-vis de Holger Meins d'entreprendre tout ce qui était possible et envisageable afin d'assurer l'assistance médicale de celui qui se trouvait en danger de mort et se faisant de sauver la vie de ce dernier. Aucun de ceux que nous accusons n'a fait face, ne serait-ce qu'un instant à cette respon-

sabilité prévue et imposée par la loi. Tous ceux contre lesquels nous portons plainte, ont au contraire et malgré les circonstances signalant l'état de danger de mort de Holger Meins, laissé celui-ci mourir faute de soins. Ceux que nous accusons ont juridiquement parlé, accepté l'idée de la mort possible de Holger Meins.

Le Dr Prinzing, contre lequel nous portons plainte a été informé téléphoniquement de l'état représentant un danger pour la vie de Holger Meins, par son avocat le Dr Croissant, le 9 novembre 1974 à 13 heures, et a été prié d'autoriser un médecin de confiance, n'appartenant pas à la prison à visiter Holger Meins. Le juge, Dr Prinzing, contre lequel nous portons plainte n'a rien fait : non seulement il n'a pas autorisé la visite d'un médecin bénéficiant de la confiance du détenu, mais il n'a par ailleurs rien entrepris afin d'assurer l'assistance médicale d'urgence de Holger Meins. Le juge, que nous accusons, le Dr Prinzing, savait par ailleurs qu'à la prison de Wittlich les conditions et la volonté nécessaire à l'assistance médicale de Holger Meins n'étaient pas réunies. Il avait été informé de la plainte déposée par les avocats d'Holger Meins et datée du 15 octobre 1974 contre le médecin de la prison de Wittlich au sujet de la méthode de nutrition forcée : une véritable torture. La direction de la prison de Wittlich elle-même, informait le tribunal de Stuttgart dans une note rédigée à la mi-octobre 1974 qu'elle n'était pas en mesure d'assurer la procédure de nutrition forcée selon les règles de la science médicale, c'est-à-dire par le moyen d'une sonde nasale.

Le procureur général fédéral Buback ainsi que les agents des services de sûreté de l'Etat de la police fédérale judiciaire avaient été chargé par décision prononcée par le juge de la 2e chambre du tribunal de Stuttgart le 21 octobre 1974, de transférer Holger Meins au plus tard le 2 novembre 1974 de la prison de Wittlich à la prison de Stuttgart Stammheim. Peu après le 21 octobre 1974 le tribunal accordait un sursis à l'exécution du transfert jusqu'au 4 novembre 1974. Les raisons de la décision du tribunal qui étaient connues du procureur fédéral et des services de sûreté de l'Etat : à la prison de Wittlich les moyens nécessaires à la surveillance médicale et à la nutrition forcée étaient inexistants, contrairement à la prison de Stuttgart Stammheim. De plus le procureur fédéral et les services de sûreté de l'Etat avaient été informés de l'aggravation rapide de l'état de santé de Holger Meins au cours de la semaine qui a précédé sa mort. Ces deux administrations se faisaient transmettre continuellement les rapports sur l'état de santé des détenus politiques en grève de la faim, relevant de la juridiction de Stuttgart, c'est-à-dire qu'elles connaissaient l'état de santé d'Holger Meins. Ce n'est pas par hasard que de ce fait le ministère de la justice de Mainz, renvoyait les journalistes demandant des informations sur la mort de Holger Meins au procureur fédéral.

Si Holger Meins avait été transféré avant le 4 novembre 1974 à Stuttgart Stammheim, il serait encore vivant. Le procureur fédéral et les services de sûreté de l'Etat de la police fédérale judiciaire n'ont, pourtant, absolument rien entrepris, malgré la décision du tribunal compétent ordonnant le transfert à Stammheim, jusqu'au jour de sa mort.

Le directeur de la prison de Wittlich, Regierungsdirektor Essmeyer, le médecin de la prison de Wittlich, le Dr Hutter, et l'inspecteur chargé de la sécurité ont laissé Holger Meins mourir de faim. Malgré la connaissance exacte qu'ils avaient des dangers menaçant la vie de Holger Meins, ils n'ont même rien entrepris le 9 novembre 1974 afin de sauver celui-ci. Le médecin de la prison, le Dr Hutter, disparut dès la soirée du 8 novembre et il n'était pas possible de l'atteindre le 9 novembre. La présence d'un médecin n'était pas prévue à la prison de Wittlich pour la journée du 9 novembre 1974.

La nutrition forcée qui était appliquée depuis le 30 septembre 1974, quotidiennement, de manière d'ailleurs plus qu'insuffisante, n'a pas été pratiquée du tout le 9 novembre 1974. Parler de négligences dans ces conditions est pur cynisme. Cynisme également la déclaration de la documentation du ministère de la justice du land de Rheinland-Pfaltz destiné à la presse où il est déclaré, que le 9 novembre 1974 « il n'y avait rien de particulier à constater concernant l'état de Holger Meins... ». Holger Meins ne pouvait plus tenir debout et dû être porté sur un brancard, ce même jour.

Le comportement de tous ceux contre lesquels nous portons plainte est déterminé par le mépris de la vie d'Holger Meins. Cette position est incompatible avec la fonction de ceux-ci, à l'intérieur du système de droit de la République Fédérale et des devoirs prévus par la loi concernant ces fonctions. Cette position est à réfuter, nous la qualifions de mobiles dégradants dans le sens prévu par les textes du Code pénal concernant l'acte de meurtre.

La vie d'un détenu en préventive, et sa protection, devraient être selon le système de droit en vigueur dans ce pays indépendamment de l'acte de grève de la faim, le devoir le plus élémentaire de tous ceux qui ont des responsabilités dans la justice, la police, et le système pénitentiaire. La mort d'Holger Meins est due au fait qu'aucun de ceux contre lesquels nous portons plainte n'étaient motivés par la volonté sérieuse de sauver sa vie.

La plainte déposée comporte 24 pages, beaucoup plus détaillées que cette note. Nous attendons que nos accusations soient prises sérieusement en considération et non pas que des recherches véritables soient empêchées du fait que certains de ceux que nous accusons occupent de très hautes charges dans le système de la justice de la R.F.A.

Golzem, Plottnitz, Riedel, Koch, avocats.

« Une question toute personnelle au plus haut placé des chasseurs d'anarchistes : avez-vous peur ? MAIHOFER (Ministre de l'Intérieur de la R.F.A.) : J'étais soldat pendant plusieurs années, rien ne peut plus m'effrayer. »

BILD - 4 décembre 1974

Une question : sous quel drapeau étiez-vous soldat, Monsieur MAIHOFFER ?...

SUEDE :

Un groupe d'experts psychiatres veut mettre fin à l'isolement des détenus.

Les psychiatres du pays mettent fin à l'isolement de détenus. On peut tirer cette conclusion avec certitude d'une proposition pour une déclaration qu'un groupe d'experts a envoyé à l'association des psychiatres suédois.

Le groupe constate qu'un médecin devrait, ou dire conséquemment non, quand il s'agit de l'isolement d'un détenu, ou refuser de prendre part à de telles décisions.

Le groupe déclare qu'un médecin qui travaille dans une prison ou qui participe à une arrestation doit être obligé de souligner constamment que l'isolement est nuisible sous tous rapports.

Cette déclaration doit être (après avoir été traitée), remise à l'association des médecins suédois.

A ce groupe de travail qui a été constitué pendant le séminaire d'hiver à Vaestraes participent, le président de l'association suédoise pour la psychiatrie juvénile Karl Henrik Karlên, le médecin-chef de la clinique pour psychiatrie judiciaire à Upsala ; chargé de cours Karl-Erik Toensquist et le professeur de psychiatrie à Linkoeping, Gerdt Wretmark.

Aucun médecin, pas même un spécialiste, ne devrait pouvoir décider, qui peut endurer un isole-

ment sans nuance. On peut constater que cette mesure est toujours nuisible.

La lutte contre l'isolement date déjà depuis plusieurs années : un des plus actifs, le médecin Dr Bertil Wikstroem, Stroemsund. Il y a quelque temps il a quitté l'association des médecins suédois, pour protester contre le fait que des collègues donnent des attestations d'après lesquelles les prisonniers peuvent être transférés dans des cellules d'isolement.

Il y a une organisation spéciale qui lutte contre la peine d'isolement. Elle a demandé auprès du Ombudsmann de Justice (= conseiller de justice), que l'isolement dans les prisons cesse. Ils rappellent l'article 5 de la Déclaration des Droits de l'Homme qui dit qu'aucune personne ne doit être soumise à une torture, à un traitement ou peine inhumaine et dégradante.

(Extrait du journal quotidien suédois *Dagens Nyheter* du 20 septembre 1974.)

LA POLICE POLITIQUE DÉCIDE DE LA VIE DES PRISONNIERS

Dans la soirée du 11 novembre 1974, le médecin « neutre » (non rattaché à l'administration pénitenciaire), Dr Jakob, examinait les prisonniers Wolfgang Grundmann et Klaus Junschke. Ses conclusions: après 58 jours de grève de la faim l'état des prisonniers exige le transfert dans une station intensive d'un établissement hospitalier.

Junscke, 1,85 m, pesait 57 kilos, Grundmann, 1,81 m, ne pesait plus que 46 kilos. Ils avaient perdu tous deux 1/3 du poids. La nutrition forcée était planifiée de façon à ce que les deux prisonniers continuent à perdre du poids, ils seraient morts de faim. Les deux détenus se trouvaient pratiquement au même stade d'amaigrissement qu'Holger Meins lors de la visite du médecin « neutre ».

Le 12 novembre 1974 le Dr Jacob déclarait :

« Je considère l'état de santé de Wolfgang Grundmann et Klaus Junschke comme mettant en danger leur vie et réclame immédiatement leur transfert dans un hôpital, le cas de M. Grundmann est particulièrement urgent, si ces mesures que je sollicite ne sont pas appliquées, je retire toute responsabilité en tant que médecin.

Six heures plus tard Grundmann était admis dans un hôpital à Zweibrücken. Junschke était admis dans un hôpital après deux jours seulement — presque 50 heures plus tard.

Nous avons connaissance du fait que la police de sûreté de l'Etat (Staatsschutzpolizei) règle les conditiens de détention des prisonniers politiques centralement et dans les moindres détails. Les directeurs des prisons informent le Bundeskriminalamt (police judiciaire fédérale) exactement de l'état de santé des prisonniers, en particulier pendant la grève de la faim.

Le directeur de la prison de Schwalmsatdt et le médecin de cet établissement ont fait parvenir des extraits du dossier sanitaire de Baader à la police judiciaire fédérale, violant par là le secret professionnel lié à la profession médicale.

Le Bundeskriminalamt (police judiciaire fédérale) était donc informé dans les moindres détails de l'état de santé de Junscke et Grundmann.

La police de sûreté de l'Etat a exigé des hôpitaux de telles mesures de sécurité qu'aucun établissement n'est en mesure d'accueillir les prisonniers. Les directions des cliniques déclarèrent que ces mesures de sécurité empêcheraient leur fonctionnement. Les mesures de sécurité consistent en l'occupation de la clinique par 200 policiers en partie équipés de pistolets-mitrailleurs.

Pour ces raisons l'hôpital communal de Kaiserslautern, une clinique à Ludwigshafen et l'hôpital communal de Pirmasens ont refusé la prise en charge des prisonniers. Pour ces mêmes raisons l'hôpital St. Elisabeth de Zweibrücken a tenté de se débarrasser aussi rapidement que possible du détenu Grundmann et a menacé de le ramener en ambulance à la prison.

Il ne fait pas de doute que par ces mesures de sécurité la police de sûreté de l'Etat (Staatsschutzpolizei) veut empêcher le transfert des prisonniers en dehors de la prison. Plutôt que de mettre fin aux mesures d'isolement, elle préfère accepter l'idée de la mort d'autres détenus.

Le ministère de la justice de Rheinland-Pfalz a tenté contrairement à la volonté du juge responsable, d'organiser le transfert vers un hôpital rattaché à l'organisation pénitenciaire, bien que le Dr Jacob dans son expertise déclarait que le transfert dans un hôpital-prison signifierait la mort des prisonniers car ceux-ci refusent tout traitement par des médecins du système des prisons.

Afin d'empêcher le transfert dans un hôpital en dehors des bâtiments de la prison le ministère de la justice a proposé l'installation d'une station intensive à l'intérieur de la prison. Ce n'est que lorsque le juge menaça de lever le mandat d'arrêt que Junschke du fait du danger de mort encouru par celui-ci, le ministère continuant à refuser le transfert de Junschke dans un hôpital, en dehors de la prison, que le ministère décida de le transférer à la clinique de l'université de Mainz (Mayence). Grundmann a été également transféré de Zweibrücken à cet établissement hospitalier.

Dans le cas de Junschke et Grundmann nous constatons à nouveau que ce n'est pas la justice qui décide de la vie et de la mort des prisonniers mais la police de sûreté de l'Etat (Staatsschutz polizei). Elle décide des conditions de détention des prisonniers politiques : de l'isolement total qui conduit à l'extermination. Elle décide à quel moment et sous quelles conditions les prisonniers politiques peuvent être admis dans des hôpitaux sans prendre en considération la vie des prisonniers.

M. Becker,
avocate,

21-11-74.

COMBATTRE JUSQU'AU BOUT MÊME ICI

L'unique chose qui compte, c'est *le combat,* maintenant, aujourd'hui, demain, que tu aies été gavé ou pas. Ce qui compte, c'est ce que tu en fais : un bond en avant. Faire mieux. Apprendre par l'expérience. Tout le reste, c'est de la merde. Le combat continue. Chaque nouvelle lutte, chaque action, chaque *conflit* apportent des enseignements inconnus. Des expériences, voilà le développement des luttes. Est décisif ce qu'on apprend à connaître. C'est le côté subjectif de la dialectique Révolution - contre-Révolution.

Par le combat, *pour* le combat. A partir des victoires, mais encore plus à partir des erreurs, des « flipps » des défaites. C'est là une loi du marxisme.

Combattre, avoir le dessous, encore combattre, avoir à nouveau le dessous, c'est ce qui renouvelle la manière de se battre, et ainsi de suite, jusqu'à la victoire finale. Voilà la logique du peuple. Dit le Vieux.

Bien sûr : « matière » : l'homme n'est rien que matière comme *tout...* L'homme *entier.* Les corps et la conscience sont matière. Ce qui fait *l'homme,* ce qu'il est, *sa liberté* — c'est que la conscience se rend maître de la matière — de soi-même, de la nature extérieure et, surtout : de l'être personnel. Un des côtés de Engels : transparent. Mais le guérillero se matérialise dans *le combat* — dans *l'action révolutionnaire* sans fin. Combattre jusqu'à la mort et bien sûr : collectivement.

Ce n'est plus une question de matière, mais de *politique.* La pratique. Comme tu dis. Avant comme après l'affaire. Ce qui est — maintenant — repose comme pour la première fois en toi. La grève de la faim est encore loin d'être achevée. Et le combat ne s'arrête jamais.

Mais il y a naturellement un point : *quand tu sais* qu'avec chaque victoire des porcs, l'intention concrète de meurtre devient plus concrète — si tu te retires du jeu, te mets en sûreté, et donnes par là une victoire aux porcs — ça veut dire que tu nous livres, que tu es toi-même le porc qui divise et encercle pour survivre lui-même et ensuite en avoir plein le cul de, comme je l'ai dit, « la pratique ». Vive la Fraction Armée Rouge ! Mort au système des porcs ! Si tu ne continues pas la grève de la faim, tu ferais mieux de dire, et avec plus d'honneur (si tu sais encore ce que c'est, l'honneur) « comme on dit : à bas la F.A.R. Victoire pour les porcs. »

Ou bien homme, ou bien porc
Ou bien survivre à n'importe
Quel prix ou bien la lutte à mort
Entre les deux, il n'y a rien.

La victoire ou la mort — disent des types partout, et c'est la langue des guerilleros — et même dans la minuscule dimension d'ici. Il en va de vivre exactement comme il en va de mourir : « Les hommes (et donc nous) gagnent ou bien meurent, au lieu de perdre et de mourir. »

Assez triste de devoir encore t'écrire quelque chose de pareil. J' sais, bien sûr, pas comment ça fait quand on meurt ou quand on te tue. D'où ça ? Dans un instant de vérité, ce matin, il m'est passé par la tête comme pour la première fois : c'est donc ainsi (cela non plus, je ne le savais pas) et ensuite (devant le canon de fusil braqué juste entre tes yeux) : c'est égal, c'était ça. En tout cas, du bon côté.

Ça, tu devras aussi le savoir par toi-même. De toute façon, tout un chacun meurt. La question est seulement de savoir comment, et comment tu as vécu, et l'affaire est bien claire : *combattre contre les porcs comme homme pour la libération de*

l'homme : Révolutionnaire, au combat ! De tout notre amour de la vie : mépriser la mort. C'est ce qu'est pour moi servir le peuple.

R.A.F.

Document publié dans le *Spiegel* du 18 novembre 1974.

CHRISTIAN SIGRIST

LE NOUVEAU FASCISME ET LA GREVE DE LA FAIM DES PRISONNIERS DE LA R.A.F.

« La grève de la faim des prisonniers politiques se poursuit même après la mort de Holger Meins, dont l'appareil judiciaire est responsable. Dans cette poursuite conséquente de la résistance, d'une résistance non-violente, se fait jour une qualité morale de l'action collective dont presque personne n'a compris la signification politique ; *a fortiori* pas ceux qui ont préconisé la détention par isolement. Mais à l'ntérieur de l'éventail des forces démocratiques également, il y a une conscience insuffisante au sujet de cette lutte révolutionnaire déterminante pour l'avenir. Pendant trop longtemps nous nous sommes conduits d'une manière passive — et dans le meilleur des cas seulement verbalement — à l'égard de cette grève de la faim, la troisième et jusqu'à maintenant la plus longue. Ce n'est que la mort de Holger Meins qui nous a tirés de notre léthargie et nous a permis d'organiser enfin cette grande manifestation contre la détention par isolement qui aurait dû avoir lieu dès le début. La lutte des détenus, leur détermination inébranlable à poursuivre le combat révolutionnaire, même dans les conditions de la torture par isolement, à soumettre l'intérêt indi-

viduel de survie au but collectif révolutionnaire de la lutte anti-impérialiste, montrent avec force le potentiel moral d'un mouvement révolutionnaire qui ne peut être anéanti par l'assassinat de quelques militants.

Les propos mensongers concernant les motivations de la R.A.F. (Fraction Armée Rouge) qui veulent faire passer les actions anti-impérialistes non pour des actes politiques mais comme la conséquence de problèmes psychologiques personnels (actes compensatoires par exemple), se vendront de plus en plus mal. L'hypocrisie de la classe dominante, de ses valets et porte-paroles qui justifient les méthodes meurtrières employées contre la R.A.F. par les méthodes de lutte violente de celle-ci, est désormais dévoilée puisque la résistance est menée sans violence.

La poursuite de la détention destructrice montre que le but des mesures prises par l'Etat est, non pas la protection de la population contre des actes de terrorisme mais la destruction de l'identité politique et de la résistance anti-impérialiste. La réaction du pouvoir étatique à la lutte non-violente des détenus de la Fraction Armée Rouge est barbare, est fasciste. Toutes les réflexions des responsables de la torture par isolement tournent autour de la question comment pouvoir continuer de cacher le « meurtre à crédit » et diffamer la grève de la faim. On ne voit aucun indice pour que les représentants pourris de la classe dominante réagissent d'une manière appropriée à l'appel moral que signifie cette grève de la faim.

« D'une manière appropriée » cela ne peut vouloir dire que : suppression du traitement spécial, égalité de traitement des détenus politiques et des autres. L'appareil de répression montre précisément à l'égard de ces meurtres cette insensibilité barbare. Les commentaires brutaux et cyniques à l'occasion de la mort de Holger Meins s'ajoutent aux actions barbares de la police lors de l'enterrement de Günther Routhier, ouvrier communiste assassiné à Duisbourg, où, même pendant la cérémonie, les hélicoptères de la police tournoyaient au-dessus de la tombe.

Cette barbarie ne peut surprendre en un pays où le fascisme en tant que summum réalisé de la dictature de la bourgeoisie a fêté ses plus affreux triomphes. Précisément dans cette métropole du capitalisme qu'est la R.F.A., il manque du côté de la classe dominante cette substance morale à laquelle fait nécessairement appel une manifestation sans arme telle que la grève de la faim.

Il n'en est pourtant pas partout et toujours ainsi. En Inde, par exemple, l'arme non-violente de la grève de la faim, popularisée par Gandhi dans la lutte contre les Anglais était, après l'indépendance et jusqu'au milieu des années 60, un appel efficace à l'opinion publique qui exerçait une pression sur le gouvernement pour supprimer des situations scandaleuses. Cela a d'ailleurs changé avec l'intensification de la lutte des classes. Comme le gouvernement indien essaie de faire mourir les 25 000 communistes emprisonnés en les nourrissant insuffisamment, il ne se laisse plus atteindre par la pression exercée par une grève de la faim. Cette brutalité à l'égard des prisonniers politiques n'est qu'un élément dans la stratégie globale fasciste contre les militants communistes. Malgré toutes les différences avec le système en Allemagne de l'Ouest, il y a une parenté en ce sens que la démocratie parlementaire continue d'exister formellement alors que le contenu et les institutions des droits démocratiques sont minés de l'intérieur.

En Allemagne de l'Ouest comme en Inde, la détention par l'isolement et le refus de répondre positivement à l'appel de la résistance non-violente sont l'expression du nouveau fascisme.

Lorsque je disais précédemment que la barbarie ne peut surprendre dans un pays fasciste, il faudrait par ailleurs problématiser cette constatation. Dans la déclaration de solidarité du mouvement basque

de libération, l'E.T.A., à l'occasion de la mort de Holger Meins, il est dit : « qui aurait osé dire que dans un pays qui s'affirme démocratique et qui est passé par l'expérience du fascisme, on laisse mourir quelqu'un pour lui refuser des conditions plus humaines dans son cachot ? ».

La réponse à cette question est à chercher dans le fait que le fascisme : selon le *Journal de Francfort* du 18 novembre 1974, le Minister-Presidänt Kohl doutait qu'on puisse mettre en accord la responsabilité globale de l'Etat et le fait que l'Etat doive dépenser des sommes importantes pour quelques individus dont l'unique but est de le détruire. C'est tellement fasciste que même la presse bourgeoise essaie de ne pas divulguer cette prise de position et fait passer avant elle la déclaration de Carstens. C'est la réaction typique d'un politicien ouest-allemand à la grève de la faim des détenus politiques après la mort de Holger Meins.

C'est le langage de l'ancien fascisme. Le programme c'est : euthanasie pour les révolutionnaires.

« L'ETAT, POUR DES RAISONS DE SECURITE ET DE DEPENSES, DOIT ACCEPTER LA MORT DES REVOLUTIONNAIRES SINON L'ACCELERER. »

Ces paroles de Kohl se rattachent ouvertement à l'ancien fascisme.

C'est ce que l'I.R.A., dans sa déclaration de solidarité, a dit d'une manière générale au sujet de la détention par l'isolement.

Le programme d'anéantissement qui est mis en route dans les prisons et qui intensifie d'une manière meurtrière l'isolement social par des phases de privation sensorielle est aussi fasciste. Là, on ne travaille pas ouvertement avec des méthodes fascistes ; le caractère scientifique de ces méthodes de torture se distingue également par leur contenu des méthodes de l'ancien fascisme.

La tendance de l'ancien fascisme à faire disparaître les structures différenciées du droit et de l'administration, qui est historiquement prouvée par le national-socialisme, est visible aujourd'hui dans la subordination de plus en plus grande de la justice allemande aux organes de sécurité de l'Etat — en particulier aux Bundeskriminalamt.

Par contre, ce qui est nouveau, ce sont les méthodes d'anéantissement voilé — et je peux ici encore donner une nouvelle que j'étofferai dans les prochains jours — selon laquelle l'un des médecins responsables du programme d'anéantissement a travaillé sous le IIIe Reich aux questions de politique raciale.

Les organes de répression et d'information conjuguent tous leurs efforts pour isoler les détenus sur le plan psychique et moral. Mais la solidarité des autres mouvements anti-impérialistes dans le monde entier répondra aux crimes fascistes.

Pour les militants de ces mouvements, la lutte dans les métropoles n'est pas une aventure terroriste, mais est une nécessité et a été longtemps attendue. Dans des discussions avec ces camarades, également avec ceux qui connaissent depuis des années par leur propre observation la situation difficile en Allemagne de l'Ouest, il apparaît que l'action armée n'a plus besoin d'être justifiée — leur incompréhension va plutôt à ce qui leur apparaît comme le pacifisme des organisations de gauche.

L'existence de cette solidarité internationale ne doit certes pas masquer le fait qu'en Allemagne de l'Ouest, la classe ouvrière dans sa masse numérique ne participe pas aux luttes de ces groupes révolutionnaires, si bien que la stratégie d'isolement de l'impérialisme réussit encore. Là-dessus, il ne faut pas se leurrer. Aujourd'hui, il est important que nous soutenions la grève de la faim des détenus politiques en transmettant à la classe ouvrière et aux autres couches du peuple une information juste sur les méthodes fascistes d'anéantissement. L'INFORMA-

TION JUSTE EST LA BASE DES ACTIONS JUSTES. La mise en pratique de ces maximes simples est d'autant plus importante quand on observe la coordination immédiate qui existe entre les organes de sécurité de l'Etat et les mass-media ; et si l'on ne veut pas seulement regretter la confusion qui a des effets jusque dans les rangs de la gauche.

Le fait que seule la mort d'un détenu a permis de briser les mensonges montre la puissance des média. Mais je pense que l'on ne doit pas voir cela de manière pessimiste et comme une situation définitive. Pendant qu'en Allemagne de l'Ouest la Fraction Armée Rouge et d'autres groupes révolutionnaires sont diffamés et qu'on proclame leur insignifiance politique, un ton nouveau apparaît involontairement dans les comptes rendus et commentaires des médias grâce aux succès politiques et militaires des mouvements de libération palestiniens. Avec colère et déception, on reconnaît que la guerilla ne se termine nullement par des défaites. Soucieux, on constate des ressemblances entre la Fraction Armée Rouge et les groupes palestiniens, et des liens possibles.

Un jour peut-être, si nous nous défendons contre le fascisme et luttons nous-mêmes, le cri de triomphe des oies brunes deviendra-t-il un cri de panique et de fuite.

Novembre 1974.

Holger Meins, mort en luttant après deux années de traitements spéciaux.

ORDRE D'ARRET DE LA GREVE DE LA FAIM PARVENU DE L'EXTERIEUR AUX PRISONNIERS DE LA R.A.F. ET RECONNU PAR EUX COMME AUTHENTIQUE

AUX PRISONNIERS DE LA R.A.F.

Nous vous prions de mettre fin à la grève maintenant, bien que les revendications ne sont pas satisfaites : la suppression de l'isolement. Les luttes des classes ne sont pas assez développées, du fait de la corruption des organisations de classe du prolétariat et d'une gauche révolutionnaire faible. Comprenez, ceci est un ordre. En réalité, les possibilités de la gauche légale pour organiser la solidarité comme arme de manière à sortir de la défensive et du désarroi face au nouveau fascisme en liaison avec la constitution de la guerilla — la politique de la R.A.F. — n'ont pas été assez développées.

La grève a souligné leur réalité : l'impuissance de stratégies politiques, repoussant les problèmes de l'action et de l'initiative depuis l'illégalité de même manière que ces organisations repoussent la nécessité d'une politique armée en tant que pratique concrète de l'internationalisme prolétarien. Du développement de notre grande mobilisation de 68 à sa défaite — les sectes, la corruption, l'éparpillement — se laisser coincer dans la défensive. Nous déclarons que la grève a atteint tout ce qui était possible de faire ici pour expliquer, mobiliser et organiser la

politique anti-impérialiste, son escalation n'a pas été perçue comme une lutte d'une nouvelle qualité.

Permettre que vous la prolongiez contre le calcul de la propagande étatique et l'exécution exemplaire de guerilleros emprisonnés, *parce qu'ils luttent, luttent toujours et malgré tout* continuent à lutter, signigerait donner à cette lutte l'apparence d'un acte désespéré et vous sacrifier.

Parce que la lutte pour les camarades emprisonnés est maintenant notre cause du fait du rapport de forces ne peut être que notre cause et celle de nos armes qui en décideront.

Nous vaincrons.

2 février 1975.

R.A.F. (S).

INTERVIEW

ACCORDÉE AU « SPIEGEL »

par les prisonniers de la fraction armée rouge RAF

luttant par la grève de la faim

(20 janvier 1975)

INTERVIEW ACCORDEE AU « SPIEGEL »

PAR LES PRISONNIERS DE LA R.A.F.
LUTTANT PAR LA GRÈVE DE LA FAIM (20-1-75)

SPIEGEL : « Le collectif R.A.F. a-t-il adopté une nouvelle tactique ? Les campagnes préparées et dirigées depuis les prisons ont éveillé dans la population le même intérêt à votre sujet que les bombes et les grenades en 1972 *? »*

R.A.F. (*Fraction Armée Rouge*) : « Il ne s'agit pas de bavardages sur la tactique. Nous sommes prisonniers et nous luttons actuellement avec la seule arme qui nous reste en prison et dans l'isolement : la grève de la faim collective, afin de sortir du processus d'extermination dans lequel nous nous trouvons : de longues années d'isolement social. C'est une lutte à la vie, à la mort ; nous n'avons pas le choix sinon de gagner par cette grève de la faim ou alors de mourir ou être détruits psychiquement et moralement par le lavage de cerveaux, l'isolement et les traitements spéciaux. »

SPIEGEL : « Peut-on parler de « torture par isolement » ou même de « détention-extermination » ? Vous lisez un paquet de journaux, si nécessaire vous écoutez la radio et regardez la télévision de temps

en temps. M. Baader, par exemple, a eu à sa disposition à un certain moment une bibliothèque de 400 volumes. Vous avez des contacts avec d'autres membres de la R.A.F., échangez des messages clandestins, vous recevez des visiteurs et vos avocats vont et viennent dans vos cellules. »

R.A.F. : « Si l'on ne possède que le *Spiegel* et les informations diffusées par les services de sécurité de l'Etat, on peut se poser la question. Après deux, trois, quatre années d'isolement social, on ne sait plus que l'on se trouve dans un processus d'extermination. Cela, on le supporte peut-être pendant quelques mois, mais pas pendant des années. Empêcher l'institutionnalisation des lavages de cerveau par l'isolement est pour nous la condition de notre survie, c'est en fonction de cela que les procès se dérouleront avec ou sans nous. Affirmer qu'il s'agit pour nous, par cette grève de la faim, de nous rendre nous-mêmes inaptes à la détention et inaptes à comparaître devant le tribunal — alors que chacun sait que des prisonniers politiques inaptes à la détention, sont des prisonniers morts — cette affirmation-là fait partie de la tactique de l'adversaire, c'est de la contre-propagande. Les services du procureur fédéral ont reculé ces procès pendant trois ans et demi, pour briser les prisonniers par l'isolement, la torture, le lavage de cerveaux, les sections silencieuses, la psychiatrisation. Les services du procureur fédéral ne veulent plus de ces procès. Ou, s'ils les veulent, alors c'est sans les accusés et sans leurs défenseurs, parce qu'il est devenu évident que ces procès à grand spectacle contre la politique révolutionnaire — auto-représentation du pouvoir d'Etat impérialiste — (ce que veut Büback) ne peuvent être mis en scène qu'en notre absence. »

SPIEGEL : « Malgré leur répétition constante, des mensonges ne deviennent pas crédibles ; et l'opinion publique a compris depuis longtemps que ces mensonges sont lancés — de mauvaise foi — pour jeter le doute sur la justice, ce que vous avez incontestablement réussi. »

R.A.F. : « C'est parce qu'il s'agit de faits dont vous ne pouvez pas faire disparaître l'importance politique en les contestant. »

SPIEGEL : « Vous êtes en détention préventive, étant inculpés pour des délits graves tels que meurtre et tentative de meurtre. Ne subissez-vous pas les mêmes conditions de détention que les autres prisonniers en détention préventive ? »

R.A.F. : « Nous réclamons la suppression des traitements spéciaux et il ne s'agit pas seulement de prévenus. Pour les prisonniers politiques, la justice ne fait pas de différences ; et à ce propos, nous disons :

« TOUT PROLETAIRE PRISONNIER, QUI COMPREND POLITIQUEMENT SA SITUATION, ET QUI ORGANISE LA SOLIDARITE, LA LUTTE DES PRISONNIERS, EST UN PRISONNIER POLITIQUE, QUEL QUE SOIT LE MOTIF QUI L'A CONDUIT EN PRISON.

« La justice isole également des prisonniers qui sont déjà condamnés, pour certains depuis quatre années, comme : Werner Hoppe, Hellmut Pohl, Rolf Heissler, Ulrich Luther, Siegfried Knutz. Plusieurs milliers ici sont maltraités par le système pénitentiaire et à partir du moment où ils commencent à résister, sont brisés par l'isolement.

« C'est contre cela que nous luttons, par cette grève, en tant qu'action collective contre l'institutionnalisation de l'isolement. Dans les prisons anciennes, là où il manque les « machines à isoler » (sections pour les « fauteurs de trouble », ce qui signifie : ceux qui troublent l'inhumanité dont ils sont victimes) ces machines sont mises en place, comme à Tegel, Bruchsal, Strübing, Hanover, Zweibrücken, etc. Les nouvelles prisons incluent dans les principes de leur

construction leur architecture, l'isolement comme système de détention. Ces principes s'orientent, en R.F.A., non pas vers les modèles suédois, mais au contraire vers les méthodes et expériences américaines et les méthodes fascistes de « programmes de réhabilitation. »

SPIEGEL : « Concrètement, dites-nous en quoi consiste ce que vous appelez « traitements spéciaux ». Nous avons fait des recherches sur les conditions actuelles de détention du collectif R.A.F. ; nous n'avons pu trouver la trace de traitements spéciaux, mais plutôt une série de privilèges. »

R.A.F. : « Vous n'avez fait aucune recherche. Vous vous êtes laissés informer par la Sûreté de l'Etat et par les services du procureur fédéral. Traitements spéciaux, sela signifie :

— Huit mois de section silencieuse pour Ulrike, pour Astrid.
— Des années d'isolement social pour tous les prisonniers de la R.A.F.
— Des anesthésies de force, ordonnées par un tribunal, « aux fins d'enquête ».
— Pendant plusieurs années, la promenade mains liées.
— Sur ordre permanent des tribunaux, « utilisation immédiate de la force », ce qui signifie : les vexations dans les cellules de tranquillisation, au cours des transports, des interrogatoires, des confrontations et lors des visites.
— La censure des journaux.
— Des lois d'exception.
— Des bâtiments spéciaux pour les procès contre les prisonniers de la R.A.F. : à Kaiserslautern et, à Stammheim le procès — sur le budget de la Sûreté de l'Etat — « évalué » à 150 millions de marks, dans une forteresse de béton gardée par des unités de police de trois Länders, alors qu'il semble qu'au cours de ce procès les accusés et leurs défenseurs ne seront pas admis à l'audience — au cas toutefois où la justice laisserait des accusés en vie.
— Entraves faites aux défenseurs : publication de matériaux de la défense, de parties de dossiers et de dossiers de la sécurité de l'Etat, dans le cadre des campagnes du gouvernement visant à conditionner les verdicts et évincer les défenseurs. Manipulations des dossiers.
— La presse de Springer peut disposer de dossiers avant la défense alors que les services du procureur fédéral refusent d'en donner communication à la défense.
— Les défenseurs sont surveillés jour et nuit ; leur courrier contrôlé, leur téléphone sur table d'écoute, et leurs bureaux sont perquisitionnés. Les avocats ont des sanctions disciplinaires de la part de leur Ordre et d'inculpations pour leur travail d'information auprès de l'opinion publique.
— Les parents et visiteurs sont l'objet de pressions de la part des services de sécurité de l'Etat, et ce jusque sur leur lieu de travail. Ils sont terrorisés par une surveillance non dissimulée.
— Ceux qui désirent nous écrire ou nous visiter sont espionnés et fichés par les services de sécurité de l'Etat.

Ils sont obligés, sous la pression de la grève de la faim, de maquiller la réalité et les ministères envoient des équipes filmer.

« En principe, rien n'est changé. Mais la réalité, à l'heure actuelle, c'est s'isolement organisé de l'intérieur des prisons avec une précision meurtrière : tout en restant isolés, les détenus peuvent se rencontrer, par deux, et seulement deux heures par jour. Cela

n'empêche pas le processus de destruction, et ça reste un système coupé de l'extérieur. Cela signifie que le lavage de cerveau doit continuer et que l'interaction sociale doit être rendue impossible.

« Par rapport à l'extérieur, l'isolement est perfectionné par l'exclusion des défenseurs, ou en l'occurence la limitation au nombre de trois de ceux-ci. Si l'on s'en réfère à *la norme* de Posser (2), six années d'isolement par exemple pour nous et à la responsabilité des services du procureur fédéral quant au recul de la date des procès, on comprend ce que signifie « détention-extermination ». Prouvez-nous donc qu'un seul de ces « privilèges » n'existe pas ! »

SPIEGEL : « Au début, vous avez décrit la nutrition forcée comme une machination fasciste ; après la mort de Holger Meins, vous avez parlé de « meurtre ». N'y a-t-il pas là une contradiction ? »

R.A.F. : « Cela ne vient pas de nous, mais la nutrition forcée est un moyen pour enlever à la grève de la faim son impact vers l'extérieur ; c'est ainsi que des stations médicales de réanimation ont été installées dans les prisons, afin de pouvoir dire que « tout a été fait ». *Alors que le plus simple n'a pas été fait :* supprimer l'isolement et les traitements spéciaux ! Holger Meins a été exécuté sciemment par une sous-nutrition systématique, la nutrition artificielle était, dès le début, à la prison de Wittlich une méthode pour assassiner. Au début, brutale, directe, violente, pratiquée pour briser la volonté, et par la suite pratiquée seulement en apparence. 400 calories par jour : il s'agit seulement d'une question de temps, de jours, jusqu'à ce que l'on meurt.

« Le procureur fédéral Büback et les services de sécurité ont manigancé cela en s'arrangeant pour que Holger Meins reste à la prison de Wittlich, *jusqu'à qu'il soit mort*. Le 21 octobre, le tribunal (O.L.G.) (3) de Stuttgart avait ordonné le transfert de Holger Meins à Stuttgart au plus tard le 2 novembre. Dès le

24 octobre, Büback, procureur fédéral, faisait savoir au tribunal de Stuttgart que la date du transfert ne pouvait pas être respectée par les services de sûreté de l'Etat : cette information n'a toutefois été rendue publique qu'après la mort de Holger Meins.

« Pour terminer, le médecin de la prison Hutter, a cessé complètement la nutrition artificielle et est parti en voyage. Il faut également préciser que l'Office fédéral de police criminelle était informé sur l'état des prisonniers, pendant toute la durée de la grève de la faim, par les directions des prisons.

« Il faut souligner que Hutter, avant qu'il se retire, parce que Holger était mourant, a demandé à Degenhardt de lui assurer qu'il ne ferait l'objet d'aucune plainte — de la même manière, toutes les plaintes portées contre Degenhardt ont été annulées.

« Degenhardt est le médecin qui, durant l'été 1973, pendant la seconde grève de la faim à Schwalmstadt, a supprimé l'eau « pour raisons médicales » pendant neuf jours, jusqu'au coma. C'est ce médecin que Büback qualifiait de « sommité médicale » en parlant à Frey, qui « soignait » alors les prisonniers de Zweibrücken.

« Holger Meins a été assassiné d'après un plan portant sur la manipulation de la date du transfert ; c'est la faille qui permet au procureur fédéral et à la police de sûreté de l'Etat de viser directement les prisonniers.

« Le fait qu'aucun journaliste n'ait encore fait de recherches là-dessus, ni ne les ait publiées ne signifie rien quant aux faits eux-mêmes ; mais au contraire, souligne la collaboration et la complicité, l'amalgame entre les trusts de l'information, les services de sécurité de l'Etat, le procureur fédéral, les services fédéraux de la police criminelle et les services secrets. »

SPIEGEL : « Nous n'acceptons en aucune manière votre version du soi-disant « meurtre à tempérament » de Meins. Vous nous donnez l'impression d'une psychose de la persécution, ce qui serait très

compréhensible après des années de clandestinité et de détention. Au « Spiegel », nous avons critiqué le comportement du médecin de la prison Hutter ; le procureur a ouvert une instruction contre Hutter. »

R.A.F. : « Il ne s'agit pas de Hutter, il n'est qu'un des médecins des prisons, ils n'ont rien à décider. La médecine pénitentiaire est organisée hérarchiquement, et Hutter est tout au plus l'un des personnages qui est saisissable. Un PORC, mais un petit ; il sera tout au plus rendu responsable bien que là aussi, aucune des personnes qui connaissent l'application des peines et la fonction réelle de la médecine pénitentiaire n'y croient.

Ce que vous appelez « critiquer » c'est un vieux truc qui consiste à parler d' « inconvénients », « d'accidents de parcours » afin de les rendre incompréhensibles, alors qu'en fait il ne s'agit pas d'accidents de parcours, mais de la société de classes, de sa justice, de ses camps de prisonniers.

« Compte tenu de la situation dans les prisons, de la démagogie fasciste autour de cette grève dans les médias, des concerts des politiciens professionnels, des réactions incontrôlées par rapport à l'action non-violente d'un petit groupe aux limites de la défensive — prisonnier et isolé — comme s'il s'agissait d'une attaque militaire (Strauss a parlé de droit de guerre), tout tend à montrer à quel point la couverture de légitimité du système est bouffée par ses crises politiques et économiques.

« C'est là que vous devriez chercher une maladie, en considérant l'intérêt réel qu'a l'Etat dans l'extermination des prisonniers de la R.A.F., plutôt que de bavarder sur les psychoses de persécution. »

SPIEGEL : «Les Britanniques ont supprimé récemment la nutrition forcée, par exemple pour les terroristes de l'I.R.A. Les grèves de la faim étaient terminées aussitôt. Comment vous comporteriez-vous, dans ce cas ? »

R.A.F. : « Ce n'est pas là notre problème. La C.D.U. exige l'arrêt de la nutrition forcée, de la même manière qu'elle met le cap ouvertement vers l'état d'exception, le fascisme alors que le S.P.D. oriente son potentiel électoral et son histoire vers le même but, fascisation. Pénétration de l'Etat dans tous les domaines de la vie, militarisation totale de la politique, manipulation, endoctrinement du peuple par les médias, dans le sens des buts de la politique intérieure et extérieure de l'impérialisme ouest-allemand, c'est-à-dire camoufler et faire passer, « vendre » celle-ci comme politique pour le peuple, les « socialement faibles », sous l'aspect de réformes. C'est ainsi que la C.D.U. propage ouvertement le meurtre, alors que la S.P.D. louvoie, essaie de camoufler les meurtres en suicide, et ne peut prendre position ouvertement pour la ligne dure de la sûreté de l'Etat, qui décide en dernier ressort de nos conditions de détention. »

SPIEGEL : « Ne voyez-vous pas de nouveau des fantômes ? Toutes les déclarations connues jusqu'à présent de la R.A.F. ne se basent-elles pas sur les analyses insoutenables sur cet *Etat, cet S.P.D., cette C.D.U.,* cette *justice ? Nous voyons ici le défaut qui vous a fait perdre, jusqu'à présent, l'influence politique sur la population. Pour cette raison vous n'êtes pas en mesure de combattre cet état, si toutefois il le méritait de manière efficace, et pour cette raison vous ne trouvez pas de soutien à la base ! »*

R.A.F. : « Ce sont un peu des inepties que vous essayez ici de tourner. Ce que vous déclarez « insoutenable » n'est avant tout pas marchandable et notre position, le contre-pouvoir prolétarien, est par rapport à la vôtre, le pouvoir impérialiste antagoniste analytique et pratique.

« Vous discutez des lacunes, des bases et des effets de la politique révolutionnaire, alors que votre boulot consiste à la remettre en question grâce à un journalisme qui, depuis longtemps, s'est ouvertement

déclaré comme ayant un rôle positif dans le fonctionnement intérieur de l'Etat — cet Etat dont la politique prolétarienne est la négation.

« Nous poser cette question à nous, en tant que question venant du *Spiegel,* cela n'a pas de sens.

« La théorie et la pratique ne deviennent unité que dans la lutte. C'est leur dialectique. Nous développons notre analyse comme une arme, ainsi elle est concrète ; et elle a été rendue publique là seulement où nous sommes en mesure de contrôler sa publication. »

SPIEGEL : « Vous ne voulez cesser votre grève de la faim que lorsque vos revendications auront été satisfaites ; avez-vous des perspectives de succès ? Dans le cas contraire, procèderez-vous à une escalade, et par exemple, commencerez-vous une grève de la soif si les revendications ne sont pas satisfaites ? Quelles actions préparez-vous à l'intérieur et à l'extérieur de la prison ? »

R.A.F. : « Büback croit encore pouvoir briser la grève de la faim et l'utiliser afin de nous exterminer, au moyen du meurtre, de la psychiatrisation forcée. C'est pourquoi des stations de réanimation ont été installées dans les prisons. Stations où nous devons être ligotés vingt-quatre heures par jour, mis en état de somnolence par des psychodrogues, nourris de force, dans un immobilisme total, tant physique qu'intellectuel. C'est aussi le pourquoi de l'utilisation de la contre-propagande et de la conduite psychologique de la guerre. »

SPIEGEL : « Psychiatrisation forcée, » « conduite psychologique de la guerre », tout cela n'existe que dans l'imagination de la R.A.F... »

R.A.F. : « Cela existe dans la réalité que vous propagez, qui est celle de l'impérialisme. Il y a eu l'anesthésie forcée contre Carmen, afin de prendre ses empreintes digitales, et contre Ulrike la décision de l'anesthésier pour une scintigrafie et en 1974, celle

contre six prisonniers à Hambourg, afin d'enquêter. La nutrition forcée n'est possible que si le prisonnier est sous anesthésie. Des prisonniers politiques, par exemple, à Hambourg et Essen : Beer, Pohl, Allnach, Blenck, Hoppe, Kröcher, ont été enfermés dans la cloche (cellule d'isolement) à plusieurs reprises pour quarante-huit heures et davantage, parce qu'ils appelaient un autre prisonnier pendant la promenade dans la cour, ou ne s'arrêtaient pas de courir pendant celle-ci, ou pour rien : isolés de tout bruit, ne pouvant pas même se lever pour chier, étant attachés par les mains et les pieds sur une planche, cela signifie une privation acoustique, privation des fonctions motrices, visuelles. L'effet est comme celui d'un narcotique. Vous pouvez affirmer que vous trouvez cela bien, mais vous ne pouvez pas dire que nous l'avons inventé, car tous ces faits sont attestés par des centaines de décisions de tribunaux.

« Le soutien par les publications qui lui était nécessaire, Büback l'a eu, entre autres par l'initiative de Heineman, mais également par l'essai de Ditfurth, paru dans le *Spiegel,* précis quant au fascisme par les mots, pour qui meurtre et psychiatrisation forcés ne sont que des moyens lui permettant de véhiculer ses trucs cyniques, pour brutaliser le climat politique autour de la grève de la faim.

« Lorsque Carstens, à la mi-novembre, commença de diriger ouvertement le meurtre contre nos personnes, il y avait encore dans l'opinion publique comme un choc, une contradiction, de l'horreur. La fonction de Heineman était d'écarter les doutes, là où ils subsistaient encore, par rapport à la ligne dure de Büback : auprès des intellectuels, des écrivains, des églises. Le rôle de ce personnage a toujours été de revêtir d'un langage le contenu agressif de la politique de l'impérialisme ouest-allemand ; un aspect qui donne l'apparence de ce que Heineman croit être un contenu humaniste — en fonction des associations qu'il manipule.

« Les lettres de Heineman étaient en réalité des

appels nous demandant de nous soumettre au lavage de cerveau ou au meurtre. De la même manière, en tant que président fédéral, il a grâcié Ruhland ; et par ses lettres, il a dirigé les condamnations à mort contre nous du procureur fédéral, avec le geste humaniste, qui libère la conscience de ses partisans. Ce qu'il voulait — comme à Pâques, en 1968, où, pendant sa législature, il a voulu intégrer les étudiants, les antifascistes traditionnels et la nouvelle gauche dans le nouveau fascisme — c'est préparer le terrain pour les meurtres.

« NOUS ALLONS ENTAMER UNE ESCALADE DE CETTE LUTTE ET COMMENCER LA GREVE DE LA SOIF.

«Nous ne préparons pas d'actions, ni dedans, ni dehors, parce que nous sommes prisonniers et isolés.»

SPIEGEL : « La mort de Holger Meins a-t-elle été une opportunité pour le collectif R.A.F. ? »

R.A.F. : « Cela, c'est de la projection fasciste ; la réflexion de quelqu'un qui ne peut plus penser autrement qu'en termes de *marché :* le système qui réduit toute vie humaine à de l'argent, de l'égoïsme, du pouvoir, de la réussite. Comme le Che, nous disons :

« LE GUERILLERO NE DOIT RISQUER SA VIE QUE SI CELA EST ABSOLUMENT NECESSAIRE, MAIS DANS CE CAS SANS HESITER UN SEUL INSTANT.

« Et cela est tout à fait vrai pour la mort de Holger Meins : « la résonance de l'histoire », celle qui s'est éveillée par la lutte armée anti-impérialiste, est entrée dans l'histoire des peuples du monde.

« Elle a « été une opportunité », cela veut dire qu'elle a brisé le boycott de l'information. Car, si beaucoup de gens ne s'éveillent seulement que lorsque quelqu'un est assassiné et à partir de ce moment commencent seulement à comprendre de quoi il s'agit, c'est que vous en êtes également responsable. C'est ainsi que le *Spiegel* a passé sous silence pendant

huit semaines la grève de la faim de quarante prisonniers politiques afin d'empêcher solidarité et protection. »

SPIEGEL : « ... nous avons fait des comptes rendus de la grève de la faim de la R.A.F. plus d'une fois et de manière critique. »

R.A.F. : « Votre premier compte rendu a paru le cinquante-troisième jour de la grève de la faim, soit cinq jours avant la mort de Holger Meins. »

SPIEGEL : « Etes-vous préparés à voir d'autres cas mortels ? »

R.A.F. : « BUBACK ATTEND ÇA DANS SON BUREAU. »

SPIEGEL : « Vous pensez bien que nous trouvons un tel soupçon monstrueux. »

R.A.F. : « Oestereicher, *le président de Amnesty-Angleterre, en tant que défenseur professionnel des droits de l'homme — qui, dans ses tentatives de conciliation, était entièrement du côté de l'Etat — après son entretien avec Büback, était : « épouvanté de voir que Büback, froid comme la glace, jouait au poker avec la vie des prisonniers »* (textuellement). »

SPIEGEL : « Quel est le point de départ de votre analyse de la situation en République fédérale allemande ? »

R.A.F. : « Centre impérialiste. Colonie américaine. Base militaire américaine. Puissance dirigeante impérialiste en Europe et dans le Marché commun. Deuxième puissance militaire de l'OTAN. Représentant patenté des intérêts de l'impérialisme américain en Europe de l'Ouest.

« La fusion de l'impérialisme ouest-allemand (politiquement, économiquement, militairement, idéologiquement fondé sur les mêmes intérêts d'exploitation du Tiers-Monde, ainsi que sur l'homogénéité des

structures sociales au moyen de la concentration des capitaux et de la culture de consommation) avec l'impérialisme américain caractérise la position de la République fédérale vis-à-vis des pays du Tiers-Monde : en tant que parti dans les guerres conduites contre eux par l'impérialisme américain, en tant que « ville » dans le processus révolutionnaire mondial d'encerclement des villes par les villages.

« Dans cette mesure, la guerilla dans les métropoles est une guerilla urbaine aux deux sens du terme : géographiquement, elle surgit, opère et se développe dans les grandes villes, et au sens stratégique et politico-militaire elle est une guerilla urbaine car elle s'attaque de l'intérieur à la machine répressive de l'impérialisme dans les métropoles, elle combat comme unité de partisans sur les arrières de l'ennemi.

« C'est ce que nous entendons aujourd'hui par internationalisme prolétarien. En un mot : la République fédérale faisant partie du système étatique de l'impérialisme américain, n'est pas une Nation opprimée mais une Nation qui opprime.

« Dans un tel Etat, le développement du contre-pouvoir prolétarien et de sa lutte de libération, le démantèlement complet des structures dominantes, de pouvoir, ne peuvent être, dès leurs débuts, qu'internationalistes, ne sont possibles qu'en relation tactique et stratégique avec les luttes de libération des Nations opprimées.

« Historiquement : depuis 1918-1919, la bourgeoisie impérialiste — son Etat — possède l'initiative dans le déroulement des luttes de classe en Allemagne et est à l'offensive contre le peuple ; et cela jusqu'à ce que les organisations du prolétariat se soient trouvées totalement défaites dans le fascisme jusqu'à la défaite de l'ancien fascisme, défaite due non pas à la lutte armée, mais aux alliés occidentaux et à l'armée soviétique. Dans les années 20, il y a eu la trahison de la Troisième Internationale : alignement total des partis communistes sur l'Union soviétique, qui se trouve à l'origine de l'incapacité du K.P.D. (parti communiste allemand) d'en venir à une politique orientée vers la révolution par la lutte armée et la conquête prolétarienne du pouvoir politique.

« Après 1945, il y a eu l'offensive lavage de cerveau de l'impérialisme américain contre le peuple au moyen de l'anticommunisme, de la culture de consommation, de la restauration-refascisation politique, idéologique, et finalement militaire sous la forme de guerre froide et d'une R.D.A. (République démocratique allemande) qui n'a pas développé la politique communiste comme guerre de libération. Il n'y a pas eu ici de résistance antifasciste, de masses armées comme en France, Italie, Yougoslavie, Grèce, Espagne, même Hollande. Les conditions pour cela ont été immédiatement brisées par les alliés occidentaux après 1945.

« Tout cela signifie pour nous et pour la gauche légale, ici : il n'y a rien à quoi nous rattacher, sur quoi nous appuyer historiquement, il n'y a rien que nous puissons présupposer d'une manière ou d'une autre en termes organisationnels ou de conscience prolétarienne, pas même des traditions démocratiques ou républicaines. Au plan de la politique intérieure, il s'agit là d'un des motifs qui rend possible sans retenue le processus de fascisation, la surcroissance et l'excroissance de l'appareil policier, de la machine de sûreté de l'Etat comme police de l'Etat dans l'Etat, la suppression factice de la division des pouvoirs, la promulgation de lois d'exception fascistes dans le cadre du programme de « sécurité interne » — depuis les lois d'urgence jusqu'aux lois d'exception actuelles qui permettent le déroulement de procès sans accusés ni défenseurs, comme pure entreprise de spectacle, mais également l'exclusion de « radicaux » des services publics, l'élargissement des compétences de l'Office de police criminelle.

« Une démocratie qui n'a pas été conquise, qui n'est pour le peuple qu'un bourrage de crâne et n'a pas de base de masse, ne peut pas être défendue et ne l'est pas non plus. Tout cela, ce sont des condi-

tions spécifiques au territoire politique de la République fédérale. »

SPIEGEL : « Jusqu'à présent, avec des bombes et des slogans vous n'avez pu obtenir l'adhésion que de très petits groupes d'intellectuels et sympathisants anarchistes. Croyez-vous encore pouvoir changer cela ? »

R.A.F. : « Les guerres de libération des peuples du Tiers-Monde ont des répercussions économiques, politiques, militaires et idéologiques sur la société métropolitaine, que Lin Piao appelait « couper les pieds à l'impérialisme ». Elles accentuent les contradictions dans les métropoles. Les moyens et les méthodes que le système emploie pour nier ces contradictions deviennent dépassés. Les réformes se transforment en répressions, l'appareil militaire et policier est développé démesurément et ce d'autant plus que les moyens manquent dans le secteur.

« L'appauvrissement de la population, la militarisation de la politique, la répression intensifiée, tel est le développement forcé de la crise du système. Sortir d'une position politique et historique défensive et intervenir dans ce processus de désintégration est la condition de base de la politique révolutionnaire ici. »

SPIEGEL : « On vous reproche souvent un manque absolu d'influence sur les masses ainsi que de liaison avec la base. Imputez-vous cela au fait que le collectif R.A.F. est éloigné de la réalité ? Avez-vous, entre-temps, affûté votre optique ? Beaucoup ont l'impression que vous n'attirez encore l'attention que là où vous suscitez de la pitié, en conséquence de quoi vous n'avez même pas l'approbation de l'extrême gauche. Où situez-vous vos partisans ? »

R.A.F. : « Il y a la trace laissée par la politique de la R.A.F. Pas de partisans, pas de suivistes et pas d'organisations de successeurs. Mais la R.A.F. et l'effet de notre politique se situent : 1° au niveau où

beaucoup, modifiant leur opinion sur cet Etat étant donné les mesures prises par le gouvernement contre nous, commencent à le reconnaître pour ce qu'il est : la machine répressive de la bourgeoisie impérialiste ; 2° au niveau où nombreux sont ceux qui, s'identifiant avec notre lutte, devenant conscients et relativisants dans leur pensée, leur sensibilité et finalement dans leur action, l'absolutisme de pouvoir du système, reconnaissent ce qu'il est possible de faire, que le sentiment d'impuissance ne reflète pas la réalité objective ; 3° au niveau de l'internationalisme prolétarien, de la conscience de la relation entre des luttes de libération dans le Tiers-Monde et ici, de la possibilité et de la nécessité de collaborer légalement et illégalement. Au niveau de la praxis : qu'il ne suffit pas seulement de parler, mais qu'il est possible et nécessaire, nécessaire et possible d'agir. »

SPIEGEL : « Voulez-vous être des cadres et le rester et provoquer seuls la chute du régime ou bien croyez-vous toujours pouvoir mobiliser les masses prolétariennes ? »

R.A.F. : « Aucun révolutionnaire ne pense à renverser seul le système, c'est absurde. Il n'y a pas de révolution sans le peuple. De telles affirmations contre Blanqui, Lénine, Che Guevara, contre nous maintenant n'ont jamais été autre chose que la dénonciation de toute initiative révolutionnaire, la référence aux masses ayant pour fonction de justifier, de vendre la politique réformiste. Il ne s'agit pas de lutter seul, mais de créer à partir des luttes quotidiennes, des mobilisations et des processus d'organisation de la gauche légale, une avant-garde, un noyau politico-militaire qui devra mettre en place une structure illégale — condition préalable, nécessaire à la possibilité d'agir et qui, étant donné les poursuites et l'illégalité, et la praxis peut donner aux luttes légales dans les usines, les quartiers, la rue et les universités, orientation, force et but pour atteindre ce dont il s'agira dans les développements de la crise écono-

mique et politique de l'impérialisme : la prise du pouvoir politique.

« La perspective de notre politique — le développement pour lequel nous nous battons : un fort mouvement de guerilla dans les métropoles — est, au cours de ce processus de chute définitive et d'écroulement de l'impérialisme américain, un moyen nécessaire, une étape, dans la mesure où les luttes légales et les luttes qui se développeraient spontanément à partir des contradictions du système pourraient être brisées par la répression dès qu'elles se manifestent. Ce que le parti de cadres bolchévique représentait pour Lénine, correspond à l'époque de l'organisation multinationale du capital, des structures transnationales de la répression impérialiste à l'intérieur et à l'extérieur, où nous nous trouvons aujourd'hui, à l'organisation du contre-pouvoir prolétarien issu de la guerilla. Au cours de ce processus — national et international — elle se développe en parti révolutionnaire. Il est stupide, en l'état actuel des luttes anti-impérialistes en Asie, en Amérique Latine, au Vietnam, Chili, Uruguay, Argentine, Palestine, de dire que nous sommes seuls. En Europe occidentale il n'y a pas seulement la R.A.F., il y a l'I.R.A., l'E.T.A., des groupes armés combattants en Italie, au Portugal, en Angleterre. Depuis 1968 il existe des groupes de guerilla urbaine aux U.S.A. »

SPIEGEL : « Votre base, se sont paraît-il, à l'heure actuelle, quarante camarades de la R.A.F. en prison, approximativement trois cents anarchistes dans la clandestinité en R.F.A. Qu'en est-il des sympathisants ? »

R.A.F. : « Ces chiffres sont l'un de ceux changeant souvent et émanant des services de l'Office fédéral de police criminelle. Ils sont faux, les processus de prise de conscience ne se laissent pas quantifier si facilement. A l'heure actuelle, la solidarité est en train de devenir internationale. Parallèlement à une sensibilisation de l'opinion publique internationale

qui agit de plus en plus ouvertement par rapport à l'impérialisme ouest-allemand, on assiste également au développement d'une sensibilité quant à sa répression intérieure. Parmi les organisations de la gauche, légale, depuis que la R.A.F. existe, se développe un processus de discussions et de polarisation par rapport au problème de la politique armée. Un nouvel anti-fascisme est en train de se former, non plus basé sur la pitié apolitique avec les victimes et les persécutés mais identification avec la lutte anti-impérialiste, dirigé contre la police, les services de sûreté de l'Etat, les trusts multinationaux, contre l'impérialisme américain. Helmut Schmidt n'aurait pas compté la R.A.F., à l'occasion de son discours de Nouvel An, parmi les cinq réalités ou développement menaçants principalement l'impérialisme en 1974 : l'inflation mondiale, la crise du pétrole, l'affaire Guillaume, le chômage, la R.A.F. ; si nous étions des poissons sans eau, si la politique révolutionnaire ici avait une base si étroite, comme ils le prétendent, dans la conduite psychologique de la guerre. »

SPIEGEL : « L'une de vos troupes d'appui principale, du moins le prétend-on, serait la douzaine d'avocats qui ont charge de coordination tant en dehors qu'à l'intérieur de la prison. Quels rôles jouent vos avocats ? »

R.A.F. : « Les avocats engagés, les défenseurs qui connaissent nos dossiers se politisent inévitablement, parce qu'à chaque instant, ils font l'expérience, littéralement dès leur première visite à un prisonnier de la R.A.F., que rien de ce qu'il considérait comme allant de soi en tant qu'instance judiciaire ne fonctionne plus. Les fouilles corporelles, le contrôle du courrier, les perquisitions dans les cellules, les persécutions, suspicions, les sanctions du Conseil de l'ordre des avocats, la conduite psychologique de la guerre, les poursuites pénales, les lois décrétées « sur mesure » pour leur exclusion, de la défense, ce à quoi s'ajoute la connaissance des traite-

ments spéciaux que nous subissons, leur impuissance totale à changer quoi que ce soit, par la procédure normale, c'est-à-dire en utilisant des arguments juridiques devant les tribunaux et l'expérience qu'ils font à tout moment, que ce ne sont pas les juges mais le Sicherungsgruppe Bonn (services de sûreté de l'Etat) et les services du procureur fédéral qui prennent toutes les décisions nous concernant, ce qui est une contradiction entre texte et réalité constitutionnelle, entre la façade de l'état constitutionnel et la réalité de l'état policier, a fait des défenseurs de l'état constitutionnel des anti-fascistes. La volonté d'assimiler ces avocats à nous, d'en faire des troupes auxiliaires, ce qu'ils ne sont pas, fait partie de la stratégie du B.K.A. (Office fédéral de police criminelle) et des services du procureur fédéral. Dans la mesure où la justice est annexée dans ce procès par la sûreté de l'Etat pour servir les buts de la contre-insurrection, où elle est utilisée comme instrument dans la stratégie d'extermination menée contre nous, par les services du procureur général, les défenseurs qui se basent sur le principe de la séparation des pouvoirs sont considérés comme des obstacles à la fascisation et doivent donc être combattus.

SPIEGEL : « *Avez-vous des problèmes de démarcation politique, vis-à-vis des autres groupes anarchistes opérant dans la clandestinité ?* »

R.A.F. : « Pas vis-à-vis du *Spiegel.* »

SPIEGEL : « Qu'en est-il du mouvement du 2 juin qui approuve le meurtre à Berlin-Ouest du juge Drenkmann ? »

R.A.F. : «Demandez-le au mouvement du 2 juin.»

SPIEGEL : « Que pensez-vous de ceci : le meurtre de Drenkmann a-t-il servi à quelque chose ? »

R.A.F. : « Drenkmann n'est pas devenu la plus haute autorité judiciaire d'une ville de trois millions d'habitants sans avoir détruit la vie de milliers de

personnes, sans leur avoir enlevé le droit de vivre, sans les avoir étranglés en s'appuyant sur des paragraphes, enfermés dans des cellules de prison, sans avoir brisé leur avenir. Il y a aussi le fait que malgré l'invitation des plus hautes autorités ouest-allemandes : le président de la République et le président de la Cour constitutionnelle, 15 000 Berlinois seulement se sont rendus à l'enterrement, et cela dans une ville qui, autrefois, mobilisait de 500 à 600 000 personnes pour des manifestations anti-communistes. Vous savez vous-même que l'indignation suscitée par cet attentat contre la justice berlinoise n'est que de la propagande et de l'hypocrisie, que personne ne porte le deuil pour un masque, que cet exercice imposé n'était qu'un moyen de communication bourgeois et impérialiste. L'indignation exprimait un réflexe d'adaptation à un certain climat politique. Celui qui, sans être lui-même élite dirigeante, s'identifie spontanément à une telle mascarade de justice, dit seulement de lui que là où l'exploitation règne il ne peut se pencher que du côté de l'exploiteur. En termes d'analyse de classes, les protestations en faveur de Drenkmann, là où elles émanaient de la gauche et des libéraux, opéraient seulement de façon à les démasquer. »

SPIEGEL : « Ce que nous en savons est quelque chose de tout à fait différent. Nous savons que Drenkmann a été abattu et nous tenons pour une impudence l'apologie de ce meurtre par la R.A.F. Celui-ci se réduit à une justice de lynch pour un délit apparemment commis de façon collective par une justice que vous qualifiez de fasciste. Même lorsqu'on accepte la maxime : la fin justifie les moyens (ce que vous faites ouvertement), le meurtre de Drenkmann, eu égard à l'effet qu'il a produit sur le public, constitue une défaite pour le collectif R.A.F. »

R.A.F. : « Nous ne justifions rien. La contre-violence révolutionnaire n'est pas seulement légitime, elle est notre seule possibilité et nous savons, nous,

qu'au cours de son développement, elle donnera à la classe pour laquelle vous écrivez, d'autres occasions d'auto-représentations bigottes, que la tentative de faire prisonnier un juge.

« Votre indignation doit être mise en relation avec votre silence sur l'attentat de Brême, lorsqu'une bombe a explosé dans une consigne automatique peu après l'annulation d'un match de football. Au contraire de l'action contre Drenkmann cette bombe n'était pas dirigée contre un membre de la classe dirigeante mais contre le peuple, il s'agissait d'une action fasciste sur le modèle de la C.I.A. Comment expliquez-vous, dans ce cas, que la police de la gare de Brême était déjà en état d'alerte le matin du 7 décembre — jour où la bombe explosa à 16 h 15 de l'après-midi — car elle avait été prévenue par le bureau criminel du Land de Hesse, que l'on s'attendait à cet attentat dans les gares et dans les trains ? Comment expliquez-vous que la protection civile de Brême-Nord avait déjà reçu à 15 h 30 l'ordre d'intervenir et d'envoyer cinq ambulances à la gare principale parce qu'une bombe allait y exploser, que la police était déjà là immédiatement après l'explosion avec l'information toute prête, selon quoi elle n'avait pas été mise au courant d'une attaque à la bombe à 15 h 56 et cela concernant avec un grand magasin du centre de la ville ? Ainsi les autorités de Brême n'étaient pas seulement prévenues du temps et du lieu exacts mais elles disposaient aussitôt après l'explosion d'une information qui taisait, manipulait et détournait d'eux le scénario réel de leurs propres mesures ? Qu'en est-il alors de votre indignation ? »

SPIEGEL : « Nous vérifierons les faits que vous dépeignez. Vous seuls, dans la clandestinité, avez mis l'accent sur la violence. Lorsque les bombes ont explosé à Munich, à Heidelberg et à Hambourg, la R.A.F. a tenu cela pour un fait politique et l'a revendiqué comme tel. Considérez-vous la violence comme les choses et les personnes comme un concept inefficace — qui n'entraîne pas la solidarité mais repousse — ou avez-vous plutôt l'intention de continuer dans cette voie ? »

R.A.F. : « La question, c'est : qui repousse qui ? Des photos de nous étaient accrochées aux palissades dans les rues d'Hanoï car l'attaque d'Heidelberg revendiquée par la R.A.F. a détruit l'ordinateur au moyen duquel étaient programmés et dirigés les bombardements américains sur le Nord-Vietnam. Les officiers, les soldats et les politiciens américains se sont sentis repoussés car, à Francfort ou à Heidelberg, ils ont soudain senti que le Vietnam leur était remis en mémoire, ils ne se sentaient plus en sécurité sur leurs arrières. La politique révolutionnaire doit être aujourd'hui en même temps politique ET militaire. C'est ce qui ressort de la structure de l'impérialisme : le fait que sa domination doit être assurée, à l'intérieur et à l'extérieur, dans les métropoles et dans le Tiers-Monde, d'abord militairement au moyen de pactes et d'interventions militaires, de programmes de contre-guerilla et de « sécurité interne », c'est-à-dire l'élaboration à partir de l'intérieur de son appareil de violence. Etant donné le potentiel de violence de l'impérialisme, il n'y a pas de politique révolutionnaire sans résoudre la question de la violence à chaque étape de l'organisation révolutionnaire. »

SPIEGEL : « Quelle image avez-vous de vous-mêmes ? Vous rangez-vous au nombre des anarchistes ou des marxistes ? »

R.A.F. : « Marxistes. Mais la conception de l'anarchisme par les services de sécurité de l'Etat n'est rien d'autre qu'un brandon anticommuniste, qui ne tient à rien qu'à l'usage d'explosifs. Il est destiné en tant que rhétorique de la contre-révolution, étant donné la précarité des conditions de vie dans la sphère capitaliste, à manipuler les angoisses latentes, et toujours à portée de la main, du chômage, de la crise et de la guerre, afin de vendre, par le biais des mesures de « sécurité interne », le peuple à l'appareil

d'Etat : police, services secrets armée en tant qu'instrument du maintien de l'ordre et de la sécurité. Il vise à la mobilisation réactionnaire et fasciste du peuple, cela afin d'entraîner de façon manipulative une identification avec l'appareil de violence d'Etat. Il s'agit aussi d'une tentative pour pratiquement usurper au profit de l'Etat impérialiste la vieille querelle entre révolutionnaires marxistes et révolutionnaires anarchistes, de jouer contre nous l'affadissement opportuniste du marxiste contemporain qui dit que les marxistes ne doivent pas s'attaquer à l'Etat mais au capital, que seulement les usines et non les rues peuvent être aujourd'hui le centre des luttes de classe, etc. Selon cette fausse compréhension du marxisme, Lénine était anarchiste et son livre : « L'Etat et la Révolution » est un écrit anarchiste. Il est cependant le livre stratégique par excellence du marxisme révolutionnaire. L'expérience de tous les mouvements de guerilla est simple : l'instrument du marxisme-léninisme, ce que Lénine, Mao, Giap, Fanon, Che, ont emprunté à la théorie de Marx, et développé, ce qui pour eux était utile, est une arme dans la lutte anti-impérialiste. »

SPIEGEL : « La « guerre populaire » conçue par la R.A.F. est devenue dans la conscience du peuple — semble-t-il — une guerre contre le peuple. Böll a parlé une fois des 6 contre 60 millions. »

R.A.F. : « Il s'agit là d'un vœu impérialiste. C'est de cette façon qu'en 1972 le journal « Bild » a retourné la notion de guerre populaire en « guerre contre le peuple ». Si vous considérez le journal « Bild » comme la voix du peuple... Nous autres, ne partageons pas le mépris de Böll pour les masses, car l'OTAN, les holdings multinationaux, la sûreté de l'Etat, les 127 bases militaires américaines en République fédérale, Down Chemical, I.B.M., General Motors, la justice, la police, le B.G.S. ne constituent pas le peuple et, le fait que la politique du cartel pétrolier, de la C.I.A., du B.N.D. (5), de la Cour constitutionnelle puisse être une politique pour le peuple, puisse incarner le bien-être de l'Etat impérialiste — en même temps qu'il obscurcit la conscience du peuple, est l'affaire du journal « Bild », du *Spiegel*, de la conduite psychologique de la guerre menée par la sûreté de l'Etat contre le peuple, contre nous. »

SPIEGEL : « Vox populi, vox R.A.F. ? Ne remarquez-vous pas que plus personne ne descend dans la rue pour vous ? Lorsqu'il y a un procès contre la R.A.F., vous ne rassemblez plus dans les tribunaux que de petits groupes ; ne remarquez-vous pas qu'à partir du moment où vous avez lancé des bombes autour de vous, plus personne ne tient de lit à votre disposition ? Tout cela éclaire cependant en grande partie le succès des recherches entreprises contre la R.A.F. depuis 1972. C'est vous et non Böll qui méprisez les masses. »

R.A.F. : « Il est bien que vous répercutiez les platitudes de Hakker — la situation se trouve ainsi caractérisée : une gauche légale encore tactiquement faible et éparse ne peut pas transformer la mobilisation réactionnaire en mobilisation révolutionnaire contre la force de répression dans le cadre national. Cette question vous ne vous la posez même pas. Nous disons : c'est précisément dans cette contradiction que la politique prolétarienne peut devenir en tant que politique armée seulement : la politique du prolétariat, c'est par cette médiation que l'intelligence, en tant que problème de la révolution, de la stratégie et de l'analyse de classes se trouve certainement soustraite à votre plate polémique. La R.A.F. n'est pas le peuple, mais un petit groupe qui a commencé la lutte comme partie du peuple, qui ne surgira comme force de l'histoire que dans la

(1) Bundesnachrichtendienst : réseau Gehlen, service de renseignements ouest-allemand héritier des dossiers anti-communiste de la période nazie.

lutte contre l'impérialisme, au cours du long processus de la guerre de libération. LA R.A.F., SA POLITIQUE, SA LIGNE, SES ACTIONS SONT PROLETARIENNES, SONT UN DEBUT DE CONTRE-POUVOIR PROLETARIEN. LA LUTTE COMMENCE. VOUS PARLEZ DU FAIT QUE CERTAINS D'ENTRE NOUS SONT PRISONNIERS — CELA CONSTITUE SEULEMENT UNE DEFAITE. VOUS NE PARLEZ PAS DU PRIX POLITIQUE PAYE PAR L'ETAT IMPERIALISTE CONTRE UNE PETITE UNITE SEULEMENT DE LA R.A.F. Parce qu'un des buts de l'action révolutionnaire, sa tactique dans cette phase de construction, est de contraindre l'Etat à agir ouvertement, de le contraindre à une réaction, qui révèle les structures de la répression, de l'appareil de répression, qui les rend perceptibles, et ainsi se propose comme condition de lutte de l'initiative révolutionnaire.

« Marx dit : « Le progrès révolutionnaire se fait par la création d'une contre-révolution puissante et unifiée, par la création d'un ennemi qui amènera le parti de l'insurrection à atteindre par la lutte la maturité qui fera de lui le véritable parti révolutionnaire. » L'étonnant n'est pas que nous ayons subi une défaite, mais que depuis cinq ans elle se perpétue : la R.A.F. — les faits dont parle le gouvernement ont changé.

« EN 1972, APRES UN SONDAGE, 20 % DES ADULTES ONT DECLARE QU'ILS ACCEPTERAIENT DES POURSUITES JUDICIAIRES POUR POUVOIR CACHER CHEZ EUX L'UN D'ENTRE NOUS. EN 1973, UNE ENQUETE PARMI LES ECOLIERS REVELAIT QUE 15 % D'ENTRE EUX S'IDENTIFIAIENT AUX ACTIONS DE LA R.A.F. Il est sûr que le bien-fondé de la politique révolutionnaire n'est pas à vérifier au moyen d'enquêtes démographiques, car le processus de prise de conscience, de connaissance et de politisation n'est pas quantifiable. Mais cela signifie que le développement de la théorie de l'insurrection armée en guerre populaire prolongée — cela signifie que dans le combat contre la structure de pouvoir de l'impérialisme le peuple trouvera à long terme son avantage, se délivrera de l'emprise des lavages de cerveaux par les médias — car notre combat est une Realpolitik, c'est un combat contre les ennemis réels du peuple, tandis que la contre-révolution est réduite à placer les faits la tête en bas. Il y a cependant le problème du chauvinisme de métropole dans la conscience du peuple, lequel, au moyen du concept d'aristocratie ouvrière, est seulement mal défini en termes de catégorie économique... Il y a le problème que l'identité nationale dans les métropoles ne peut être que réactionnaire, comme identification avec l'impérialisme. Cela signifie dès le début que la conscience révolutionnaire dans le peuple n'est possible que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien, dans l'identification avec les luttes de libération anti-impérialiste des peuples du Tiers-Monde, ne peut pas seulement se développer à travers les luttes de classes ici. Etre cette articulation, réaliser l'internationalisme prolétarien comme condition de base de la politique révolutionnaire, être de cette façon la liaison entre les luttes de classe ici et les luttes de libération du Tiers-Monde, est l'affaire de la guerilla dans les métropoles. »

LE COMITE CONTRE LA TORTURE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN R.F.A.

La torture des prisonniers politiques de R.F.A. est l'adaptation des méthodes utilisées par l'impérialisme au Chili dans une métropole européenne par un Etat qui se dit « démocrate », « social » et « libéral ». A ce titre, ces méthodes peuvent faire exemple. Les détenus de la R.A.F. sont des révolutionnaires, le traitement qui leur est infligé a le même but que celui infligé aux révolutionnaires chiliens : les exterminer. L'ennemi est le même, le but est unique, la libération définitive du joug impérialiste pour une société d'hommes libres.

Interviewé au sujet de la grève de la faim des prisonniers de la R.A.F., Vogel, ministre fédéral de la Justice, membre du S.P.D., déclarait à l'hebdomadaire « Le Spiegel », le 16 décembre 1974 :

« LE DROIT FONDAMENTAL A LA VIE N'EST PAS UN DROIT ABSOLU, D'APRES LA CONSTITUTION. »

Nous ferons tout pour empêcher les meurtres d'autres révolutionnaires, et ferons connaître leurs luttes.

« DE QUI DEPEND QUE L'OPPRESSION PERSISTE ?

— « DE NOUS !

« DE QUI DEPEND QU'ELLE SOIT BRISEE ?

— « *DE NOUS EGALEMENT !* »

Adresser les dons :

Soit sous enveloppe, soit sous forme de chèque libellé : *Comité R.F.A.*, à l'adresse du Comité : « Les Temps Modernes », 26, rue de Condé, 75006 PARIS.

Permanence du Comité : mardi, de 17 h 30 à 19 heures - Vendredi, de 17 h 30 à 19 heures.

Téléphone : 326-47-81, l'après-midi.

COMITE INTERNATIONAL DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN EUROPE

Préambule

Considérant que :

1° Les luttes anti-impérialistes et anti-fascistes se développent dans les pays du Tiers-Monde et dans les puissances occidentales,

2° Face à ces luttes, on enregistre dans tous les Etats capitalistes l'adoption de différentes mesures de restriction des droits civils et politiques, notamment dans le domaine judiciaire,

3° Dans plusieurs pays, des prisonniers politiques accusés d'avoir employé la violence, en participant à ces luttes, sont soumis de la part des pouvoirs exécutifs et judiciaires à un régime spécial de détention visant à détruire leur identité,

4° Des Etats, tenus par leurs lois et les conventions internationales à respecter les droits de l'homme, ont développé des formes scientifiques de torture,

5° Une forme nouvelle de torture est la privation sensorielle ajoutée à l'isolement à long terme et tendant à la destruction de l'individu,

6° L'isolement à long terme combiné avec la privation sensorielle est employé depuis plusieurs années contre les prisonniers politiques, en particulier contre ceux de la Fraction Armée Rouge en R.F.A.,

7° Les droits de la défense ont été très gravement entravés en R.F.A., par une loi spéciale, entrée en vigueur le 1er janvier 1975,

Des avocats, universitaires, médecins et écrivains de France, Belgique, Hollande, Italie, Etats-Unis, Angleterre et R.F.A. ont décidé de créer un Comité international de défense des prisonniers politiques en Europe.

Adresse : M.A.J. (International), 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Téléphone : 033-31-49.

NOTES

1) Page 218, dixième ligne. – Rectificatif: *...après deux, trois, quatre années d'isolement social, on ne se le demande plus, on sait que...*

2) Page 218, trente et unième ligne. – Rectificatif: *...ces procès, comme procès à grand spectacle...*

3) Page 219, vingt-cinquième ligne. – Rolf Heissler, libéré par l'action du Mouvement du 2 juin en échange du député CDU Lorenz.

4) Page 220, dernière ligne. – Rectificatif: *...le procès gonflé au rang d'un spectacle de la sûreté de l'Etat...*

Le bâtiment dans lequel se déroulera le procès sera "inauguré" le 16 avril. Doit s'y dérouler le procès portant sur l'exclusion de maître Klaus Croissant de ses droits de défenseurs d'Andreas Baader. Cette forteresse policière, dans laquelle se déroulera le "procès", doit déjà donner à l'opinion publique l'image d'accusé particulièrement dangereux. Le fait qu'un avocat y soit jugé, à huis clos, notons-le au passage, montre la volonté de la justice allemande et des services de sûreté de l'Etat de créer dans l'opinion publique l'association accusés et avocats, tous deux jouissant du "privilège" de cette forteresse policière. De nombreux avocats étrangers participeront au procès de Klaus Croissant, précédant celui d'un autre avocat défendant des accusés appartenant à la R.A.F. Kurt Groenewold de Hambourg. Parmi ces avocats...

5) Page 221, trente-septième ligne. – Rectificatif: *...d'un système clos.*

6) Page 222, quatrième ligne. – Rectificatif: *...à la phrase de Posser...* (Posser: ministre de la Justice.)

7) Page 222, septième ligne. – Rectificatif: *...qui fait traîner en longueur l'instruction...*

8) Page 226, trente et unième ligne. – Gabrielle Kröcyer, libérée par le mouvement du 2 juin, au cours de l'action où fut échangé le député CDU Lorenz.

9) Page 227, seizième ligne. – Carstens, l'un des dirigeants Chrétien Démocrate, qui préconise de ne pas nourrir artificiellement les prisonniers politiques en grève de la faim, mais de les laisser mourir.

10) Page 227, vingtième ligne. – Rectificatif: *Heinemann, ancien président de la République, a écrit à Ulrike Meinhof en lui demandant d'arrêter la grève de la faim.*

11) Page 227, trente-deuxième ligne. – Rectificatif: *Ruhland: prisonnier ayant porté différentes accusations sur la R.A.F.; la grâce présidentielle a été, en fait, un moyen de le faire parler en lui faisant percevoir la possibilité de sortir de prison. Moyen qui laisse la porte ouverte à toute construction policière et revenant à fabriquer un témoin selon les buts de l'accusation.*

12) Page 239, dix-huitième ligne. – Rectificatif: *du peuple.*

13) Page 240, cinquième ligne. – Rectificatif: Au lieu de *était utile... était utilisable.*

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE - Comité contre la torture des prisonniers politiques en R.F.A. 7

Klaus Croissant - Le procès de Stuttgart . 13

Viktor Kleinkrieg - Les combattants anti-impérialistes face à la torture 23

Christian Sigrist - De Heidelberg au Cap-Vert 53

LES MÉTHODES D'EXTERMINATION ANALYSE ET DOCUMENTS

Sjef Teuns - La torture par privation sensorielle 59

Nouveaux perfectionnements scientifiques des techniques de torture 69

COMITÉ CONTRE LA TORTURE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN R.F.A. (HAMBOURG)

La section silencieuse forme la plus dure des tortures par l'isolement 83

Klaus Croissant - La justice et la torture par l'isolement 111

Lettres et documents des prisonniers 129

LA RÉSISTANCE DES PRISONNIERS À L'EXTERMINATION

La grève de la faim de 1974-1975 163

L'assassinat de Holger Meins 188

Christian Sigrist - Le nouveau fascisme étatique et l'utilisation de la grève de la faim pour exterminer des révolutionnaires ... 205

Déclaration des prisonniers en grève de la faim 211

INTERVIEW ACCORDÉE AU *SPIEGEL*
PAR LES PRISONNIERS DE LA FRACTION
ARMÉE ROUGE R.A.F.
(20 janvier 1975)

COMITÉ CONTRE LA TORTURE
DES PRISONNIERS POLITIQUES
EN R.F.A.

Achevé d'imprimer
sur les presses de Bernard Neyrolles - Imprimerie Lescaret,
à Paris, le 22 avril 1975.

Dépôt légal : 2e trimestre 1975.
Numéro d'éditeur : 281.